



HAL
open science

La construction narrative de l'ennemi d'État. Analyse de discours du gouvernement militaire argentin de 1976-1983 et des gouvernements français durant les années 2015-2022

Oriana Reith

► To cite this version:

Oriana Reith. La construction narrative de l'ennemi d'État. Analyse de discours du gouvernement militaire argentin de 1976-1983 et des gouvernements français durant les années 2015-2022. Sociologie. 2022. dumas-03888368

HAL Id: dumas-03888368

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03888368v1>

Submitted on 7 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

MÉMOIRE

pour obtenir le diplôme de

MASTER

DE L'UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE

Master 2 Recherche

Domaine d'études : **Sciences humaines et sociales (SHS)**

Mention : **Sciences sociales, coopération et développement en Amérique latine**

Parcours : **Sciences sociales de l'Amérique latine**

Option : **Sociologie**

Présenté par

Oriana REITH

Dirigé par

Denis MERKLEN

Sociologue - Professeur des universités / Sorbonne Nouvelle / IHEAL

La construction narrative de l'ennemi d'État.

**Analyse de discours du gouvernement militaire argentin de 1976-1983 et des
gouvernements français durant les années 2015-2022.**

Soutenu le 21 septembre 2022

Institut des Hautes Études de l'Amérique latine
5 cours des Humanités, 93322 Aubervilliers

Résumé

Le discours est un énoncé, oral ou écrit, d'une représentation de la réalité traversée par des rapports de dominations. Dans la sphère politique, les discours conforment un terrain de dispute d'ordre symbolique ayant des répercussions dans les sphères culturelles, économiques et sociales. L'étude suivante a pour objectif d'analyser cette dispute à travers l'observation de certains choix discursifs d'autorités politiques, l'objet d'étude principal étant la construction narrative d'une altérité négative considérée comme un danger pour la classe dominante. Deux « ennemis d'État » nous intéressent particulièrement, l'ennemi « communiste » et l'ennemi « islamiste radical », tout comme l'articulation du récit d'un danger intérieur avec une menace extérieure. A travers un parcours analytique entre les discours des militaires argentins de la dictature de 1976 à 1983, engagés dans une lutte contre la « subversion » et les discours des gouvernements français de 2015 à 2022, dans le cadre d'une « guerre contre le djihadisme global », ce travail cherche à élucider les principaux enjeux derrière l'utilisation officielle de termes visant à signaler un *Autre* comme un « ennemi d'État ».

Mots clés : Discours, légitimité, ennemi intérieur, ennemi extérieur, ennemi d'État, terroriste, subversif, guerre, militaires, gouvernement.



Distributed under a Creative Commons Attribution – NonCommercial – ShareAlike 4.0

International License (CC BY-NC-SA 4.0)

Table des matières

Remerciements	4
Avant-propos	5
Introduction	7
I. La Guerre froide et la « peur rouge ». Représentations de « l’ennemi subversif » dans les discours du gouvernement militaire de la dictature de 1976 à 1983 en Argentine	16
a. Le récit du <i>Proceso de Reorganización Nacional</i>	27
b. Construction narrative de « l’ennemi subversif » : incertitude, crainte et ambiguïté	38
c. Régime militaire en quête de légitimation politique	45
II. La « Fin de l’Histoire » et le début de la lutte contre le « djihadisme global ». Représentations du « terroriste islamiste » dans les discours gouvernementaux français, à partir des attentats de 2015.....	57
a. La France, le « terroriste » et la guerre contre le « djihadisme global »	63
b. Un ennemi intérieur combattu à l’étranger	72
c. La « culture de l’excuse » et l’« islamo-gauchisme ».....	79
Conclusion	86
Bibliographie	92
Discours et déclarations.....	96
Articles de journaux.....	100
Sites internet	103
Annexes	105
A1 – <i>Proclama del golpe</i> / 24 mars 1976	105
A2 – Jorge Videla / 30 mars 1976	108
A3 – Arturo Corbetta / 25 octobre 1976	115
A4 – Emilio Massera / 2 novembre 1976	117
A5 – Jorge Videla / 19 avril 1977	119
A6 – Roberto Viola / 29 septembre 1977.....	122
A7 – Roberto Viola / 23 octobre 1978	124
A8 – Jorge Videla / 9 octobre 1979.....	128
A9 – Jorge Videla / août 1980.....	130

Remerciements

Je souhaite tout d'abord remercier mon directeur de mémoire, Denis Merklen ainsi qu'Olivier Compagnon pour leur disponibilité et leurs conseils précieux. Un grand merci également à l'IHEAL et à la Sorbonne Nouvelle, qui en pleine pandémie, ont su trouver des solutions pour que nous puissions continuer nos études dans les meilleures conditions possibles.

Je souhaite également saluer mes professeur.e.s de sociologie de l'Université de Buenos Aires qui m'ont transmis la passion que j'éprouve pour cette discipline. S'il est impossible de toutes et tous les nommer, je pense en particulier à Malena Silveyra, qui fait partie de ces enseignant.e.s qui m'ont apporté un soutien académique mais aussi émotionnel à maintes reprises, et sans qui mon parcours universitaire n'aurait pas été le même.

Si j'ai pu rédiger ces pages, c'est surtout grâce aux « *vos podés* » incessants de ma mère, Adriana. Elle m'a appris, dès mon plus jeune âge, que la rue appartient aussi aux femmes, et m'a toujours incitée à sortir et observer le monde qui m'entoure, sans crainte. C'est elle qui m'a donné le goût du terrain.

C'est également grâce à mon père Jean-Claude qui, durant toutes ces années, a lu chacun de mes dossiers, *monografías*, et devoirs en tout genre, m'apportant un soutien inconditionnel. Sans sa patience et ses encouragements je n'aurais pas pu arriver jusqu'ici. C'est lui qui m'a donné le goût de la lecture.

Sans oublier mon frère, Boris, le premier à choisir les sciences sociales (et l'IHEAL d'ailleurs), et que j'admire depuis ma naissance. De même pour ma belle-sœur Ana et mon neveu Caetano, que j'aime profondément.

A Rita Irigoyen.

A ma famille *chacabuquense*, à ma famille parisienne.

Avant-propos

La volonté d'analyser un phénomène social en particulier peut être éveillée par de multiples facteurs : la lecture d'un livre, une conversation avec une collègue, l'observation d'une scène éloquente, un voyage dans un pays étranger, un séminaire et bien d'autres. Ici, ce sont deux discours transmis à la télévision, qui sont devenus les principaux éléments déclencheurs de ce travail.

D'une part, il s'agit d'une déclaration de l'ex-Premier ministre français, Manuel Valls, qui, devant le Sénat, après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, a dit : « j'en ai assez de ceux qui cherchent en permanence des excuses ou des explications culturelles ou sociologiques aux événements qui se sont produits¹ ». Cette affirmation avait été ressentie comme une agression envers toute la communauté scientifique, et en particulier envers les sociologues. Étudiante en première année de sociologie à cette époque, je savais qu'un jour, si l'opportunité se présentait, j'essayerais à mon tour de répondre à Manuel Valls et de participer, aussi modestement soit-il, à la défense des sciences sociales et de la recherche. Puis, au-delà de l'indignation que m'avait provoquée une telle attaque (réitérée de nombreuses fois, par ailleurs), je voulais également comprendre pourquoi un Premier ministre, et par extension, une partie de la classe politique, en « auraient assez » des explications sociologiques.

D'autre part, c'est une allocution du président de la République, Emmanuel Macron, le 16 mars 2020, qui m'a interpellée. Au moment d'annoncer des mesures sanitaires visant à freiner la propagation du coronavirus en France, le président a répété six fois au peuple français, la phrase « nous sommes en guerre² ». Ce discours, loin de rassurer la population, était angoissant et alarmant. Quelle pouvait donc être l'utilité d'une telle narrative belliciste et inquiétante pour parler de la crise sanitaire ?

Chaque mot employé dans un discours politique n'est pas le fruit du hasard, mais d'une réflexion minutieuse visant à provoquer une émotion ou une réaction spécifique chez les interlocuteurs, le tout avec des objectifs précis. Mon sujet, c'est-à-dire, la construction narrative d'un ennemi d'État à travers l'analyse de discours du gouvernement militaire argentin de 1976 à 1983 et des gouvernements français durant les années 2015 à 2022, repose sur cette envie de

¹ VALLS Manuel devant le Sénat le 26 novembre 2015. Lien en bibliographie.

² MACRON Emmanuel, allocution télévisée, le 16 mars 2020. Lien en bibliographie.

comprendre les objectifs et les mécanismes qui se cachent derrière les discours politiques, notamment dans le choix des mots, des registres et des connotations.

D'un point de vue pratique, il était essentiel pour moi de choisir des pays dont les langues officielles (dans ce cas, l'espagnol et le français) me seraient accessibles, afin d'éviter des erreurs de compréhension de ma part dans l'analyse des discours. La juste interprétation des sens, des symboles, des significations et des spécificités culturelles du langage de chaque pays a une importance prépondérante pour ce travail. Ma relation personnelle avec l'Argentine et la France, où j'ai eu l'opportunité de vivre, favorisera – du moins je l'espère – ce défi d'interprétation.

Tous les discours mentionnés sont répertoriés dans la bibliographie, afin que le lecteur puisse, s'il le souhaite, y accéder dans leur intégralité. Dans le cas des discours des militaires argentins, ils sont disponibles en langue originale en annexe. Dans le texte, les traductions en français sont toutes de l'auteur. Une partie de ces discours argentins ont été retranscrits par l'auteur également, à partir de supports audiovisuels. La source de ces supports est également disponible en annexe afin de permettre leur visionnement.

L'ambition de ce mémoire était élevée, et la tâche, assez conséquente. L'énorme quantité de discours disponibles, en Argentine comme en France, ainsi que l'extension historique et géographique, ont rendu l'exercice plus difficile que prévu. Cette étude ne prétend donc pas apporter des réponses définitives, mais propose plutôt un point de départ, une approche vers l'analyse de discours et l'importance de celle-ci dans la compréhension de certains phénomènes sociaux, notamment les conflits et les dérives autoritaires.

Introduction

Inquiétude à soupçonner des luttes, des victoires, des blessures, des dominations, des servitudes, à travers tant de mots dont l'usage depuis si longtemps a réduit les aspérités.

Michel Foucault³

Le rire, la faculté de se penser soi-même, l'élaboration de systèmes de signes complexes, les créations artistiques, nombreux sont les éléments qui cherchent à définir le propre de l'être humain. Comprendre ce qui distingue l'humanité du monde animal et ce qui lui concède cette place privilégiée sur la planète Terre, voilà des questions qui habitent toutes les sciences et les religions confondues. Parmi l'une des définitions les plus célèbres, apparaît la formule du philosophe grec, Aristote, qui, sans écarter l'Homme du monde animal, lui accorde cependant une caractéristique exclusive : Il est un animal *politique*. Cette conception, loin d'être unanime, alimente le débat sur la nature de l'Homme et s'oppose aux théories contractualistes de la vie politique. Par exemple, pour Thomas Hobbes, l'état de nature serait, au contraire, un état de guerre de chacun contre tous (*bellum omnium contra omnes*)⁴. Cette théorie conçoit que les Hommes sont violents par nature et que la seule façon de garantir la sécurité physique de chacun est que tous se soumettent à un souverain absolu (le *Léviathan*), capable de garantir la paix, notamment à travers la répression. L'Homme ne serait donc pas un animal politique par nature mais par choix, s'organisant pour garantir sa survie.

Ces débats, au-delà du caractère intrinsèque ou non du politique dans la vie humaine, cherchent aussi à répondre au sujet de la violence. En effet, si chez les animaux la violence est souvent synonyme de survie, l'être humain, soumis à un souverain absolu ou à des lois, n'aurait théoriquement plus besoin d'avoir recours à la force physique pour conserver sa vie. Cependant, l'Histoire de l'humanité nous montre que les conflits et les guerres ont toujours existé, et ce, quel que soit le type de régime politique. Pour reprendre la conception de Thomas Hobbes de l'état de nature, il serait possible de dire que, si ce dernier existait de façon empirique, la

³ FOUCAULT Michel dans *L'ordre du discours*. Leçon inaugurale au Collège de France, prononcée le 2 décembre 1970, p. 10.

⁴ Cette théorie de Thomas HOBBS est développée dans son ouvrage *Léviathan*, publié en 1651.

violence n'aurait pas été éradiquée de la vie humaine mais uniquement soumise à des codes juridiques et/ou moraux. La violence continue d'exister dans toutes ses expressions ; cependant il existe une violence légitimée, présentée comme un mal nécessaire pour protéger un peuple, par exemple, et une violence illégitime, clandestine. Cette légitimité de la violence va constituer, chez Max Weber, l'un des éléments principaux de son étude des sociétés modernes. En effet, dès 1919, la publication du texte *Politik als Beruf* du sociologue va définir l'État moderne par son monopole de la violence légitime dans un territoire délimité. Reste alors à comprendre quels composants soutiennent la légitimité du monopole de la violence de l'État.

Cette question mériterait une analyse à part entière. Pour cette raison, nous allons nous pencher sur un aspect de cette légitimité à partir d'un seul principe : l'obtention du pouvoir politique (et donc, de la légitimité de la violence) présuppose la conquête de l'opinion publique. Cette idée, que l'on retrouve chez Antonio Gramsci à partir des années 20, dans son essai *Alcuni temi della questione meridionale*, puis dans ses *Cahiers de prison*, sous-entend que l'obtention du pouvoir et la stabilité de ce dernier requiert non seulement d'un combat politique dans le sens classique pouvant aller jusqu'au conflit armé, mais aussi, et surtout, d'une lutte dans une sphère d'ordre symbolique. Ainsi, lorsqu'une représentation du monde spécifique parvient à être imposée au sein d'une société, elle devient *hégémonie*. Ce concept gramscien souligne les dimensions culturelles et morales de l'exercice du pouvoir politique. George Hoare et Nathan Sperber, dans *Introduction à Antonio Gramsci*, le décrivent comme une dialectique consentement/coercition en tant que « couple conceptuel, reposant sur la société civile d'une part et la société politique de l'autre⁵ ». Lorsque l'opinion publique adhère à la représentation du monde d'un groupe social, ce dernier obtient une légitimité symbolique renforçant simultanément sa légitimité politique lui permettant d'accéder au pouvoir. Une fois à la tête d'un État moderne, apparaît ce monopole de la violence légitime dans les limites territoriales du pays, décrit par Max Weber.

Si l'on accorde cette importance particulière à la sphère culturelle et morale dans l'obtention du pouvoir, et donc dans l'occupation de la violence légitime, nous devons nous demander de quelle façon se conquiert l'opinion publique. Si cette question mérite elle aussi une étude à part entière, un élément semble néanmoins évident : pour convaincre il faut communiquer. La communication n'est possible que si les interlocuteurs partagent un même

⁵ HOARE George et SPERBER Nathan, *Introduction à Antonio Gramsci*, Collection Repères, Éditions La Découverte, 2013, p. 97.

système de signes reliés aux mêmes significations, permettant la compréhension. Ainsi, le langage en tant que système de signes, et en particulier le langage parlé, permet non seulement de communiquer, d'apprendre, de penser, de construire des idées mais aussi de convaincre. L'étude du langage et de sa relation avec la culture est un sujet classique de l'anthropologie et de la linguistique. Si nous n'allons pas approfondir l'analyse de cette relation en soi dans le cadre de ce travail, il est cependant important de souligner quelques éléments théoriques qui contribueront à notre analyse.

Ainsi, dans la revue *Langage et Société*, l'anthropologue étasunien Joel Sherzer reprend la pensée des anthropologues et linguistes Franz Boas, Edward Sapir et Benjamin Whorf sur cette relation entre le langage et la culture et explique :

« [Boas] avance que les structurations langagières sont inconscientes et donnent ainsi accès à des structurations culturelles inconscientes autrement inaccessibles aux chercheurs. Cette position nous amène donc assez naturellement à ce que l'on appelle l'hypothèse Whorf ou Sapir-Whorf selon laquelle le langage [...] constitue le moyen par lequel les individus réfléchissent. Ainsi, surtout dans sa forme la plus radicale, le langage (c'est-à-dire la grammaire) conditionne, voire détermine, la pensée culturelle, les perceptions et la vision du monde⁶. »

Le langage est donc à la fois individuel, culturel et social. Dès le plus jeune âge, il permet de socialiser l'enfant, de l'introduire dans la société et ses coutumes. Il forge les individus et permet l'accès à un univers symbolique déterminé. Cependant, les linguistes et les anthropologues ne sont pas les seuls à accorder une telle importance au langage. Dans un séminaire sur la psychose, en 1955, le psychanalyste français Jacques Lacan prononçait la fameuse phrase « traduisant Freud, nous dirons, l'inconscient c'est un langage⁷ ». De plus, la psychanalyse en général va adjuger au langage parlé une aptitude de guérison capable d'évacuer des maux et traumatismes ancrés dans la psyché. La parole commence à apparaître comme un outil thérapeutique, un biais entre l'inconscient et la conscience. Le titre de l'ouvrage *Tout est*

⁶ SHERZER Joel, « Langage et culture : une approche centrée sur le discours », *Langage et société*, 2012/1 (n° 139), p.22.

⁷ LACAN Jacques, Séminaire *Les Psychoses*. 1955-1956. Tome III, p.20.

langage, de la psychanalyste Françoise Dolto, finit de résumer l'idée : le langage est partout chez l'être humain, il le forge, le construit, le structure ; il a le pouvoir de l'enfermer mais aussi de le libérer. Il est là dès le début et demeure jusqu'à la fin puisqu'il est constitutif de l'humanité.

Du côté de la sociologie, Pierre Bourdieu va dire que « les structures mentales sont des structures sociales intériorisées⁸ ». Les structures sociales sont elles-mêmes traversées par des systèmes de signes, ces derniers étant une construction sociale et non pas le produit d'une intervention divine. Ainsi, cette relation entre le langage et la culture fait que le langage soit en mouvement permanent et se transforme à partir de révolutions culturelles. Cette évolution du langage est particulièrement observable dans le langage parlé qui fonctionne en quelque sorte comme un miroir de la société.

Pour illustrer ceci, nous pouvons prendre comme exemple la lutte du mouvement féministe de ces dernières années, qui a réussi à mettre en lumière la présence accablante de vocabulaire, règles grammaticales (comme le passage au pluriel par exemple), métaphores, et autres, à forte connotation misogyne au sein du langage parlé et écrit. Le combat des mouvements féministes et LGBTQ+, visant à éliminer les formes discriminatoires du langage patriarcal en le remplaçant par un langage dit « inclusif », est loin d'être simple. Telle est la portée révolutionnaire d'un changement dans le langage qu'il est combattu ardemment par les secteurs conservateurs de la société. Pour citer deux exemples concernant les mêmes pays que nous allons analyser par la suite, en France, l'ancien ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a demandé en 2021, la proscription de l'utilisation de l'écriture inclusive dans les écoles, expliquant que la « complexité⁹ » et « l'instabilité¹⁰ » de celle-ci constituent des « obstacles à l'acquisition de la langue comme de la lecture¹¹ ». En Argentine, l'usage d'un langage inclusif a été catégoriquement interdit dans les écoles de Buenos Aires, par son maire Horacio Rodriguez Larreta, au début de l'année 2022, ce dernier estimant que ce langage

⁸ BOURDIEU Pierre, Intervention au Congrès de l'AFEF, Limoges, 30 octobre 1977, parue dans *Le français aujourd'hui*, 41, mars 1978, pp. 4-20 et Supplément au n° 41, pp. 51-57. Repris dans *Questions de sociologie*, Les éditions de Minuit, 1980, p.95.

⁹ Article du journal *Le Monde* « Écriture inclusive : Jean-Michel BLANQUER exclut l'utilisation du point médian à l'école » 7 mars 2021. Lien en bibliographie.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*

« entrave l'apprentissage de la lecture et de l'écriture¹² ». L'argument est le même dans les deux cas, c'est-à-dire, l'idée qu'une modification du langage perturberait l'apprentissage des enfants. Mais, ces interdictions ne seraient-elles pas un positionnement politique visant à maintenir un rapport de force symbolique plutôt qu'une préoccupation éducative ?

Comme le rappellent Pierre Bourdieu et Luc Boltanski dans leur article « Le fétichisme de la langue », il existe une relation évidente entre l'unification politique et l'unification linguistique. En effet, pour ces auteurs, les champs linguistiques constituent un système de rapport de force proprement linguistique reproduisant « les rapports entre les groupes correspondants dans la hiérarchie sociale [en rapportant] les propriétés linguistiques (telles que le degré de « normalisation », « d'autonomie » ou de « vitalité ») de ces variétés à la position occupée par les agents ou les groupes qui les produisent dans le champ linguistique¹³ ». Pour Bourdieu, le discours a ainsi une « efficacité symbolique¹⁴ ». Claude Le Manchec, dans son article « Le langage et la langue chez Pierre Bourdieu » résume cette idée : « la variété linguistique du groupe social dominant rend plus ou moins légitime les productions langagières, ce qui permet au sociologue de mettre au jour les formes de pouvoir qui sont en jeu dans les discours¹⁵ ».

Le discours en tant que pratique oratoire, visant à communiquer ou convaincre des interlocuteurs, est un outil fortement privilégié dans le monde politique. Comme l'explique le philosophe Bruno Ambroise dans *Bourdieu : Théoricien de la pratique*, ce type de discours a, pour Bourdieu, une « vocation performative par excellence [...] dont l'efficacité ne relève pas de la conformation aux critères de l'universel, mais de rapports de domination¹⁶ ». Ceci explique l'intérêt d'analyser des discours politiques afin de déceler ces rapports de dominations au sein d'une société.

¹² BRAGINSKI Ricardo dans le journal *Clarín* « No va más. Lenguaje inclusivo : la Ciudad prohibió el uso de la « e », la « x » y el « @ » en las aulas ». 9 juin 2022. Lien en bibliographie. Traduction en français de l'auteur.

¹³ BOURDIEU Pierre et BOLTANSKI Luc. «Le fétichisme de la langue» dans *Actes de la recherche en sciences sociales* 1.4, 1975, p.3.

¹⁴ AMBROISE Bruno, « La rationalité de l'efficacité performative » dans *Bourdieu : Théoricien de la pratique*. Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2011, p.5.

¹⁵ LE MANCHEC Claude, « Le langage et la langue chez Pierre Bourdieu », *Le français aujourd'hui*, 2002/4 (n° 139), p.123.

¹⁶ AMBROISE Bruno, *op. cit.*, p.5.

Le discours n'est donc pas une simple allocution isolée, il doit ses propriétés de forme et de contenu aux conditions sociales de sa production, c'est-à-dire « aux conditions qui déterminent ce qui est à dire et aux conditions qui déterminent le champ de réception dans lequel cette chose à dire sera entendue¹⁷ ». Il peut être le produit d'une élaboration individuelle, ou d'un groupe réduit mais il appartient également à un contexte socio-historique. Chaque discours renvoie à une représentation du monde traversée par un rapport de force. Pour les sociologues Gilles Bourque et Jules Duchastel, la forme de représentation du monde caractéristique de la modernité est l'idéologie¹⁸. Cependant, l'idéologie est une notion dont la définition peut varier amplement selon l'auteur. Comme l'explique le philosophe Nestor Capdevila dans la revue *Actuel Marx*, le concept d'idéologie contient une opposition entre une « rigidité négative et [une] souplesse positive [qui] se traduit en conséquence par un rapport ambivalent à la politique¹⁹ » ; il est donc fondamental de préciser son sens lorsqu'il est employé. Ainsi, dans le cadre de cette étude, nous considérons l'idéologie comme un système d'idées et une représentation du monde traversés par des rapports de dominations. Chaque idéologie défend une logique d'idées différentes et cherche à s'imposer aux autres afin de devenir hégémonique au sens gramscien. Le discours, en tant que vecteur de représentations du monde à travers le langage, apparaît comme l'un des moyens de conquête de cette opinion publique, qui rappelons-le, est pour Gramsci une condition nécessaire dans l'obtention du pouvoir politique.

Ainsi, la portée symbolique et matérielle d'un discours peut avoir des dimensions incommensurables. Une phrase peut s'insérer dans la mémoire collective et y rester durant des décennies ou des siècles. L'année 1963 est un bon exemple de ceci : d'abord en juin, lorsque John Fitzgerald Kennedy, alors président des États-Unis, déclarait « *Ich bin ein Berliner*²⁰ » (« Je suis un berlinois »), à Berlin-Ouest. Ce discours, d'une dizaine de minutes, avait pour but de montrer le soutien des États-Unis aux berlinois, pendant le blocus de leur ville par l'Union Soviétique. Ce modèle formulé par Kennedy - *Ich bin* (Je suis) – rappelle le slogan « Je suis Charlie » largement utilisé durant les manifestations de soutien, interventions artistiques et

¹⁷ BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie*, Les éditions de Minuit, 1980, p.138.

¹⁸ BOURQUE Gilles et DUCHASTEL Jules, « Texte, discours et idéologie(s) », *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 1995, vol. 73, n° 3, p.608.

¹⁹ CAPDEVILA Nestor, « « Idéologie ». Usages ordinaires et usages savants » dans *Actuel Marx*, 2008/1 (n° 43), p. 51.

²⁰ Discours du président des États-Unis John Fitzgerald KENNEDY au Rathaus Schöneberg, Berlin-Ouest le 26 juin 1963. Lien en bibliographie.

politiques, après l'attentat qui causa la mort de 12 personnes dont huit membres de la rédaction du journal français *Charlie Hebdo*, en janvier 2015. Autre exemple, en août 1963, quand le pasteur étasunien Martin Luther King, militant pour les droits civiques, notamment des afro-américains de son pays, marquait les esprits devant le Lincoln Memorial, à Washington, en prononçant sa célèbre phrase « *I have a dream*²¹ » (J'ai un rêve). Ce rêve était la fin de la ségrégation raciale aux États-Unis, l'obtention de la paix et l'égalité entre les peuples.

Ces deux phrases, encore ancrées dans la mémoire collective occidentale, ont un point en commun : elles emploient la première personne du singulier « je » suivi du verbe être ou avoir (« je suis », « j'ai »), afin d'exprimer ce qui semble être une déclaration de l'ordre de l'intime. Luther King va encore plus loin en parlant de son « rêve », un objet concernant l'ordre du désir et/ou de l'inconscient. Mais alors, pourquoi ce choix de faire appel à un registre émotionnel dans un discours politique ? Le politique n'est-il pas plutôt le terrain du rationnel, de la stratégie de réserve, de la discussion purement intellectuelle ? Quelle est donc la place des émotions dans un discours politique ?

Pour Bourdieu, le discours politique n'est pas suffisamment rationnel, ni suffisamment soumis aux valeurs de l'universel, mais son efficacité repose en partie sur cette illusion d'un appel à l'universel²². Il est donc important de prêter une attention particulière aux registres employés dans les discours politiques ainsi que le choix des mots et connotations, présentés en tant que vérités universelles. Un exemple récent de ceci est le discours du président français Emmanuel Macron, le 16 mars 2020. Le pays devait se confiner d'urgence en raison de la propagation du virus « Covid-19 » dans le monde. Le chef d'État, au moment de l'annoncer à la télévision, a choisi de répéter six fois la phrase « nous sommes en guerre » et de renchérir en parlant d'un « ennemi invisible²³ », d'une « première ligne dans un combat²⁴ » et même de la « mobilisation de l'armée²⁵ ». Le champ lexical employé par Emmanuel Macron ne correspondait pas à une crise sanitaire mais à un conflit armé. Il a pourtant fait le choix d'employer une narrative belliciste sans qu'il y ait une guerre *réelle* sur le territoire français. Le terme « guerre » fait appel à une confrontation entre deux forces sociales qui s'étend sur le plan militaire et dans laquelle il existe une décision consciente d'affrontement de la part des

²¹ LUTHER KING Martin, le 28 août 1963, à Washington. Lien en bibliographie.

²² AMBROISE Bruno, *op. cit.*, p.5.

²³ MACRON Emmanuel, le 16 mars 2020... *op.cit.*

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*

deux parties. Elle se déroule généralement entre deux (ou plusieurs) nations et commence lorsque l'une des parties cherche à transformer un *statu quo*. L'emploi d'un récit belliciste lorsqu'il n'y a pas de conflits entre deux forces armées bouscule la réalité et peut permettre la légitimation d'actions violentes et autoritaires. Si, comme dit Foucault, « la politique est la guerre continuée par d'autres moyens²⁶ », il paraît encore plus évident que l'emploi d'une narrative guerrière dans un discours politique mérite une analyse méticuleuse. Lorsqu'il ne s'agit pas d'un virus ou d'une catastrophe naturelle, le danger est un *Autre*, c'est-à-dire, un individu considéré comme une menace pour l'ordre établi, que ce soit pour ses idées politiques ou religieuses, son ethnie, son genre, son orientation sexuelle, entre autres. Lorsqu'un discours politique présente un groupe social défini comme un ennemi, divergent et menaçant, il est pertinent de se demander si cette dangerosité est avérée ou s'il s'agit, comme le dit le sociologue Lionel Pourtau, d'un « besoin organisationnel de la réalité²⁷ ». C'est cette construction narrative d'un *Autre* en tant qu'« ennemi d'État » dans les discours officiels, qui sera l'objet de notre étude.

A travers cette analyse, nous chercherons à identifier les différents éléments de langage, mots, connotations, registres et lexiques employés pour décrire un opposant. Notre objectif sera de répondre à la question de la dispute symbolique et des enjeux politiques, culturels et sociaux, dissimulés dans les discours, tant dans un contexte autoritaire que démocratique. Pour réaliser cette étude, nous nous concentrerons sur la construction narrative de deux figures classiques, présentées en tant qu'« ennemies » de l'Occident durant le XXe et XXIe siècle : le communisme incarné par l'Union Soviétique durant la Guerre froide, et le radicalisme islamiste représenté notamment par les organisations Al-Qaida puis Daech, à partir de la fin du XXe siècle et du début du XXIe siècle. Pour cela, nous nous proposons d'analyser les stratégies discursives désignant l'ennemi dans les déclarations officielles de deux pays : d'une part, le gouvernement *de facto* argentin, durant la dictature militaire de 1976 à 1983 et d'autre part, les gouvernements français à partir des attentats de 2015 jusqu'à 2022.

L'étude de discours de ces deux pays, situés dans des continents différents – l'Amérique et l'Europe – nous offre une amplitude géographique mais aussi une étendue chronologique considérable, permettant de mieux observer la dimension de la circulation de certaines ressources narratives à travers le monde. Ainsi, l'analyse portera sur une sélection de discours

²⁶ FOUCAULT Michel, « Il faut défendre la société ». Cours au Collège de France (1975-1976), p.16.

²⁷ POURTAU Lionel, « l'Ennemi à l'âge des conflits asymétriques », *Sociétés*, 2003, vol. 80, n° 2, p. 75.

de dirigeants, basée sur l'importance hiérarchique de ces derniers et les conflits politiques auxquels ils répondent.

Notre travail se divisera en deux parties. A travers un parcours historique à partir de la Guerre froide, notre première partie se concentrera sur la figure de « l'ennemi communiste » en Occident. Pour approfondir notre compréhension sur l'élaboration et la circulation de cette « peur rouge » (*red scare*), nous prendrons le cas de l'Argentine durant la dictature militaire de 1976 à 1983, inscrite dans le cadre des Doctrines de sécurité nationales impulsées par les États-Unis dès les années 50 afin de lutter contre le communisme en Amérique. Pour ce faire, nous étudierons les discours prononcés par les militaires argentins de l'époque afin de comprendre comment s'est construite la figure de l'ennemi « subversif » et les caractéristiques de ce dernier. L'étude du cas de l'Argentine nous permettra également de nous interroger sur l'importance des discours officiels d'un gouvernement inconstitutionnel en quête de légitimité politique.

Une fois la Guerre froide terminée et l'Union Soviétique dissoute, la réitération de récits anticommunistes s'est atténuée en Occident. Cependant, une autre figure commençait à apparaître dans les discours politiques occidentaux, à partir de la fin du XXe siècle : le « terroriste islamiste ». La guerre contre le « djihadisme global » déclarée à partir des attentats de 2001 aux États-Unis, renforce la représentation occidentale de cette menace « terroriste ». Ainsi, dans la seconde partie de notre travail, nous nous proposerons d'analyser, d'une part, les caractéristiques de ce nouvel ennemi « djihadiste » tel qu'il est présenté dans les discours officiels en France après les attentats de 2015 sur le territoire national, puis, d'autre part, nous essayerons de comprendre pourquoi cet ennemi « intérieur » est combattu également à l'étranger. Finalement, nous examinerons l'essor d'un ennemi associé au terrorisme islamiste, mais aussi, à des courants de gauche et au monde universitaire, « l'islamo-gauchiste ». L'analyse de ce nouvel adversaire, dénoncé par une partie de la classe politique française, nous permettra également d'observer la répétition de certains éléments de langage déjà présents durant la Guerre froide, mais aussi durant les guerres coloniales.

I. La Guerre froide et la « peur rouge ». Représentations de « l'ennemi subversif » dans les discours du gouvernement militaire de la dictature de 1976 à 1983 en Argentine.

Le XXe siècle, considéré comme *L'Âge des extrêmes*²⁸ par l'historien Éric Hobsbawm, constitue un terrain d'analyse très riche pour chercher à comprendre comment se construit la figure de l'adversaire politique en tant qu'ennemi, dont l'élimination – même physique – est présentée comme vitale. La persécution et l'extermination systématiques de millions de juifs européens, menées par l'Allemagne nazie, sont l'illustration la plus aboutie de cet extrémisme du XXe siècle et de la portée d'une narrative belliqueuse dirigée contre un groupe en particulier. En ce qui concerne la première partie de notre analyse, c'est sur la construction de « l'ennemi communiste », provenant de « l'Empire du Mal » (*Evil Empire*, comme le président étasunien Ronald Reagan désignait l'Union Soviétique), que nous allons nous concentrer. Et notamment comment cet « ennemi extérieur » communiste est devenu un « ennemi intérieur », une menace locale dans les pays occidentaux et en particulier en Argentine, pays qui constituera l'objet de cette première partie.

Pour commencer à aborder la notion d'ennemi, il paraît pertinent de se pencher sur la figure du *partisan* chez Carl Schmitt. Cependant, l'affinité et l'engagement de ce juriste et philosophe allemand avec le nazisme rendent aujourd'hui difficile de citer son œuvre sans préciser immédiatement un détachement absolu avec sa pensée la plus controversée. Schmitt était un grand adepte de l'autorité, et par conséquent, les rébellions et la figure de l'insurgé constituaient l'une de ses préoccupations principales. Son ouvrage *La théorie du partisan*, de 1962, est - comme son nom l'indique - une analyse approfondie du *partisan* en tant qu'adversaire de l'État et de l'ordre établi²⁹. Celui-ci est présenté comme l'acteur d'une guerre dite « irrégulière », contrairement au soldat. David Cumin dans *La théorie du partisan de Carl Schmitt*, explique que, pour ce dernier :

« Le noyau de l'État, c'est la relation de protection et d'obéissance ; le noyau du politique, c'est la relation ami-ennemi. L'État, en tant qu'unité politique, doit conserver le monopole de la

²⁸ Cet ouvrage d'Éric HOBBSBAWM, intitulé en anglais *The age of extremes : The short twentieth century, 1914-1991* fut publié en 1994.

²⁹ SCHMITT Carl, *La notion du politique et La théorie du partisan*, Ed. Flammarion, 2009.

désignation de l'ennemi (le monopole de la violence légitime, disait Max Weber) s'il veut continuer d'assurer la protection et d'imposer l'obéissance³⁰ ».

Cette idée d'un « monopole de la désignation de l'ennemi » est constitutive pour notre analyse. En effet, il pourrait paraître logique de penser que l'ennemi s'impose de lui-même par le fait de se manifester et de lutter activement contre un ordre en vigueur. Cependant, l'Histoire nous montre que certains « ennemis » sont le produit d'une construction narrative, les présentant comme un danger pour la société, et non une description de la réalité matérielle. La persécution des juifs durant le nazisme en est un exemple très clair. L'antisémitisme ne s'est pas construit en réponse à une menace juive avérée mais à travers un discours élaboré entièrement à partir de l'idée arbitraire que ces derniers constituaient une menace pour la société imaginée par les nazis. Le discours devient donc le biais à travers lequel se construit cet ennemi de l'État.

Pour le sociologue Mathieu Rigouste, la construction d'un « ennemi intérieur » durant la Deuxième Guerre mondiale, qui a acquis dans le nazisme et à travers sa théorisation par Carl Schmitt, une « fonction centrale dans la conception de l'État totalitaire, est aussi au cœur de tous les nationalismes³¹ ». Il est donc important de souligner que les allemands n'ont pas été les premiers à institutionnaliser des discours antisémites ou xénophobes et ne sont donc pas à l'origine-même de ce genre de narratives. A ce propos, Hannah Arendt, dans son travail dédié à l'étude des origines du totalitarisme, a observé comment, pendant la Révolution française de 1789, la division entre les nobles et les bourgeois s'est transformée en un conflit de la pensée raciale visant à « déclencher la guerre civile et à faire éclater la Nation³² ». Selon Arendt, s'édifiait ainsi l'une des racines de la pensée raciste sur laquelle se sont construits l'impérialisme et l'antisémitisme en Europe aux XIXe et XXe siècles. Par la suite, avec l'Holocauste durant la Deuxième Guerre mondiale et les colonies européennes en Asie et en Afrique, le racisme s'est matérialisé à des niveaux extrêmes de violences et d'exterminations. En effet, les colonisations furent accompagnées par une narrative de suprématie blanche-européenne, qui servait à justifier

³⁰ CUMIN David, « La théorie du partisan de Carl Schmitt », *Stratégique*, 2009/1-2-3-4 (N° 93-94-95-96), p.3.

³¹ RIGOUSTE Mathieu, *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*. La Découverte, « Poche / Essais », 2011, p. 8.

³² ARENDT Hannah, *Les origines du totalitarisme*, Tome II « L'impérialisme » Ed. Seuil « Points Essais », 2005, p. 86.

ce que l'auteure appelle des « massacres administratifs³³ » sur ces continents. Comme le rappelle Enzo Traverso dans *La violence nazie*, ceux-ci n'étaient autres, pour Arendt, que la préfiguration de ce qu'allaient être les camps d'extermination nazis et les discours antisémites³⁴. Il est possible de voir ici la genèse des pratiques sociales de type « génocidaires » dont l'objectif, comme le définit le sociologue Daniel Feierstein dans son livre *El genocidio como práctica social*, est la réorganisation des relations sociales dans leur ensemble, avec une rupture du lien social qui subsiste une fois le temps de paix venu³⁵.

En mai 1945, la capitulation du IIIème Reich annonce la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie et le début d'une nouvelle période historique. En octobre, la volonté de prévenir de nouveaux conflits armés entre les pays et de maintenir la paix récemment obtenue, se traduit par la création de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Un an plus tard, en 1946, l'Assemblée générale des Nations Unies utilise pour la première fois le mot *génocide*, pour parler de l'extermination des six millions de juifs en Europe durant la Deuxième Guerre mondiale, en tant que crime de droit international (A/RES/96-I)³⁶. Le *génocide* - composé par le mot grec ancien *genos* (race, tribu) et le mot latin *cide* (tuer), est employé pour la première fois par le juriste juif polonais Raphael Lemkin dans son livre *Axis Rule in Occupied Europe*, publié en 1944 ; il désignait, à l'origine, l'anéantissement systématique d'un groupe afin de détruire son identité à travers l'utilisation de la terreur. Comme le décrit Lemkin lui-même :

« Le génocide ne signifie pas nécessairement la destruction immédiate d'une Nation, sauf lorsqu'il est réalisé par des meurtres en masse de tous les membres d'une Nation. Il entend plutôt signifier un plan coordonné de différentes actions visant à la destruction de

³³ TRAVERSO Enzo: *La violencia Nazi. Una genealogía europea*, Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires, 2002, p.61.

³⁴ *Idem*, p.60.

³⁵ FEIERSTEIN Daniel, *El genocidio como práctica social: entre el nazismo y la experiencia argentina*. Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires. 2007.

³⁶ Définition de *génocide* sur le site web du « Bureau de la Prévention du Génocide et de Responsabilité de Protéger » des Nations Unies. Lien disponible en bibliographie.

fondements essentiels de la vie de groupes nationaux, dans le but d'exterminer les groupes eux-mêmes³⁷ ».

Ainsi, dans cette résolution de 1946 de l'Assemblée générale de l'ONU – rédigée, entre autres, par Raphael Lemkin lui-même –, le « crime de génocide » était défini comme un « refus du droit à l'existence à des groupes humains entiers, de même que l'homicide est le refus du droit à l'existence à un individu³⁸ ». Cette comparaison entre un génocide et un homicide était une nouveauté en droit pénal car elle apportait une dimension groupale et non plus individuelle aux victimes. Ainsi, à travers la RES/96-I, l'Assemblée générale condamnait les actes génocidaires commis pour des raisons « raciales, religieuses, politiques ou pour d'autres motifs³⁹ ». Cependant, l'inclusion de la raison *politique*, bien que votée en première instance, causait problème aux États-Unis et à l'Union Soviétique, conscients que leur affrontement imminent pourrait rapidement avoir de lourdes conséquences judiciaires si les génocides pour raisons politiques étaient retenus. Ainsi, en un revirement de situation et une inversion soudaine du vote d'un bon nombre des pays (comme l'Iran, l'Égypte ou l'Uruguay, par exemple), une « Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide » (CPRCG) est finalement adoptée en 1948, excluant la catégorie « groupe politique » des génocides. Dans cette nouvelle Convention, est donc considéré un génocide tout acte « commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel⁴⁰ ». La radiation des groupes politiques de la CPRCG laissait présager les exterminations en masse des populations dites « périphériques » perpétrées au nom de la lutte anticommuniste ou anticapitaliste (deux catégories *politiques*) durant la Guerre froide.

La Guerre froide, initiée de façon quasi immédiate à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, annonçait encore un demi-siècle de conflits, cette fois non pas sur le territoire européen mais sur l'ensemble du globe. Cette désignation – proche de l'oxymore et popularisée par le journaliste étasunien Walter Lippmann – venait qualifier la tension entre les États-Unis et l'Union Soviétique à partir de la période d'après-guerre. En effet, une fois la Deuxième

³⁷ LEMKIN Raphael, *Axis rule in occupied Europe: laws of occupation, analysis of government, proposals for redress*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, Division of International Law, 1944, p. 79. Traduction en français par l'auteur.

³⁸ Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, (A/RES/96-I), 1946. Lien disponible en bibliographie.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, 9 décembre 1948, Assemblée générale des Nations Unies. Lien disponible en bibliographie.

Guerre mondiale terminée et l'ennemi nazi neutralisé, les Alliés perdaient la raison de leur union et les différences idéologiques entre l'Occident et l'URSS resurgissaient dès 1945. Pour les États-Unis, à présent, l'ennemi principal n'était plus nazi mais communiste. Le monde se divisait en deux grands blocs cherchant à imposer leurs idéologies respectives et contrôler l'ensemble de la planète. Ainsi commence cette période de « paix impossible et de guerre improbable⁴¹ », pour reprendre la formule de Raymond Aron. Cette tension va durer plus de 40 ans, jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989 suivie de la dissolution de l'URSS en 1991.

Cette fois-ci, il ne s'agissait pas d'une guerre conventionnelle menée par des armées attaquant l'ennemi sur son territoire mais d'un affrontement indirect, entre deux blocs ; des conflits latents dans les sphères géopolitique et diplomatique mais aussi économique et culturelle. Chaque bloc était porté par une idéologie politique bien définie. D'un côté, les États-Unis, et l'Occident de façon générale, défendaient le capitalisme en tant que système économique basé sur la propriété privée des moyens de productions et la liberté du marché sans l'intervention de l'État. De l'autre, l'URSS, de par son passé bolchévique, était vue comme une puissance cherchant à instaurer une nouvelle organisation sociale et économique visant à transformer la propriété privée en propriété collective afin de socialiser les moyens de productions. Cette société sans classes ni propriétaires, traversée par un système « communiste », a été conceptualisée en grande partie par Karl Marx au XIXe siècle. De nombreuses personnalités historiques vont s'inspirer de ce courant marxiste (Rosa Luxemburg, Lénine, Léon Trotsky, Antonio Gramsci, pour n'en citer que quelques-uns) et de multiples révoltes populaires seront impulsées par celui-ci, dont la plus importante du XXe siècle, la révolution bolchévique de 1917, en Russie. Si le « communisme » de l'Union Soviétique de la deuxième moitié du XXe siècle ne correspondait ni à celui du marxisme ni même à celui de la révolution bolchévique, aux yeux du monde occidental et notamment des États-Unis, cette dénomination avait une grande valeur stratégique et politique.

A la tête d'un combat global contre le communisme, les États-Unis étaient particulièrement attentifs à l'avancée de l'URSS et des idées « marxistes » au sein de leur propre continent. Pour cette raison, et ce, dès les années 50, les étasuniens vécurent une véritable « chasse » anti-communistes sur leur territoire. Cette période, connue comme le « Maccarthysme » - du nom du sénateur républicain Joseph McCarthy - fut synonyme de

⁴¹ Titre du premier chapitre de l'ouvrage *Le grand schisme* de Raymond ARON, Ed. Gallimard, 1948.

répression, de dénonciation, et de propagande face à la « menace soviétique ». Néanmoins, cette traque anticommuniste sur le sol nord-américain n'était pas nouvelle. Comme le rappelle l'historien Raphaël Ramos dans son article « La CIA à l'épreuve du maccarthysme », cette idée d'ennemi intérieur communiste était déjà apparue dès les années 1919-1920 et était considérée comme l'une des préoccupations majeures du FBI avant même le début de la Deuxième Guerre mondiale⁴². Cependant, si les États-Unis étaient préoccupés par la portée des idées qualifiées de « marxistes » dès les années 20, ils le furent davantage à partir des années 60, après la révolution cubaine.

Cuba, petite île des Caraïbes, est devenue, dès 1959, une menace et un symbole de force anti-impérialiste au sein même de l'Amérique, capable de tourmenter la première puissance mondiale. En effet, l'année 1959 correspond à la révolution menée par le groupe guérillero *Movimiento 26 de Julio*, composé, entre autres, par le cubain Fidel Castro et l'argentin Ernesto « Che » Guevara. Cette révolution réussit à renverser le régime de Fulgencio Batista et à instaurer un gouvernement socialiste à seulement quelques centaines de kilomètres de Miami. Trois années plus tard, en 1962, le conflit diplomatique connu sous le nom de « Crise des missiles de Cuba », signait l'apogée de la tension entre les États-Unis et l'Union Soviétique, après que cette dernière ait installé des missiles nucléaires pointés en direction des étasuniens depuis l'île cubaine. Cet événement représente l'un des points culminants où la limite de « l'équilibre de la terreur » entre les deux blocs, basé sur la dissuasion face à la possibilité d'une destruction nucléaire mutuelle, a failli être franchie. Malgré la résolution de ce conflit, l'île caribéenne continuait de hanter son voisin de par son exemplarité en tant que référent révolutionnaire pour le reste du continent. Les États-Unis craignaient que les pays latinoaméricains suivent l'exemple cubain et que des révolutions socialistes se succèdent dans le centre et le sud de l'Amérique.

C'est cette crainte qui sera à l'origine des « Doctrines de sécurité nationale » (DSN) impulsées par les États-Unis en Amérique Latine afin de freiner l'avancée du socialisme. Celles-ci encourageaient économiquement, matériellement et politiquement, les coups d'États des forces armées latino-américaines dans leurs pays et favorisaient la coopération entre les régimes militaires sous le prétexte de combattre les idéologies de gauche dans le continent. L'illustration ultime de ceci est « l'Opération Condor », une campagne répressive de

⁴² RAMOS Raphaël, « La CIA à l'épreuve du maccarthysme », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2018/4 (N° 140), p. 98.

renseignement, détention, torture et disparition, financée par les États-Unis, coordonnant l'action des militaires sud-américains dans le cadre de la lutte « antisubversive ». C'est ici que l'ennemi extérieur soviétique-communiste devient un ennemi intérieur, le *subversivo*, *guerrillero* ou *terrorista* latinoaméricain.

La DSN n'est cependant pas une invention étasunienne. En effet, à partir des années 50, une nouvelle doctrine se développait dans l'armée française basée sur la lutte contre un « ennemi intérieur » sur le territoire national mais aussi contre les « subversifs » des colonies : il s'agit de la « Doctrine de la guerre révolutionnaire » (DGR). Comme l'explique l'historien Denis Leroux dans *Histoire de l'Algérie à la période coloniale. 1830-1962*, l'objectif, ici, n'était plus la conquête du territoire, comme dans les guerres conventionnelles, mais le contrôle de la population grâce à un « répertoire de techniques de persuasion politique, d'ingénierie et de coercition sociale s'appuyant sur la vision d'une lutte irréductible opposant l'Occident et le communisme⁴³ ». Cette doctrine française établissait les bases d'une guerre dite « moderne », comme l'appelait le colonel Roger Trinquier, avec l'emploi d'une action psychologique systématisée. Dans son ouvrage *L'ennemi intérieur*, Mathieu Rigouste analyse en profondeur ces méthodes de la « contre-subversion » française dans ses colonies, en particulier en Algérie, et l'application du quadrillage militaro-policier sur ces territoires. Pour lui, l'application de cette doctrine a permis « la massification de la torture, des exécutions sommaires et des disparitions forcées⁴⁴ ». Ceci fait écho aux techniques appliquées par les militaires sud-américains durant les années 70 au sein même de leurs populations ; et ce n'est pas un hasard. En effet, les militaires français ont eu un rôle primordial dans la conformation des DSN latinoaméricaines. Les militaires étasuniens comme les militaires latinoaméricains, se sont fortement inspirés de la DGR et des techniques de contrôle sécuritaire françaises. A sa sortie en 2003, le documentaire *Escadrons de la mort, l'école française*, de la journaliste Marie-Monique Robin, est devenu une preuve audiovisuelle de l'implication française dans la formation des militaires du continent américain, et en particulier des argentins, principalement dans l'enseignement de techniques de renseignement et de l'usage de la torture.

⁴³ LEROUX Denis, « La « doctrine de la guerre révolutionnaire » : théories et pratiques », dans BOUCHÈNE Abderrahmane, *Histoire de l'Algérie à la période coloniale. 1830-1962*. Paris, La Découverte, « Poche / Essais », 2014, p.526.

⁴⁴ RIGOUSTE Mathieu, *op.cit.*, p.8.

C'est dans ce contexte de Doctrines de sécurité nationale que le 24 mars 1976, l'Argentine sera secouée par un coup d'État militaire interrompant le mandat de Maria Estela Martinez de Perón. Cette dernière, connue sous le surnom *Isabelita*, était la vice-présidente de Juan Domingo Perón, son mari. Cependant, suite au décès de celui-ci en 1974, elle était à la tête du pays au moment du coup d'État. Cette prise de pouvoir inconstitutionnelle imposa immédiatement une Junte militaire composée par trois commandants des Forces armées argentines : Jorge Rafael Videla de l'Armée de terre (*Ejército*), Emilio Eduardo Massera de la Marine (*Armada*), et Orlando Ramón Agosti de la Force aérienne (*Fuerza Aérea*). Cette dictature fut baptisée *Proceso de Reorganización Nacional* (Processus de Réorganisation Nationale – PRN) par les militaires. Sept années de dictature débutèrent par ce *golpe*, marqué par la mise en place d'un terrorisme d'État féroce, la disparition systématique de citoyens et le vol de centaines de bébés.

Les Forces armées au pouvoir avaient comme objectif premier de combattre ce « communisme soviétique » incarné par les « subversifs » locaux (les militaires argentins reprennent les mêmes mots que les militaires français pour nommer leur ennemi, ils parleront ainsi de « subversifs », de « guerrilleros » mais aussi de « terroristes »). Dans ces catégories étaient inclus les membres de groupes armés marxistes-léninistes comme l'*Ejército Revolucionario del Pueblo* (ERP) et péronistes comme les *Montoneros*, mais aussi tout citoyen jugé « dangereux » pour ses idées, même sans affiliation particulière. De ce fait, une grande catégorie de personnes pouvait être considérée « subversive ». C'est ainsi, qu'entre 1976 et 1983, 30.000 personnes ont été assassinées par ce gouvernement *de facto*. Ces disparitions ont été orchestrées par l'État avec la création de camps clandestins utilisés pour séquestrer, torturer et tuer des milliers de personnes, distribués à travers tout le pays (plus de 800, selon certaines estimations⁴⁵).

Le coup d'État de 1976 n'était cependant pas le premier dans l'histoire du pays, l'Argentine ayant connu plusieurs dictatures durant le XXe siècle. La dernière avant 1976 eut lieu entre 1966 et 1973 ; seulement trois ans de démocratie séparent ces deux régimes militaires. Ces trois années sont donc particulièrement importantes à analyser afin de comprendre pourquoi et comment une telle violence d'État fut atteinte en Argentine durant la seconde moitié des années 70 et le début des années 80. Dans son ouvrage *Un enemigo para la nación*, l'historienne

⁴⁵« Sitios de Memoria – Mapa de los centros clandestinos de detención ». Lien disponible en bibliographie.

Marina Franco cherche à répondre à ces questions et observe, notamment à travers la lecture des journaux de l'époque, comment « l'ennemi subversif » est apparu dans les discours officiels et combattu bien avant la dictature du *Proceso*.

Ces trois années de démocratie, de 1973 à 1976, correspondent à la période du « troisième péronisme ». En effet, en mars 1973, de nouvelles élections générales ont eu lieu, mettant fin à l'autoproclamée « Révolution Argentine », dictature initiée en 1966 par le lieutenant général Juan Carlos Onganía, suivi de Roberto Marcelo Levingston puis finalement d'Alejandro Agustín Lanusse. Ce dernier, suite à de fortes tensions à partir de la fin des années 60, fut contraint de lever l'interdiction du parti *Justicialista* (celui de Juan Domingo Perón, exilé depuis quasiment deux décennies en Espagne) et de convoquer à des élections. Perón, qui ne pouvait pas se présenter personnellement en raison de son exil, désigna Héctor José Cámpora en tant que candidat présidentiel péroniste sous le slogan « *Cámpora al Gobierno, Perón al poder* » (Cámpora au gouvernement, Perón au pouvoir). Avec 49,5% des voix, Héctor J. Cámpora fut élu Président de la République, et commença, dès mai 1973, à mettre en place son gouvernement qui durera à peine 49 jours. Sa démission en juillet de la même année permit à Perón de se présenter à son tour et de gagner les élections pour la troisième fois, avec 62% des voix et avec, pour vice-présidente, sa femme, Isabel Perón. Cependant, cette présidence fut interrompue par la mort de Perón, en juillet 1974, laissant place à *Isabelita* à la tête du pays et ce, jusqu'au coup d'État de 1976. Si les gouvernements de Cámpora et de Perón eurent une certaine volonté d'établir la paix et de concrétiser des pactes sociaux entre divers secteurs économiques tels que les syndicats et l'industrie, certaines pratiques répressives ne furent pas freinées pour autant, bien au contraire. Dès 1973, apparaissait la *Triple A* (Alliance Anticommuniste Argentine), un groupe paramilitaire intégré par des membres des Forces armées, des policiers, des syndicalistes péronistes et autres, sous la conduite de José Lopez Rega, un proche de Perón et d'Isabel. Selon l'historienne Alicia Servetto, ce groupe serait responsable de la disparition et l'assassinat d'au moins 900 personnes, avec un soutien de l'État, y compris financier⁴⁶. Entre juillet et août 1974, il y eut une disparition perpétrée par la *Triple A* toutes les 19 heures. Toujours selon Servetto, c'est en 1973, en démocratie, et non pas en 1976, que la pratique clandestine de l'État de faire disparaître des personnes, débute en Argentine.

⁴⁶ SERVETTO Alicia, « Memorias de intolerancia política: las víctimas de la Triple A (Alianza Argentina Anticomunista) ». *Antítesis*. 2008, vol. 1, n° 2, p.445 et 446.

Un an avant la création de la *Triple A*, 16 jeunes, membres de l'ERP, des Forces armées révolutionnaires (FAR) et de Montoneros, furent fusillés après une tentative de fugue de la prison de Rawson, par des soldats de la Marine en 1972. Cet événement, connu sous le nom de « Massacre de Trelew » est l'un des emblèmes de ce qui sera plus tard, une violence systématique perpétrée par les Forces armées argentines. Un autre exemple de l'escalade de la violence et plus spécifiquement des actions répressives de la *Triple A* est l'épisode connu sous le nom de « Massacre d'Ezeiza », lorsque le groupe paramilitaire tira sur la foule qui accueillait Juan Domingo Perón à l'aéroport, au retour de son exil, en juin 1973. Ce massacre, dont le nombre de victimes n'est pas établi avec certitude mais dépasse la dizaine de morts et la centaine de blessés, marque une rupture à l'intérieur même du péronisme, entre les groupes de gauche (comme *Montoneros*) et l'extrême droite incarnée par la *Triple A* et Lopez Rega. La sociologue Maristella Svampa, citée par Marina Franco, voit en cet événement, le premier conflit qui indique la séparation entre la société mobilisée et le péronisme au pouvoir exerçant une politique répressive et disciplinaire⁴⁷. Apparaît alors une logique de dépuración de l'ennemi interne au sein même du péronisme. Ainsi, en octobre 1973, quelques mois après le massacre d'Ezeiza, le *Consejo Superior del Movimiento Nacional Justicialista* (Conseil Supérieur du Mouvement National Justicialiste) a déclaré à travers un communiqué signé par Perón, l'intention de débiter un « dépuración idéologique » à l'intérieur du parti. Le document dénonçait :

« Une escalade d'agressions contre le Mouvement National Péroniste de la part de groupes marxistes, terroristes et subversifs, de façon systématique et qui signifie une véritable guerre contre notre organisation et nos dirigeants⁴⁸ ».

A propos de ce document à forte connotation anticommuniste, Marina Franco rappelle qu'il ne s'agit pas d'un texte réservé aux membres du parti sinon qu'il a été, au contraire, partagé au grand public à travers sa publication dans le journal *La Opinión* ainsi que *Crónica*, le 2 octobre 1973, et couvert de façon partielle par tous les journaux nationaux⁴⁹. Juan Domingo Perón, durant un discours face à son parti en 1973 ainsi que durant des interventions devant la centrale syndicale en 1974, n'hésitait pas à dénoncer les « germes pathologiques⁵⁰ » et le besoin

⁴⁷ FRANCO Marina, *Un enemigo para la nación : orden interno, violencia y « subversión », 1973-1976*. Fondo de Cultura Económica, 2021, p. 41. Traduction en français de l'auteur.

⁴⁸ *Idem*, p.51.

⁴⁹ *Idem*, p. 52.

⁵⁰ *Idem*, p.54.

d'être « vigilants⁵¹ » et de « désinfecter à temps cette maladie qui avance à l'intérieur du mouvement⁵² ».

L'utilisation d'un lexique médical n'est pas un hasard et encore moins une invention de Perón. Il s'agit, au contraire, d'un outil narratif récurrent dans le monde politique. Les nazis sont l'exemple le plus évident du XXe siècle de l'utilisation de ce type de métaphores dans leur représentation de « l'ennemi juif » : ce « bacille⁵³ », cette « race malade⁵⁴ », ces « agents pathogènes⁵⁵ », ces « parasites⁵⁶ » et la nécessité de les éliminer afin de « purifier⁵⁷ » l'Allemagne et garantir sa prospérité. Cette période correspond à l'essor du darwinisme social qui, dès le XIXe siècle, apparaît en tant que courant « scientifique » ayant pour but d'expliquer des phénomènes sociaux à partir d'une logique biologique. André Mineau, Gilbert Larochelle et Thomas De Koninck expliquent dans la *Revue d'Histoire de la Shoah* que l'Allemagne nazie a « biologisé » sa doctrine au point qu'Hitler était présenté comme « le grand médecin du peuple allemand⁵⁸ » instaurant la santé comme « idéologie d'intégration nationale⁵⁹ », pendant que le nationalisme se confondait de plus en plus avec une « ontologie naturaliste qui vo[yait] dans le *Volk* la forme la plus évoluée de la vie⁶⁰ ». Du côté de la France, l'exemple de la Doctrine de la guerre révolutionnaire et de ses métaphores médico-chirurgicales est d'autant plus pertinent qu'il concerne directement les Doctrines de sécurité nationale latinoaméricaines. Comme le rappelle Mathieu Rigouste, durant les guerres coloniales, la DGR considérait « la guérilla comme un « cancer », la population comme un « organe gangrené » et l'armée comme un chirurgien⁶¹ ». Perón, en parlant d'une « maladie qui avance » pour décrire la croissante progression d'une idéologie différente à la sienne au sein de son mouvement, annulait, par ce biais, la dimension politique légitime de ceux qu'il appelait des « marxistes, terroristes et subversifs ».

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*

⁵³ MINEAU André, LA ROCHELLE Gilbert, DE KONINCK Thomas, « Le nazisme et l'idéologie de la santé : les avatars modernes de la dignité humaine », *Revue d'Histoire de la Shoah*, 1998/3 (N° 164) p.186.

⁵⁴ *Ibid.*, p.185.

⁵⁵ TÖPPEL Roman, « « Peuple et Race ». Aux sources de l'antisémitisme de Hitler », *Revue d'Histoire de la Shoah*, 2018/1 (N° 208), p.11.

⁵⁶ *Idem.*, p.54.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ MINEAU André, LA ROCHELLE Gilbert, DE KONINCK Thomas, *op.cit.*, p.182

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ RIGOUSTE Mathieu, *op.cit.*, p. 54.

Si « l'ennemi subversif » était déjà désigné et poursuivi par le gouvernement et l'armée avant 1976, la persécution et la disparition de citoyens deviendront systématiques durant la dictature du *Proceso de Reorganización Nacional*. La violence exercée par l'État sur la population à partir du 24 mars 1976 et ce, jusqu'en 1983, aura été organisée de façon méthodique non seulement sur le plan matériel mais aussi élaborée et soutenue sur le plan symbolique à travers des discours cherchant à légitimer cette violence.

a. Le récit du *Proceso de Reorganización Nacional*

Dès leur prise de pouvoir, les premières mesures des militaires ont été l'instauration de la peine de mort pour ceux qui blessent ou tuent un membre des forces de sécurité, la dissolution de la Cour suprême de justice, l'intervention des syndicats, l'interdiction de toute activité politique, une forte censure des médias et le remplacement du Parlement par une *Comisión de Asesoramiento Legislativo* (CAL – Commission consultative législative), composée de civils et de militaires. Le premier communiqué de la Junte militaire, proclamant le coup d'État, établissait, dès mars 1976, les bases de ce qu'allait être la dictature. Cette *proclama del golpe* [voir annexe n°1], signée par Jorge Rafael Videla, Emilio Eduardo Massera et Orlando Ramón Agosti, était une justification de ce coup d'État. Par ce biais, les membres de la Junte proclamaient qu'ils considéraient que tous les mécanismes démocratiques et constitutionnels avaient été « menés à bout (*agotados*)⁶² » et que le pays se trouvait face à un « vide de pouvoir⁶³ » à même de plonger l'Argentine dans « l'anarchie⁶⁴ ». Le coup d'État était donc présenté comme une « décision pour la Patrie⁶⁵ », un acte de bravoure et de responsabilité politique, (« les Forces armées, en exécution d'une obligation inéluctable, ont pris la direction de l'État⁶⁶ »), mais aussi une obligation morale, face à la perte « d'exemples éthiques et moraux que devraient donner ceux qui dirigent l'État⁶⁷ ». Leur décision visait à mettre fin à « la mauvaise gouvernance, à la corruption et au fléau de la subversion⁶⁸ » et à tous « les vices qui

⁶² « La proclama del golpe, 24 de marzo 1976. La Junta Militar derroca a la presidenta María Estela Martínez de Perón » dans VERBISKY Horacio, *Medio siglo de proclamas militares*. Buenos Aires, La Página, 2006, p.147. [Annexe n°1] Traduction en français de l'auteur.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ *Ibid.*

affectent le pays⁶⁹ ». Cette double responsabilité politique et morale que s'octroie la Junte militaire est justifiée par le caractère autoritaire intrinsèque des Forces armées, mais aussi par la recherche d'une légitimation de l'ordre du divin, avec la mention de Dieu comme argument final :

« Les Forces armées ont pris le contrôle de la République. Que le pays tout entier comprenne le sens profond et sans équivoque de cette attitude afin que la responsabilité et l'effort collectif accompagnent cette entreprise qui, à la recherche du bien commun, parviendra, avec l'aide de Dieu, au plein redressement national⁷⁰ ».

Le redressement national dépendait alors de la responsabilité et de l'effort collectif, mais aussi de l'intervention de Dieu, celui du christianisme. La mention de Dieu en pleine Guerre froide n'est pas uniquement un positionnement religieux mais aussi politique car l'Union Soviétique était un État officiellement athée depuis la révolution bolchévique, qui, suivant la pensée marxiste-léniniste, rejetait catégoriquement la religion (que Karl Marx, qualifiait comme « l'opium du peuple⁷¹»). Le christianisme était - et est toujours - la religion dominante en Amérique Latine. Cependant, durant les années 60, des mouvements chrétiens de gauche commençaient à se consolider dans le sud du continent, alliant certains principes chrétiens aux convictions socialistes. Parmi les mouvements et courants les plus connus se trouvaient les *Sacerdotes para el Tercer Mundo* (Prêtres pour le Tiers Monde) et la *Teología de la liberación* (Théologie de la libération). En Argentine, l'un des principaux groupes révolutionnaires de cette époque, les *Montoneros*, avait été conformé à l'origine autour de divers groupements péronistes catholiques armés. Au-delà des militants, également les prêtres appartenant à ces mouvements ont commencé à être fortement persécutés par des secteurs conservateurs du pays dès le début des années 70. L'assassinat du prêtre Carlos Mugica, le 11 mai 1974, par la *Triple A*, reste l'un des grands symboles de cette persécution. Pour cela, la revendication de Dieu par la Junte militaire dans cette prise de pouvoir n'est pas anodine. Elle marque une claire opposition avec l'athéisme socialiste et revendique également le « vrai » christianisme pour la

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ En 1843, dans l'introduction de son œuvre *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, Karl Marx écrivait « La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle, et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple. »

droite : pas celui représenté par les prêtres du tiers monde, mais celui lié aux plus hautes autorités de l'Église Catholique.

De son côté, le mot « subversion » va apparaître trois fois : « affronter la subversion⁷² », « le fléau subversif⁷³ » et « combattre la délinquance subversive, visible ou cachée⁷⁴ ». Cette dernière phrase sous-entend l'activité des militants de gauche soumis à la clandestinité après la prohibition des partis politiques. L'emploi du mot « délinquance » pour parler de la « subversion » est significatif. Dans le cadre de cette première déclaration, les militaires assimilent la militance à une infraction, une transgression de la loi au même titre que la corruption, qui est, pour sa part, évoquée quatre fois : « corruption généralisée⁷⁵ », « en finir avec la corruption et le fléau subversif⁷⁶ », « l'effet corrompateur de toute démagogie⁷⁷ », « aucun type de corruption ne sera toléré⁷⁸ ». La « subversion », bien que nommée plusieurs fois, n'est pas centrale dans ce texte. Le combat contre la corruption, le redressement économique, la réactivation de l'appareil productif et l'établissement de l'ordre politique et social sont présentés ici avec le même degré d'importance que la lutte « antisubversive ».

Cette *Proclama* est dirigée au peuple argentin. L'emploi du pronom personnel de la première personne du pluriel « nous » ou du pronom possessif « notre », relève de la volonté des militaires de s'assimiler au peuple et de le rendre complice du coup d'État. Ainsi, plusieurs phrases comme « notre peuple a vécu une nouvelle frustration⁷⁹ » ou « derrière ces aspirations partagées, tous les secteurs du pays doivent se sentir identifiés et donc engagés dans cette entreprise commune qui mènera à la grandeur du pays⁸⁰ » et finalement, comme cité précédemment, l'appel final à la « responsabilité et l'effort collectif ». Les militaires cherchaient un rapprochement avec la population argentine en établissant un état des lieux catastrophique qui concernait la Nation entière, avec la mention de la « corruption » et de la « délinquance » comme objets de préoccupation classique des citoyens et en invitant chacun à collaborer avec ce nouveau gouvernement *de facto*.

⁷² « La proclama del golpe », *op.cit.*

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ *Ibid.*

Six jours après le coup d'État, le 30 mars 1976, Jorge Rafael Videla faisait sa première apparition à la télévision en tant que nouveau président de l'Argentine. Son allocution, d'environ 23 minutes [voir annexe n°2], reprend un grand nombre d'éléments présents dans la première déclaration de la Junte militaire, justifiant cette prise de pouvoir inconstitutionnelle. Le destinataire de ce discours est, une fois de plus, le peuple argentin. L'intervention des Forces armées est de nouveau présentée comme « la seule alternative possible face à un mauvais gouvernement, à la corruption et à la complaisance⁸¹ ». Le « vide de pouvoir⁸² » est également mentionné plusieurs fois, ainsi que le « manque de réponses à la situation critique⁸³ » que traversait le pays. L'intervention militaire est définie par Videla comme une « exécution effectuée avec mesure, responsabilité, fermeté et équilibre, ayant été reconnue par le peuple argentin⁸⁴ ». Le dictateur explique qu'il ne s'agit pas seulement de la chute d'un gouvernement (celui d'Isabel Perón), mais de « la fin d'une période historique et l'ouverture d'un nouveau cycle dont la caractéristique fondamentale sera le devoir de réorganiser la Nation, objectif entrepris avec une réelle vocation de service par les Forces armées⁸⁵ ».

Les termes employés pour qualifier la situation du pays ont tous une connotation négative et une dimension angoissante : « le pays traverse l'une des étapes les plus difficiles de son histoire⁸⁶ » ; « beaucoup de nos compatriotes ne croient plus en leurs gouvernants⁸⁷ » ; « une gestion économique hésitante et irréaliste a conduit le pays à la récession et au chômage créant un inévitable sentiment d'angoisse et de désespoir, un héritage que nous avons reçu et que nous tenterons d'alléger⁸⁸ » ; « les habitants de la Nation sont plongés dans une atmosphère d'insécurité et de peur oppressante⁸⁹ » ; « face à cette situation dramatique, les Forces armées ont pris en charge le gouvernement de la Nation⁹⁰ », entre autres.

⁸¹ VIDELA Jorge Rafael, le 30 mars 1976. Première déclaration après le coup d'État [annexe n°2]. Traduction en français de l'auteur.

⁸² *Ibid.*

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ *Ibid.*

Cet état des lieux pessimiste est décrit avec conviction et autorité par Jorge Videla, ne laissant pas de place au doute. Le choix de certains mots comme « dramatique », « insécurité », « peur oppressante », « angoisse et désespoir », cherche à réveiller des émotions primaires négatives chez l'interlocuteur, notamment la peur. Ces émotions entraînent des réactions instinctives de survie et entravent le raisonnement. Face à ce pays « en crise⁹¹ » et « en désordre⁹² », Videla présente les Forces armées comme l'institution salvatrice, dotée d'une « mission⁹³ », sauver l'Argentine. Après avoir attisé la peur, il présente « la » solution au peuple argentin : le *Proceso de Reorganización Nacional* (« Ce Processus de Réorganisation Nationale demandera du temps et du travail⁹⁴ »).

Le mot *proceso* (processus), contient cette notion d'enchaînement de phases évolutives dans un espace temporel vers un point d'arrivée, l'objectif étant ici, une « réorganisation nationale ». L'idée de processus sous-entend également que le développement des solutions proposées par les militaires sera progressif et non instantané, et qu'il aura également une fin et un retour de la démocratie (« une organisation future qui nous permette d'exercer une démocratie avec une réelle représentativité, un sens du réalisme et une conception républicaine⁹⁵ »). De son côté, le mot *reorganización* (réorganisation), exprime l'intention d'instaurer un nouvel ordre social et politique, dans le but d'organiser la Nation. C'est d'ailleurs ce que va préciser le troisième mot : *nacional* (nationale). Il s'agit d'une réorganisation de l'Argentine toute entière. Ce concept nationaliste peut être interprété également comme une opposition au mouvement communiste qui considère que la lutte ouvrière doit se faire à l'échelle internationale, avec l'union des travailleurs du monde. Pour Videla, les travailleurs argentins doivent faire « un effort⁹⁶ » et « être conscients des sacrifices nécessaires en ces premiers temps et de la nécessité inévitable de reporter des aspirations qui sont justes en période de prospérité mais irréalisables en période d'urgence⁹⁷ ». Le message est clair : l'ordre militaire n'a pas de place pour la lutte ouvrière.

⁹¹ *Ibid.*

⁹² *Ibid.*

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ *Ibid.*

Une demande de « sacrifice⁹⁸ » s'étend également à l'ensemble du peuple argentin qui doit « réaliser un effort⁹⁹ », et comprendre que ces efforts sont « une contribution qui ne peut être remise à plus tard¹⁰⁰ ». C'est la participation de « tous les secteurs argentins¹⁰¹ » qui est mobilisée afin de rétablir « la grandeur de la Patrie et le bonheur de son peuple¹⁰² ». Le secteur de l'entrepreneuriat est lui aussi appelé à « l'action¹⁰³ ». Videla promet que le gouvernement militaire « va impulser les investissements et récupérer l'activité productive¹⁰⁴ » et favoriser « les relations harmonieuses entre le capital et le travail en renforçant les structures des entreprises et des syndicats¹⁰⁵ ». Une partie de ce discours est consacrée à l'économie et notamment à la volonté des militaires d'arriver à une « indépendance financière, technologique et économique¹⁰⁶ » du pays.

Pour le dictateur, le pays doit récupérer « sa fidélité envers les traditions [du pays] et la conception chrétienne du monde et de l'Homme¹⁰⁷ ». Ainsi apparaît de nouveau cette mention de la religion, comme dans la proclamation de la Junte militaire. Ici, Jorge Videla termine son discours en demandant :

« Dans la réalisation de cette tâche que nous entreprenons aujourd'hui, que notre Seigneur nous accorde à tous la sagesse, afin que nous puissions discerner le meilleur chemin, la fermeté, pour que nous ne nous écartions pas du droit chemin, la prudence, pour être juste, l'humilité, pour servir et être servi¹⁰⁸ ».

La religion chrétienne apparaît d'autres fois encore : « le respect des droits de l'Homme ne découle pas seulement du mandat de la loi ou des déclarations internationales. Il est le résultat de notre profonde conviction chrétienne de la dignité prééminente de l'Homme comme valeur

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² *Ibid.*

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ *Ibid.*

fondamentale¹⁰⁹ » ; « Il sera ouvert à la contribution des grands courants de pensée, mais restera toujours fidèle à nos traditions et à la conception chrétienne du monde et de l'Homme¹¹⁰ ».

Cet attachement aux « valeurs traditionnelles de notre culture¹¹¹ » est présenté en opposition aux « conceptions nihilistes de la subversion antinationale¹¹² » qui les questionne. Le dictateur reprend donc le mot « subversif » ici aussi, c'est-à-dire, cet individu dont les idées politiques menaceraient l'ordre établi et les « valeurs traditionnelles » de l'Argentine. Ainsi, il prévient que les Forces armées emploieront la force « autant de fois que nécessaire pour s'assurer que la paix sociale est pleinement respectée¹¹³ » et afin de combattre « sans relâche la criminalité subversive dans toutes ses manifestations, jusqu'à son anéantissement total¹¹⁴ ». L'emploi du mot « anéantissement » (*aniquilamiento*) n'est pas anodin lorsque l'on connaît le nombre de détenus-disparus durant le *Proceso*. Il s'agit peut-être de la phrase la plus sincère de ce discours, annonçant ainsi ce que sera le sort de 30.000 personnes, anéanties, torturées et assassinées aux mains de ce gouvernement militaire.

La première phrase du paragraphe final, « l'heure de la vérité est arrivée¹¹⁵ » résume parfaitement l'intention de ce discours : décrire un état des lieux dévastateur et imposer une solution épaulée par la religion afin de présenter les Forces armées comme les détenteurs de la Vérité. Si les militaires connaissent la vérité, alors chaque élément de leurs discours doit, par conséquent, être vrai. Si tout ce qu'ils disent est vrai, alors l'ennemi subversif qu'ils dénoncent doit être réel et donc, dangereux. Ainsi débute, dès la première allocution officielle du gouvernement militaire, la construction de cet ennemi intérieur *subversivo*, offrant un soutien narratif à ce qui deviendra une application systématique de la violence d'État. Une violence qui sera justifiée en tant que défense légitime dans un contexte de *guerre*.

En effet, les militaires argentins vont, dès 1976, insister sur la notion de « guerre antsubversive » en employant un champ lexical belliciste, permettant de légitimer les actions violentes perpétrées sur la population. Une illustration des discours évoquant la guerre est celui

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ *Ibid.*

du Commandant en chef de la Marine, Emilio Eduardo Massera le 2 novembre 1976, lors d'une cérémonie en mémoire des personnes « tuées pour la Patrie et pour les actes de service¹¹⁶ » en présence de délégations d'officiers supérieurs, de chefs, d'officiers, de sous-officiers et de tout le personnel de cet institut [voir annexe n°4]. Ce discours fut prononcé à la ESMA (École Mécanique de la Marine), devenu le plus grand centre clandestin de détention, de torture et d'extermination de la dictature où près de 5.000 hommes et femmes furent détenus et une grande majorité d'entre eux, assassinés¹¹⁷. Ce centre fut principalement dirigé par Rubén Jacinto Chamorro, vice-amiral de la Marine argentine, sous les ordres directs d'Emilio Massera.

Ce discours, bien que bref, contient neuf fois le mot « guerre ». Dès les premiers mots, Emilio Massera évoque une « machine à horreur¹¹⁸ » et poursuit : « la guerre avait commencé, une guerre oblique et différente. Une guerre primitive dans ses procédures, mais sophistiquée dans sa cruauté. Une guerre à laquelle nous avons dû nous habituer petit à petit¹¹⁹ ». De cette façon, le Commandant en chef de la Marine commence à narrer l'offensive des Forces armées contre les « nihilistes¹²⁰ » et les « délirants, dont le seul objectif est la destruction en soi¹²¹ ». Ici, contrairement à l'allocution télévisée de Jorge Videla, un certain lyrisme est mis en avant, avec l'emploi de diverses figures de styles et d'expressions telle que : « une intimité monstrueuse avec le sang¹²² » ; « chaque nuit, l'Argentine éclatait en sanglots¹²³ » ; « de la même façon que la peste a frappé le monde durant des siècles antérieurs, il semble que l'humanité soit aujourd'hui témoin d'une épidémie inédite et hallucinante : la volonté de tuer¹²⁴ ».

Nous retrouvons ici l'utilisation classique de la métaphore médicale, dans ce cas précis à travers la mention de la « peste » et d'une « épidémie inédite et hallucinante ». La mention d'une épidémie (qui signifie l'apparition et la propagation à grande échelle d'une maladie infectieuse) est employée ici en tant qu'analogie de la présence de « nihilistes » (une des façons de nommer les opposants du régime, au même titre que « subversifs », mot qui n'est pas présent dans ce discours). Ici, il n'est pas tout à fait clair qui sont ces « nihilistes », Massera parle de

¹¹⁶ MASSERA Emilio, le 2 novembre 1976 à la ESMA, [annexe n°4]. Traduction en français de l'auteur.

¹¹⁷ Selon le site du musée « Sitio de Memoria ESMA ». Lien disponible en bibliographie.

¹¹⁸ MASSERA Emilio, le 2 novembre 1976.... *op.cit.*

¹¹⁹ *Ibid.*

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ *Ibid.*

¹²² *Ibid.*

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ *Ibid.*

personnes « délirantes qui ne cherchent qu'à détruire en se faisant passer pour des rédempteurs sociaux¹²⁵ » qui ont « d'inexplicables alliances¹²⁶ » et « d'inexplicables victimes, sans valeurs stratégiques ni tactiques¹²⁷ ». Ils sont « en faveur de la mort¹²⁸ » tandis que les militaires sont « en faveur de la vie¹²⁹ ». Le message est donc clair : comme pour toute épidémie, leur éradication serait essentielle pour le bien du pays.

Ainsi, une fois de plus, apparaît une justification de la prise de pouvoir inconstitutionnelle des militaires en tant que sauveurs de la Nation : « un jour, les Forces armées sont passées à l'offensive et là, dans le nord-ouest, nos courageux camarades de l'Armée ont commencé une guerre risquée et patiente¹³⁰ », puis :

« Les Forces armées entamèrent le processus de réorganisation de la République et, avec la responsabilité du pouvoir politique entre leurs mains, l'offensive devint plus complète, plus efficace, et l'Armée de l'Air et la Marine, qui connaissaient déjà, de première main, les blessures de cette guerre impudique, renforcèrent leur participation militaire et contribuèrent par leur héroïsme à la défaite de l'ennemi. Cependant, il ne s'agit pas d'un conflit argentin mais international¹³¹ ».

Plusieurs éléments importants peuvent être observés ici. D'une part, la mention du « processus », insistant de la même façon que Jorge Videla, sur le caractère progressif, nationaliste, « efficace » et « responsable » de la prise de pouvoir des militaires. Puis, une nouvelle mention de la guerre, qui est décrite cette fois comme « impudique ». L'emploi de ce mot, qui signifie un « manque de pudeur » est plutôt étonnant pour qualifier une guerre. La pudeur, loin de rappeler un conflit armé, est cependant courante dans le vocabulaire religieux et est associée à la vertu, la retenue et la chasteté. Ainsi, si Dieu n'est pas mentionné directement, un champ lexical couramment associé à la religion est tout de même présent. Finalement, apparaît également le mot « ennemi » en contraposition de « l'héroïsme » militaire, mais sans définir qui est cet ennemi. La dernière phrase « il ne s'agit pas d'un conflit argentin

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ *Ibid.*

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ *Ibid.*

mais international » nous donne cependant un indice : à l'international, l'ennemi de l'Occident est le communisme soviétique. Cette allusion à l'Union Soviétique et à la Guerre froide réapparaît à la fin du discours, lorsqu'Emilio Massera exclame :

« Il est vrai, mais pas tout à fait vrai, qu'il s'agit d'une guerre entre le matérialisme dialectique et l'humanisme idéaliste.

Il est vrai, mais pas tout à fait vrai, qu'il s'agit d'une guerre entre les idolâtres des totalitarismes les plus divers et ceux d'entre nous qui croient aux démocraties pluralistes.

Il est vrai, mais pas tout à fait vrai, que c'est une guerre entre la liberté et la tyrannie.

Ce qui est certain, ce qui est absolument certain, c'est qu'ici et dans le monde entier, en ce moment, les partisans de la mort et les partisans de la vie se battent, et ceci est plus qu'un conflit politique ou idéologique, c'est une attitude métaphysique¹³² ».

L'anaphore « il est vrai, mais pas tout à fait vrai » est paradoxale car elle annonce une vérité puis la met en doute instantanément. Ce procédé crée une confusion chez l'interlocuteur qui ne sait plus réellement s'il s'agit ou non d'une « guerre entre le matérialisme dialectique et l'humanisme idéaliste » ou d'« une guerre entre les idolâtres des totalitarismes [...] et ceux qui croient aux démocraties » ou d'« une guerre entre la liberté et la tyrannie ». D'un côté, le « matérialisme dialectique » semble faire référence à la conception matérialiste de l'Histoire élaborée par Karl Marx et imprégnée par la dialectique hégélienne. Pour Marx, ce n'est pas la conscience des Hommes qui détermine la réalité mais la réalité matérielle qui détermine leur conscience. De l'autre côté, la définition « d'humanisme idéaliste » est plus ambiguë car l'humanisme n'est pas un courant mais un mouvement philosophique et artistique, né en Italie durant la période de la Renaissance. Durant des siècles, ce mouvement a évolué dans le temps et dans l'espace, accordant un rôle prépondérant à la raison humaine et au libre arbitre, et donc à la capacité de l'Homme à se déterminer lui-même. Cette définition élémentaire de l'humanisme fait qu'il ait été depuis revendiqué par divers secteurs et personnages politiques, annihilant son essence première en le transformant en un simple mot dont la définition varie selon l'intérêt du locuteur. L'idéalisme en tant que courant philosophique s'oppose lui aussi au

¹³² *Ibid.*

matérialisme marxiste dans l'ordre de subordination entre une idée et son existence matérielle. Ici, l'opposition entre le « matérialisme dialectique » et l'« humanisme idéaliste » laisse supposer qu'Emilio Massera cherche à illustrer le conflit idéologique de la Guerre froide entre le libéralisme occidental (« humanisme idéaliste ») et le communisme soviétique (« matérialisme dialectique »). Ceci est confirmé par la précision qu'il s'agit d'un « conflit international » et pas uniquement argentin.

Par la suite, une nouvelle opposition apparaît avec l'emploi de la première personne du pluriel « nous » pour parler de ceux qui « croient aux démocraties pluralistes » en opposition aux « idolâtres des totalitarismes les plus divers ». Cette prise de position en faveur de la démocratie et contre le totalitarisme est paradoxale de la part de l'un des membres de la Junte militaire ayant obtenu le pouvoir à travers un coup d'État et dont l'une des premières mesures a été de prohiber les partis politiques. Plus qu'un paradoxe, il s'agit principalement d'une manipulation, visant à transformer la réalité politique en relatant exactement le contraire, créant une confusion chez l'interlocuteur : un dictateur qui se positionne contre le totalitarisme et en faveur de la démocratie, est-il vraiment un dictateur ? Si la réponse est oui, le doute est cependant semé.

Une dernière opposition apparaît sous forme de métonymie, entre la « liberté » (le libéralisme ou la démocratie) et la « tyrannie » (le communiste ou le totalitarisme), suivie d'une « certitude » : « ce qui est certain, ce qui est absolument certain, c'est qu'ici et dans le monde entier, en ce moment, les partisans de la mort et les partisans de la vie se battent, et ceci est plus qu'un conflit politique ou idéologique, c'est une attitude métaphysique ». L'opposition entre les « partisans de la mort » et ceux de « la vie » est la même que les trois précédentes. La mention d'une « attitude métaphysique », qui va au-delà d'un conflit politique ou idéologique, est une façon de s'opposer une fois de plus à la conception matérialiste de l'Histoire et à la philosophie marxiste qui veut que les modes de productions conditionnent la vie sociale, politique et culturelle.

L'utilisation de ces concepts philosophiques complexes ne paraît pas explicative mais plutôt une façon de créer l'illusion d'une légitimité intellectuelle. Massera ne cherche pas à instruire son auditoire et ne donne aucune définition des termes qu'il emploie. Une légitimité intellectuelle qui s'ajoute à une légitimité politique et religieuse à chaque fois que les Forces armées, accompagnées par une force divine, sont présentées comme l'unique solution pour

sauver l'Argentine du « chaos » en combattant l'adversaire « subversif ». La construction discursive de la situation chaotique du pays et la présence d'un ennemi intérieur dangereux, justifient cette mission que s'octroient les militaires. Cependant, si au début, la « guerre antisubversive » n'était pas centrale dans les discours de la Junte, la mention de l'ennemi *subversivo* va, très vite, prendre une place déterminante dans leur narrative.

b. Construction narrative de « l'ennemi subversif » : incertitude, crainte et ambiguïté

L'ennemi que les militaires argentins cherchaient à combattre avait une caractéristique qui le différenciait de l'ennemi algérien pour les militaires français : ici, il n'est pas question de religion ou nationalité, mais uniquement de convictions politiques. Ceci veut dire que le *subversivo* traqué par la dictature n'avait aucune particularité physique ou culturelle qui puisse le différencier des autres citoyens. Dans le documentaire de Marie-Monique Robin, celui qui fut ministre de l'Intérieur de la dictature, Albano E. Harguindeguy, était conscient de cette distinction. Ayant reconnu lui-même l'utilisation de méthodes de torture et d'intelligence, conçues par les militaires français en Algérie, il décrit la particularité qu'avaient rencontrée les militaires argentins dans l'application de ces dernières : « les disparus d'Algérie ont disparu sur le territoire d'une autre Nation. C'était un appendice de la France. Ici, une personne disparue avait des parents, des frères, des oncles, des grands-parents¹³³ ».

Cette idée d'un entourage familial attentif au sort de ses proches ne fait pas uniquement référence à ce qui sera par la suite l'organisation et la lutte sans relâche d'associations comme celles des *Madres* et *Abuelas* de la Place de Mai, par exemple. La réflexion d'Harguindeguy montre également que le disparu de la dictature était un individu complètement intégré à la société argentine, la même société que celle de ses bourreaux. Il ne s'agissait pas ici de l'affrontement entre une nation impérialiste et une nation colonisée cherchant son indépendance, mais d'un groupe dominant contre une partie de la population.

¹³³ Transcription et traduction de l'auteur à partir du documentaire de Marie-Monique ROBIN *Escadrons de la mort, l'école française* sorti en 2003. Déclaration de Albano E. HARGUINDEGUY en langue originale : « Los desaparecidos en Argelia eran desaparecidos en un territorio de otra nación. Fue un apéndice de Francia. Acá un desaparecido tenía padres, hermanos, tíos, abuelos ».

La construction de l'ennemi, du *subversivo*, non pas comme un *Autre* différent de « nous », mais ce semblable qui pourtant *nous veut du mal*, est d'autant plus efficace du fait de cette ambiguïté. Si l'ennemi nous ressemble, nous avons plus de difficultés à le reconnaître, ce qui le rend plus dangereux et donc justifie des mesures extrêmes pour l'identifier. Cette frontière diffuse entre une personne pouvant être considérée comme ennemie et un citoyen innocent est cristallisée dans la fameuse phrase du Général Ibérico Saint Jean, gouverneur de la province de Buenos Aires de 1976 à 1981, qui prononce en 1977 :

« D'abord nous tuons tous les subversifs, puis nous tuons leurs collaborateurs, puis leurs sympathisants, puis ceux qui restent indifférents, et enfin nous tuons les timides¹³⁴ ».

Deux éléments sont importants ici. D'un côté, en avertissant même les « indifférents » ou les « timides », le message du Général Saint Jean n'est autre qu'une menace dirigée, non pas exclusivement aux opposants politiques, mais à l'ensemble de la population. Ceci veut dire que n'importe qui pouvait être considéré comme « subversif » de par son silence ou son manque d'enthousiasme envers le régime militaire. D'un autre côté, le verbe « tuer » apparaît trois fois et s'applique aux cinq catégories (« les subversifs », « les collaborateurs », « les sympathisants », « les indifférents » et « les timides »). Ici, il ne s'agit pas de punir ceux qui s'opposent au régime (ou ne le défendent pas assez) à travers la justice, avec la prison ou une amende. Il s'agit de la possibilité imminente d'être supprimé physiquement, d'être assassiné par l'État, si nous appartenons à l'une de ces cinq catégories qui, au final, englobent quasiment tous les citoyens. Comme l'expliquent Ayse Ceyhan et Gabriel Périès dans « L'ennemi intérieur : une construction discursive et politique » :

« Le langage est une ressource structurante de la réalité [...] l'indétermination de l'ennemi de l'intérieur constitue donc un enjeu ; si l'auditoire attend ou demande des représentations plus nettes, il sera question de jouer sur cette ambiguïté ¹³⁵».

¹³⁴ Version originale de Ibérico Saint Jean: "Primero mataremos a todos los subversivos, luego mataremos a sus colaboradores, después a sus simpatizantes, enseguida a aquellos que permanecen indiferentes, y finalmente mataremos a los tímidos". Traduction en français de l'auteur.

¹³⁵ CEYHAN Ayse et PERIES Gabriel, « L'ennemi intérieur : une construction discursive et politique », *Cultures & Conflits*, 1 septembre 2001, n° 43.

Afin d'exercer la terreur et perpétrer les séquestrations et assassinats, plus de 800 camps clandestins furent utilisés en Argentine sans être officiellement déclarés par le gouvernement militaire. Cependant, la disparition systématique d'individus et la réapparition de certains d'entre eux établissaient peu à peu la conviction, chez les citoyens, de l'existence d'un système clandestin de concentration et d'extermination, mis en place par l'État. Cette quantité importante de camps clandestins accompagnée de l'ambiguïté du profil de ceux qui avaient été « *chupados* » (séquestrés et disparus), causait une irradiation de la terreur sur l'ensemble de la population, créant un mécanisme de contrôle et de discipline efficaces : la subjectivité de ceux qui étaient à l'intérieur des camps était anéantie par la torture physique et mentale, et celle de ceux qui se trouvaient à l'extérieur était paralysée par la peur et l'incertitude.

En ce sens, Daniel Feierstein dans *El genocidio como práctica social*, a élaboré une synthèse des différents procédés et techniques visant à annuler la subjectivité des individus maintenus de force dans un camp, décrits notamment par Bruno Bettelheim, Pilar Calveiro et Erving Goffman. Ceci a été amplement documenté dans le cas des camps nazis mais s'applique également dans le cas de l'Argentine. Feierstein observe cinq éléments principaux dans l'application d'une discipline sociale et du pouvoir concentrationnaire : dès l'arrivée au camp de concentration, le prénom et nom de famille du prisonnier sont supprimés et remplacés par des chiffres et/ou des lettres. Ceci a pour but de créer une rupture avec la vie de « dehors » et d'annoncer la nouvelle vie à « l'intérieur ». La perte du prénom est le début d'une perte de l'identité dans son ensemble. Ensuite, au moment de l'enfermement dans des pièces sans fenêtres ou le bandage des yeux, les sens s'annulent et l'individu ne peut plus se situer dans l'espace ni dans le temps ; de même que l'interdiction de bouger, marcher et parler avec quiconque. L'ouïe est alors exacerbée, les cris de ceux qui sont torturés devenant un bruit de fond permanent. Par la suite, la torture vise à extraire des informations et déstructurer davantage la subjectivité, ainsi qu'à obtenir le nom d'autres personnes afin de les séquestrer à leur tour. Une autre forme de torture psychologique est l'humiliation systématique, que ce soit en infantilisant ou animalisant les prisonniers. Et puis, finalement, nous retrouvons l'imprédictibilité, c'est-à-dire, le fait qu'aucun élément ne permette d'anticiper l'action des bourreaux ; rien qui ne puisse garantir la survie. Cette imprédictibilité est la même pour ceux qui sont dehors et ne savent pas s'ils vont, eux aussi, être enlevés et emprisonnés dans un camp clandestin.

Chez le prisonnier, trois possibilités apparaissent : soit il s'adapte et incorpore les valeurs de l'opresseur, soit il devient un « mort-vivant¹³⁶ » (c'est-à-dire que sa subjectivité est détruite sans être remplacée par une autre et l'individu reste vivant mais sans vie interne), soit il simule une fausse adhésion au système dominant ou la folie tout en conservant son identité et ses idéaux de « l'extérieur ». A l'extérieur, un phénomène similaire opère, car, une fois de plus, l'intérêt des camps de concentrations et d'extermination n'est pas uniquement de briser la subjectivité de ceux qui se trouvent à l'intérieur mais de manipuler également la subjectivité de ceux qui se trouvent à l'extérieur. Les citoyens, face aux rumeurs, sont contraints de choisir une « vérité » : soit les détenus ont de bonnes raisons de l'être et l'État militaire fait correctement son travail, soit le pays est entre les mains d'un gouvernement génocidaire et des mobilisations sont nécessaires. La troisième option, souvent la plus courante, est de fermer les yeux et de faire comme si de rien était. Chaque option équivaut donc à choisir une narrative (celle des militaires ou celles des *Madres* par exemple). La phrase « *algo habrán hecho* » (« ils ont dû faire quelque chose »), prononcée massivement par une portion de la société durant la dictature argentine, est un exemple clair de la première option. Dire que la disparition de quelqu'un dans les mains de la police est forcément le résultat d'une action du disparu, équivaut à s'identifier aux valeurs de l'opresseur dans l'illusion que ceci va nous protéger, nous positionner du côté de ceux qui ont le pouvoir, le monopole de la violence.

La délation devient une autre façon de s'échapper de l'ambiguïté de la catégorie *subversivo* et de choisir un camp. La logique génocidaire ne requiert pas que tout le monde délatte son voisin, mais que chacun ait peur d'être dénoncé. C'est pour cela que c'est un outil de contrôle très efficace. Une méfiance généralisée s'installe, brisant le lien social, favorisant l'isolement et facilitant l'endoctrinement et l'adhésion aux valeurs de celui qui exerce la violence. Les camps de concentrations deviennent un espace d'extermination, certes, mais aussi de menace. A l'intérieur, les diverses techniques pour annuler la subjectivité des prisonniers (et leurs convictions) ou la mise à mort, ne sont que l'aboutissement matériel d'un processus qui commence à l'extérieur des camps de façon symbolique grâce à une irradiation de la terreur, visant à la transformation de l'identité collective dans son ensemble. C'est pour cela que la phrase du Général Ibérico Saint Jean a une importance primordiale dans l'exercice de la terreur : elle explicite que l'État ne se contentera pas d'emprisonner, mais de tuer l'ennemi. D'autant

¹³⁶ FEIERSTEIN Daniel, *El genocidio como... op.cit.*, p. 370.

plus que cet ennemi n'est pas simplement celui qui s'oppose à la dictature, mais n'importe quel citoyen qui ne prend pas position ouvertement en faveur des militaires.

La même année, Jorge Videla se faisait interviewer par des journalistes britanniques. Ces déclarations furent ensuite publiées dans le journal *La Prensa* le 8 décembre 1977 :

« L'Argentine est un pays occidental et chrétien [...] parce que cela vient de son histoire. C'est pour défendre cette condition comme mode de vie que nous luttons contre ceux qui n'acceptent pas ce système de vie et veulent en imposer un autre [...]

Pour le simple fait de penser différemment au sein de notre mode de vie, personne n'est privé de sa liberté, mais nous considérons comme un crime grave le fait d'attaquer le mode de vie occidental et chrétien en voulant le changer pour un autre qui nous est étranger, et dans ce type de lutte, ce ne sont pas seulement ceux qui attaquent par des bombardements, des tirs ou des enlèvements qui sont considérés comme des agresseurs, mais aussi ceux qui veulent changer notre système de vie à travers des idées qui sont précisément subversives ; c'est-à-dire qu'elles subvertissent nos valeurs, elles les changent, elles les perturbent [...]

Le terroriste n'est pas seulement considéré comme tel pour avoir tué avec une arme ou posé une bombe, mais aussi pour avoir déclenché des idées contraires à notre civilisation¹³⁷ ».

¹³⁷ Réponse en langue originale de Jorge Rafael VIDELA : «La Argentina es un país occidental y cristiano [...], la Argentina es occidental y cristiana porque viene de su historia. Es por defender esa condición como estilo de vida que se planteó esta lucha contra quienes no aceptaron ese sistema de vida y quisieron imponer otro distinto [...]. Por el solo hecho de pensar distinto dentro de nuestro estilo de vida nadie es privado de su libertad, pero consideramos que es un delito grave atentar contra el estilo de vida occidental y cristiano queriéndolo cambiar por otro que nos es ajeno, y en este tipo de lucha no solamente es considerado como agresor el que agrede a través de la bomba, del disparo o del secuestro, sino también aquél que en el plano de la ideas quiera cambiar nuestro sistema de vida a través de ideas que son justamente subversivas; es decir subvierten valores, cambian, trastocan valores [...]. El terrorista no sólo es considerado tal por matar con un arma o colocar una bomba, sino también por activar a través de ideas contrarias a nuestra civilización [...]». Cité par AVELLANEDA, Andrés dans *Censura, autoritarismo y cultura: Argentina 1960-1983*, Centro Editor de América Latina, Buenos Aires, 1986. Traduction en français de l'auteur.

Au-delà de réitérer cette notion de l'Argentine « occidentale et chrétienne » ainsi que d'autres éléments déjà présents dans les discours que nous avons vus antérieurement, Jorge Videla donne de nouvelles précisions sur ceux qu'il considère comme des « terroristes ». Ces derniers sont « ceux qui n'acceptent pas ce système de vie et veulent en imposer un autre » ; « ceux qui veulent changer notre système de vie à travers des idées qui sont précisément subversives » ; ceux qui déclenchent des « idées contraires à notre civilisation ». Il reprend plusieurs fois la même idée, expliquant que les *subversivos* ne sont pas seulement ceux qui commettent des actions matérielles contre le régime, que ce soit des bombardements ou des enlèvements par exemple, mais tout simplement ceux qui pensent différemment, ceux qui ont des « idées contraires » à celles des militaires. Pour justifier ceci, le moyen de vie qui est défendu n'est pas présenté comme celui de la Junte mais comme celui de « notre civilisation », en contraposition à un mode de vie « étranger ». L'individu défendant des valeurs contraires à celles « chrétiennes et occidentales » est un ennemi intérieur, certes, mais ses convictions sont étrangères. Cet argument cherche à légitimer une fois de plus l'exercice de la violence contre les citoyens qui n'adhèrent pas aux idées du régime sous-entendant que ces dernières représentent la nature intrinsèque de l'Argentine et de ses traditions.

Le 13 décembre 1979, durant une conférence de presse au *Salon Blanco* de la *Casa Rosada*, Jorge Videla fut interrogé par le journaliste José Ignacio López à propos du « problème des disparus » soulevé par le Pape Jean-Paul II, depuis le Vatican. Face à cette question, le président *de facto* se défendait, rappelant sa foi chrétienne et sa pleine compréhension vis-à-vis de la préoccupation du Pape, et répondait :

« [...] pour défendre la liberté et la dignité de l'Homme, l'Argentine a dû faire face à cet énorme problème d'une guerre dans laquelle elle a payé le prix du sang. Une guerre que nous n'avons pas voulue, que nous n'avons pas déclarée, qui nous a été imposée. Et l'Argentine, je le répète, nous, les argentins, n'avons rien à cacher, rien à nous reprocher. Parce que cela s'est produit précisément pour défendre les droits de l'Homme, du peuple argentin, qui étaient gravement menacés par le terrorisme subversif qui cherchait à changer notre mode de vie. Un mode de vie inspiré précisément par une vision chrétienne du monde et de l'Homme, dans lequel l'Homme peut se réaliser

pleinement dans la liberté et la dignité. C'est ce qui voulait nous être enlevé. Et nous nous sommes battus pour empêcher qu'on nous l'enlève. Et nous avons payé le prix du sang.

[...]

En ce qui concerne le disparu, tant qu'il est en tant que tel, le disparu est une énigme. Si l'homme apparaîtrait, il sera traité comme x , et si la disparition devient une certitude de sa mort, il aura un traitement z , mais tant qu'il est disparu, il ne peut pas avoir de traitement spécial, c'est un inconnu, c'est un disparu, il n'a pas d'entité, il n'est ni mort ni vivant, il est disparu¹³⁸ ».

La première partie de sa réponse est quasiment identique à celles des discours précédents, avec une justification des actions militaires en tant que réponse à une « guerre que nous n'avons pas voulue, que nous n'avons pas déclarée, qui nous a été imposée ». Le « terrorisme subversif » est nommé, une fois de plus comme celui qui cherchait à « changer le mode de vie » des argentins, ce mode de vie « chrétien et occidental ». Cependant, la dernière partie de la réponse de Jorge Videla apporte un élément inédit, une sorte de confession par rapport au *modus operandi* des militaires. Ainsi, sa réponse au « problème des disparus » est qu'il n'y a pas réellement de problème puisque, pour lui, le disparu n'a pas « d'entité » et n'est « ni mort ni vivant ». L'utilisation du conditionnel comme s'il s'agissait d'un mystère en parlant d'une éventuelle réapparition (« si l'homme apparaîtrait, il sera traité comme x »), est d'autant plus cynique que les disparitions étaient perpétrées par l'État, et que la localisation des détenus-disparus était uniquement connue des Forces armées et policières. Le conditionnel ici dissimule

¹³⁸ Transcription de l'auteur à partir d'un support audiovisuel disponible en bibliographie. Réponse en langue originale de Jorge Rafael VIDELA : “[...] para defender la libertad y dignidad del hombre, la Argentina tuvo que enfrentar este tremendo problema de una guerra en la que pagó precio de sangre. Una guerra que no quisimos, que no declaramos, que nos fue impuesta. Y la Argentina, repito, los argentinos no tenemos nada que ocultar, ni nada que avergonzarnos. Porque justamente, eso ocurrió en defensa de los Derechos Humanos, del pueblo argentino, gravemente amenazado por una agresión del terrorismo subversivo que pretendía cambiar nuestro sistema de vida. De un sistema de vida inspirado justamente en una visión cristiana del mundo y del hombre, en la que el hombre pueda realizarse en plenitud con libertad y dignidad. Eso nos quería ser quitado. Y para evitar que nos lo quitaran luchamos. Y pagamos sangre. [...] Frente al desaparecido, en tanto esté como tal, es una incógnita el desaparecido. Si el hombre apareciera tendrá un tratamiento x , y si la desaparición se convirtiera en certeza de su fallecimiento, tiene un tratamiento z , pero mientras sea desaparecido no puede tener ningún tratamiento especial, es una incógnita, es un desaparecido, no tiene entidad, no está ni muerto ni vivo, está desaparecido.” Traduction en français de l'auteur.

une ironie ; que l'homme apparaisse n'est autre qu'une décision des militaires. La phrase devrait plutôt être : « si nous décidons de libérer tel homme ». Le disparu en tant « qu'énigme » renforce le caractère clandestin des camps de détention et d'extermination aux mains de l'État argentin, accompagné de la négation systématique de l'existence de ces derniers dans les discours des militaires.

Ainsi, dans ces discours, les « subversifs » ou les « terroristes » sont des catégories très étendues, couvrant une grande partie de la population, créant la crainte constante de disparaître à son tour. Une fois disparu, l'individu n'existe plus, il n'a plus d'entité, non seulement d'un point de vue physique, mais aussi symbolique. Durant la dictature, être qualifié de *subversivo* revenait, en quelque sorte, à être condamné à mort.

c. Régime militaire en quête de légitimation politique

Les Forces armées sont, par définition, l'institution chargée d'assurer la sécurité d'un pays contre une agression externe ; les forces policières sont, de leur côté, chargées de la sécurité et du maintien de l'ordre interne. Ensembles, elles appliquent le monopole de la violence de l'État, garanti à travers une légitimation politique. Cependant, dans le cas de la dictature argentine de 1976, le gouvernement militaire n'a pas obtenu le pouvoir de façon légitime et les Forces armées n'ont pas été mobilisées pour défendre le pays à l'international, mais dans un conflit interne, au même titre que la police. Ceci a posé un problème de légitimité politique pour la Junte au pouvoir qui avait besoin de conquérir l'opinion publique pour assurer sa stabilité.

Dans les discours que nous avons analysés jusqu'ici, nous observons que l'argumentation des militaires - qu'il s'agisse de justifier le coup d'État ou la violence exercée sur la population par la suite - contient généralement trois éléments principaux : la notion de « Patrie » (sauver ses traditions mais aussi son économie) ; la notion de « Dieu » (et la protection des valeurs chrétiennes) et la lutte contre la « subversion ». Notre analyse nous permet de dire que la conquête de cette opinion publique était orchestrée à travers une synchronisation minutieuse entre les discours des militaires, des policiers et des civils proches du gouvernement *de facto*. Les déclarations se ressemblent dans l'emploi des mots, des champs

lexicaux et des registres. La narrative, basée sur des éléments identiques, vise à chaque fois à créer des émotions primaires et à susciter une adhésion aux convictions de la Junte militaire, et de ces « valeurs traditionnelles et chrétiennes » de l'Argentine.

Ainsi, dès les premiers jours, et ce, en commençant par la *Proclama del golpe* du 24 mars 1976, les militaires vont tenter sans cesse de légitimer leur coup d'État en construisant une narrative capable de justifier l'anéantissement d'un gouvernement démocratique et la suppression de toute activité politique pour « le bien du pays¹³⁹ », présentant ceci comme une « décision pour la Patrie¹⁴⁰ » et un « acte de bravoure et de responsabilité politique¹⁴¹ ». Cet argumentaire de la première déclaration officielle de la Junte militaire va être repris sans cesse par tous les membres du gouvernement *de facto*.

Une illustration de ceci est la déclaration du chef d'état-major, général de l'Armée, Eduardo Roberto Viola, le 29 septembre 1977 durant un déjeuner organisé par l'Institut pour le développement des cadres d'Argentine (IDEA) [voir annexe n°6]. Ce discours suit la lignée narrative de ceux que nous avons analysés antérieurement et cherche à « résumer les caractéristiques fondamentales de la crise extrême que traversait le pays¹⁴² » et ce, « jusqu'à mars 1976¹⁴³ ». Viola mentionne à son tour le fameux « vide de pouvoir¹⁴⁴ » et la « corruption¹⁴⁵ » ainsi que l'avancée « subversive¹⁴⁶ » tentant de dominer une « partie du territoire national¹⁴⁷ ». Comme Jorge Videla, il met également l'accent sur la nécessité de récupérer des « valeurs¹⁴⁸ » pour les prochaines générations qui se faisaient « déformer¹⁴⁹ » par une « sphère éducative détraquée¹⁵⁰ ». La situation économique est, ici aussi, mise en avant, dénonçant « la dette extérieure et l'inflation [qui rongeaient] l'économie du pays et l'appareil

¹³⁹ « La proclama del golpe », *op.cit.*

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² VIOLA Eduardo Roberto, le 29 septembre 1977, déclarations durant un déjeuner organisé par le *Instituto para el Desarrollo de Ejecutivos de la Argentina* [annexe n°6]. Traduction en français de l'auteur.

¹⁴³ *Ibid.*

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ *Ibid.*

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ *Ibid.*

productif gravement endommagé par l'indiscipline sociale, la spéculation et les détournements de fonds¹⁵¹ ».

Comme ses pairs, Roberto Viola considérait que « l'esprit national montrait d'évidents symptômes d'affaiblissement annonçant une résignation face à une défaite prochaine et inévitable¹⁵² ». Le mot « symptôme » renvoie, comme dans le discours de Massera à la ESMA avec l'emploi du mot « épidémie », à un champ lexical de la santé et donc au besoin de chercher une « cure » aux maux sociaux décrits. Puis, il poursuit :

« Nous pouvons ainsi visualiser l'ampleur du danger que nous courions, car nos institutions et nos traditions étaient sur le point de succomber. De plus, la sécurité de la Nation et les droits de chacun de ses habitants étaient gravement menacés ; c'est alors que la société attaquée a exercé son droit indéniable à la défense, en utilisant tous les moyens légitimes disponibles¹⁵³ ».

Au-delà d'une énième mention de la nécessité de défendre les « traditions » et les « institutions », comme nous pouvons le voir dans la plupart des discours des militaires argentins, Roberto Viola utilise à son tour une série de mots visant à alarmer la population : « succomber¹⁵⁴ » ; « droits [...] gravement menacés¹⁵⁵ » ; « société attaquée¹⁵⁶ ». Ces mots se ressemblent puisqu'ils décrivent un danger imminent. Cependant, face à ce « danger », le militaire ne nomme pas directement l'action des Forces armées mais de la « société » qui a exercé son « droit indéniable à la défense, en utilisant tous les moyens légitimes disponibles ».

Nous nous demandons alors quel est ce « droit indéniable à la défense » exercé par la « société » en « utilisant tous les moyens légitimes disponibles ». Car, par définition, un coup d'État militaire n'est pas le produit d'une décision démocratique et encore moins une action provenant de la « société » puisqu'il s'agit d'un acte arbitraire d'une fraction de celle-ci, c'est-à-dire, des Forces armées. Une prise de pouvoir inconstitutionnelle ne peut pas non plus être

¹⁵¹ *Ibid.*

¹⁵² *Ibid.*

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ *Ibid.*

¹⁵⁶ *Ibid.*

définie comme un « moyen légitime disponible », puisqu'il s'agit justement d'un moyen illégitime. Roberto Viola, comme ses collègues, ne cherche pas à relater de façon objective la situation de l'Argentine, mais à inventer un récit justifiant les actions des militaires. Ainsi, il conclut :

« Par conséquent, le 24 mars 1976, les Forces armées ont pris le pouvoir politique dans le pays, initiant ainsi le Processus de Réorganisation Nationale, un processus sans précédent dans l'Histoire politique institutionnelle de l'Argentine. Nous nous permettons de le définir ainsi parce que les Forces armées, dans l'accomplissement de leur mission transcendante de protéger les plus hauts intérêts de la Nation, assument cette incontournable responsabilité institutionnelle¹⁵⁷».

Cependant, il est important de préciser que les militaires n'ont pas été la seule institution à employer ces éléments de langage. La police a également collaboré, non seulement dans l'exercice de la terreur (dans les disparitions et assassinats de citoyens), mais aussi dans la divulgation du récit officiel de la Junte militaire. Le discours du chef de la Police Fédérale, le brigadier général Arturo Corbetta en est un exemple [voir annexe n°3]. Durant une visite du ministre de l'intérieur Albano Harguindeguy à l'École de police Ramon Falcón, le 25 octobre 1976, et face à des centaines de policiers, Arturo Corbetta commence son discours avec la mention de Dieu :

« Cet acte de mémoire doit nécessairement commencer en parlant de Dieu, notre Seigneur que nous remercions humblement pour les dons et les grâces reçus, car ce sont eux qui nourrissent en permanence notre foi et nous donnent le courage d'affronter la mort avec amour¹⁵⁸ ».

Puis, la mention de la Patrie :

¹⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁸ CORBETTA Arturo, le 25 octobre 1976 à l'École de police Ramon Falcón [annexe n°3]. Traduction en français de l'auteur.

« Nous invoquons aussi la Patrie. La Patrie, c'est le drapeau flottant au vent, c'est le clairon de l'hymne, c'est ce qui est si grand, si pur, que sa présence nous remplit d'émotion et est capable de nous faire monter les larmes aux yeux¹⁵⁹ ».

De suite, la « menace¹⁶⁰ » est mentionnée à son tour, et le besoin de la « vaincre¹⁶¹ » car « c'est le défi que Dieu nous a donné, à nous les argentins, pour montrer ce que nous sommes et ce que vaut notre force morale¹⁶² ».

Arturo Corbetta emploie les mêmes mots que les dictateurs en parlant du peuple « digne et aimant l'ordre et la paix¹⁶³ » devant lutter contre le « vice et la corruption¹⁶⁴ ». La famille est elle aussi évoquée, faisant appel à un bien précieux commun à tous et mobilisée pour collaborer dans « l'élimination du fléau subversif¹⁶⁵ ». Pour finir, le chef de la Police Fédérale conclut :

« Que cette date serve à renforcer la tradition policière et que Dieu nous illumine sur le chemin du Bien pour que la Police Fédérale argentine continue à être la forteresse imprenable qui arrête le crime et qui représente une main tendue, fraternelle¹⁶⁶ ».

Les trois éléments discursifs des militaires sont donc aussi présents chez la police : Dieu, la Patrie et la lutte antisubversive.

Pour convaincre le peuple argentin de la légitimité de la dictature, la circulation d'un récit solide et synchronisé entre tous les membres des Forces armées et policières, mais aussi de parties civiles et des médias, était une priorité. Les militaires connaissaient l'importance des médias et leur incidence sur l'opinion publique. L'obtention de leur complicité constituait donc un objectif majeur pour le gouvernement. Les dires de Jorge Videla, durant une conférence en avril 1977 [voir annexe n°5], montrent cette volonté de flatter le secteur de la communication

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ *Ibid.*

¹⁶¹ *Ibid.*

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ *Ibid.*

¹⁶⁴ *Ibid.*

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ *Ibid.*

afin de s'en servir. Ainsi, dès le début de son intervention, le dictateur remercie les présents, tous « consacrés à une activité si importante, celle de la communication sociale¹⁶⁷ ». Puis il poursuit :

« Je crois fermement que le dialogue est le meilleur moyen pour les gens d'entrer en relation les uns avec les autres. Mieux on se connaît, mieux on se comprend. Et mieux nous nous comprendrons, mieux nous pourrons nous aimer¹⁶⁸ ».

Cette dernière phrase est particulièrement surprenante de par son association entre le verbe « comprendre » et le verbe « aimer ». D'une part, la compréhension est une activité de la raison ; aimer, au contraire, relève de l'univers affectif et émotionnel. Or, comme nous l'avons vu auparavant, une des stratégies des militaires était de faire appel aux émotions de l'auditoire afin de créer une empathie et une complicité. Par la suite, Jorge Videla continue de complimenter ses interlocuteurs, ces « hommes et femmes dédiés à cette activité si noble qu'est la relation humaine¹⁶⁹ » et qui constituent un « lien quasi incontournable pour faciliter ce dialogue entre le gouvernant et le gouverné¹⁷⁰ ». Puis il déclare que c'est « en hommage à ce groupe que l'Armée ouvre aujourd'hui ses portes pour [les] recevoir en tant qu'invités¹⁷¹ ». Ces invités sont ceux qui exercent « cette fonction si délicate¹⁷² », ces « faiseurs d'opinion¹⁷³ » qui à travers leur propre « opinion objective, exerc[ent] une liberté responsable à la recherche d'un bien aussi noble que la vérité¹⁷⁴ ». Après ces éloges, le militaire commence à parler de la « subversion¹⁷⁵ » en tant que « phénomène global¹⁷⁶ » dont « l'agression¹⁷⁷ » est « globale¹⁷⁸ » elle aussi et cherche à « porter atteinte à la liberté des argentins et [à] changer leur mode de vie en un autre mode de vie à travers l'intimidation¹⁷⁹ ». Cette analyse des actions « subversives »

¹⁶⁷ VIDELA Jorge Rafael, le 19 avril 1977 face à des hommes d'affaires et des militaires [annexe n°5]. Traduction en français de l'auteur.

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ *Ibid.*

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² *Ibid.*

¹⁷³ *Ibid.*

¹⁷⁴ *Ibid.*

¹⁷⁵ *Ibid.*

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ *Ibid.*

¹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁷⁹ *Ibid.*

dans le pays finit par une première conclusion : « C'est cela la subversion et c'est le fléau contre lequel les Forces armées luttent et prétendent être comprises¹⁸⁰ ». Nous retrouvons ici le verbe « comprendre », associé antérieurement à la quête d'amour entre « les Hommes » ; et c'est cette compréhension que recherchent les Force armées, c'est-à-dire une adhésion mais aussi un attachement de la part des médias et par extension, de l'opinion publique.

Cette conscience de l'importance des médias et la volonté de se servir de ces derniers, apparaît à maintes reprises, comme par exemple, durant sa conférence de presse à Tokyo, au Japon, le 9 octobre 1979 [voir annexe n°8] lorsque Jorge Videla déclare :

« Le contact avec le journalisme est le moyen le plus direct et le plus efficace pour transmettre des opinions, exprimer des points de vue [...] me permettant de communiquer avec l'opinion publique de mon pays et du monde entier¹⁸¹ ».

Puis il poursuit : « Dans un monde qui connaît certains des changements les plus profonds de son Histoire, le rôle des médias progresse de jour en jour¹⁸² » et contribue « par le biais du journalisme dans toutes ses manifestations, à la compréhension entre les Hommes et à leur communication plus profonde et plus vraie sur les valeurs fondamentales pour un progrès moral, culturel et matériel¹⁸³ ».

Cependant, et en parallèle de cette quête de l'adhésion de l'opinion publique, les militaires faisaient comme si cette entente entre les gouvernants et gouvernés était déjà établie, plaçant le peuple argentin en tant que complice du coup d'État. Dans une conférence de presse à Caracas, au Venezuela le 23 octobre 1978 [voir annexe n°7], Roberto Viola répondait à des questions de divers journalistes à propos de la situation de son pays. Après avoir réitéré une nouvelle fois les « deux problèmes prioritaires¹⁸⁴ » ayant mené les militaires à s'appropriier du pouvoir, c'est-à-

¹⁸⁰ *Ibid.*

¹⁸¹ VIDELA Jorge Rafael, le 9 octobre 1979. Conférence de presse à Tokyo, au Japon [annexe n°8]. Traduction en français de l'auteur.

¹⁸² *Ibid.*

¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ VIOLA Roberto Eduardo, le 23 octobre 1978. Conférence de presse à Caracas au Venezuela [annexe n°7]. Traduction en français de l'auteur.

dire, « la confrontation avec la subversion et le terrorisme¹⁸⁵ » et le fait de devoir sauver le pays du « dérangement (*desquiciamiento*) total dans lequel il était plongé¹⁸⁶ », le militaire affirme :

« En ce qui concerne le premier problème, celui de la lutte contre la subversion, les Forces armées, avec l'approbation, je dirais de quasiment toute la population argentine, ont affronté leur adversaire et ont obtenu un succès presque total¹⁸⁷ ».

Cette allégation est réaffirmée par la suite : « nous affirmons avec fierté que nous avons gagné cette guerre, car nous avons bénéficié du soutien total et de la décision de combattre de toute la Nation argentine¹⁸⁸ ». Cette « guerre » c'est celle à laquelle la « Nation a été confrontée¹⁸⁹ », une « guerre sale¹⁹⁰ » contre la « subversion¹⁹¹ ». Cependant, ces « subversifs¹⁹² » et « terroristes¹⁹³ » sont présentés par la suite comme « un groupe minuscule¹⁹⁴ », équivalant à « moins de 0,1% de la population¹⁹⁵ » selon Viola. Cette contradiction entre l'ampleur que les militaires donnent au danger « subversif » justifiant la nécessité « urgente¹⁹⁶ » d'un coup d'État et le fait qu'ils considèrent eux même que « l'élément subversif¹⁹⁷ » était réduit à l'activité d'une infime proportion des citoyens, ne sera toutefois pas remarquée par les journalistes vénézuéliens.

L'énoncé que le peuple argentin est intrinsèquement d'accord avec l'action des militaires apparaît dès le premier discours de Videla le 30 mars 1976 [voir annexe n°2] lorsqu'il déclarait « Cette décision [le coup d'État], fondée sur la mission et l'essence même des institutions armées, a été mise en œuvre avec une retenue, une responsabilité, une fermeté et un équilibre qui ont reçu la reconnaissance du peuple argentin¹⁹⁸ ».

¹⁸⁵ *Ibid.*

¹⁸⁶ *Ibid.*

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ *Ibid.*

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ *Ibid.*

¹⁹¹ *Ibid.*

¹⁹² *Ibid.*

¹⁹³ *Ibid.*

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ *Ibid.*

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ *Ibid.*

¹⁹⁸ VIDELA Jorge Rafael, le 30 mars 1976, *op.cit.*

Cependant, l'exil d'individus traqués par le gouvernement militaire, le témoignage d'ex-détenus-disparus ainsi que la militance des *Madres* et *Abuelas* commençaient à avoir de sérieuses répercussions à l'international. En effet, à partir de 1978, la pression externe commençait à peser sur les militaires, inquiets pour leur image à l'étranger, ternie par des accusations de violations des droits de l'Homme dénoncées par l'Organisation des États Américains (OEA) qui envoya en 1979 sa Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) afin d'enquêter sur les dénonciations des familles de disparus. En seulement une semaine, la CIDH reçut 5 580 plaintes de victimes de violations des droits de l'Homme, dont 4 153 nouvelles, et ce, seulement dans les villes de Buenos Aires, Córdoba et Tucumán¹⁹⁹. D'autres organisations telles que l'ONU et des organismes de défenses des droits humains (argentins et étrangers) ont également mené des enquêtes. *Amnesty International*, par exemple, avait déjà réalisé un rapport sur la situation du pays en 1976²⁰⁰. L'année 1978 était cruciale pour le gouvernement militaire car tous les yeux étaient rivés sur l'Argentine, hôte de la Coupe du Monde de football. Il était d'autant plus important de donner une « bonne image » du pays.

Préoccupé par cette diffamation à l'étranger, Jorge Videla se défend dans un entretien télévisé en août 1980 [annexe n°9], en reprenant tous les éléments cités antérieurement. Pour commencer, le dictateur narre, une énième fois, le même récit à propos de la situation de l'Argentine avant le 24 mars 1976 :

« L'Argentine vivait dans un chaos politique, économique et social. Il était nécessaire d'apporter de l'ordre dans le désordre, de l'autorité dans l'anarchie, du progrès et de la paix dans un moment de violence, car nous vivions au milieu de la violence ²⁰¹».

Puis, à propos des dénonciations des organisations internationales sur la situation des disparus en Argentine, il répond :

¹⁹⁹ Rapport de la CIDH « La CIDH y los gobiernos autoritarios » dans *Comisión Interamericana de Derechos Humanos Plan Estratégico 2011 – 2015*, p. 26. Lien disponible en bibliographie.

²⁰⁰ Rapport d'*Amnesty International* de novembre 1976. Lien disponible en bibliographie.

²⁰¹ VIDELA Jorge Rafael, en août 1980. Entretien télévisé [annexe n°9]. Traduction en français de l'auteur.

« Il ne fait aucun doute que l'Argentine a été victime d'une campagne de diffamation dont le motif fondamental était de l'isoler du reste du monde, de provoquer et rendre son développement impossible [...] et cela est parfaitement prouvé²⁰² ».

Le caractère guerrier ainsi que l'adhésion du peuple à la prise de pouvoir militaire sont également évoqués : « Face à cette agression, nous avons été contraints d'accepter le défi, c'est-à-dire une guerre²⁰³ » et « l'Argentine a accepté une guerre qu'elle ne cherchait pas et qu'elle ne voulait pas, mais elle l'a affrontée comme une situation irréversible parce que ni plus ni moins que notre sens national et notre mode de vie étaient en jeu²⁰⁴ ». Puis :

« La guerre a laissé un bilan, des morts, des prisonniers, des disparus, un bilan douloureux qui ne nous réjouit certainement pas. Nous sommes fiers que les forces armées, avec la coopération des civils, aient vaincu la subversion et qu'aujourd'hui, grâce à cette victoire militaire, le pays jouisse de la paix, de la liberté et du respect²⁰⁵ ».

Pour Jorge Videla, ce n'était pas aux pays étrangers de juger la situation du pays mais au peuple argentin. Selon lui, le peuple avait déjà donné « son verdict²⁰⁶ » et avait « accepté que c'était le prix à payer pour la paix, la liberté et la dignité²⁰⁷ ».

Cependant, la Junte militaire était consciente que la dictature allait inévitablement arriver à sa fin et qu'afin d'éviter des condamnations pour crimes contre l'Humanité, la transition vers la démocratie devait être garantie et maîtrisée par les militaires eux-mêmes. Pour cela, Jorge Videla, précisait, en parlant de son remplacement imminent par Roberto Viola :

« Cette stratégie sera assurée par mon successeur, qui continuera de consolider l'ordre. Mais le pays finira par arriver à son destin, qui est

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ *Ibid.*

²⁰⁴ *Ibid.*

²⁰⁵ *Ibid.*

²⁰⁶ *Ibid.*

²⁰⁷ *Ibid.*

une démocratie authentique et adulte à la fin de ce processus (*proceso*)²⁰⁸ ».

Roberto Viola avait déjà évoqué ce point durant la conférence de presse au Venezuela, lorsqu'un journaliste lui avait demandé si des élections allaient être organisées en Argentine. Sa réponse était la suivante :

« Je ne vais pas être en mesure de vous donner une date. Mais je vous dirai que vous ne devez pas douter que l'Argentine reviendra à un régime constitutionnel une fois que trois ou quatre facteurs dont je vais vous parler seront réunis. Le premier, lorsque la lutte contre la subversion aura été pleinement assurée. Le deuxième, lorsque la réorganisation nécessaire des institutions argentines aura été effectuée. Le troisième, que les éléments politiques de la République argentine soient réorganisés et le quatrième, que ces éléments politiques, c'est-à-dire les partis politiques, puissent à nouveau jouer un rôle de premier plan dans la vie politique argentine²⁰⁹ ».

Toujours dans le même entretien de 1980, le journaliste demandait des explications à Jorge Videla, à propos de l'annulation de son voyage au Pérou. En effet, le Pérou venait de célébrer ses premières élections générales après 12 années de gouvernement militaire (1968-1980), et Videla, en tant que représentant de l'Argentine, était invité à célébrer cette ascension présidentielle. Pour justifier son absence, le dictateur expliquait qu'il avait été informé de la présence de « terroristes²¹⁰ » argentins au Pérou prêts à lui nuire une fois sur place. Et il précisait :

« L'Argentine n'a pas peur de la démocratie. Au contraire, nous adhérons à la jubilation d'un pays qui mettait fin à un cycle militaire et inaugurerait un cycle constitutionnel démocratique²¹¹ ».

²⁰⁸ *Ibid.*

²⁰⁹ VIOLA Roberto Eduardo, le 23 octobre 1978... *op.cit.*

²¹⁰ VIDELA Jorge Rafael, en août 1980... *op.cit.*

²¹¹ *Ibid.*

Ainsi, si les militaires avaient réussi à obtenir le pouvoir à travers la violence, ceci n'a pas garanti leur légitimité politique pour autant. C'est notamment à travers la construction d'un récit positionnant les Forces armées comme des héros dotés d'une mission visant à sauver l'Argentine du « chaos » et de la « subversion », que la Junte a tenté de conquérir cette légitimité politique. Mais la réitération de ce récit de la part des militaires, ainsi que des forces policières, de certains secteurs civils et d'une partie des médias argentins, n'aura pas suffi.

Un autre discours venait disputer le sens des événements et le caractère « subversif » attribué aux citoyens persécutés par la dictature. Les référentes de ce discours alternatif sont les *Madres* et *Abuelas* de la Place de Mai, qui, à travers l'exposition de leur propre corps sur la scène publique, ont rendu visible ce que les militaires tentaient de faire disparaître : leurs enfants (les « *detenidos-desaparecidos* ») et leurs petits-enfants (« *los nietos* »). Cet acte de bravoure dans un contexte autoritaire où les manifestations étaient interdites, leur a valu de devenir les principales opposantes du régime militaire qui tentait de décrédibiliser leur combat en les appelant les « *locas de la Plaza* » (les folles de la Place). Le *pañuelo blanco* (foulard blanc) sur la tête, qui était à l'origine une couche pour bébé²¹², est le symbole de ces femmes-mères devenues femmes-mères-militantes et l'emblème de la lutte contre la dictature en Argentine. Face à ceux qui considéraient que « *algo habrán hecho* », elles n'ont cessé de réclamer « *Verdad y Justicia* ». C'est grâce aux *Madres* et *Abuelas* que les disparus qui n'avaient pas « d'entité » selon Videla, sont désormais « *Presentes, ahora y siempre !* »

²¹² Nora Cortiñas, membre de « *Madres de la Plaza de Mayo, Línea Fundadora* » raconte : « C'était notre opportunité. La Basilique [de Luján] était bondée, spécialement par des jeunes. Nous portions des dépliants que nous répartissions, et face à cette multitude, nous devions réussir à nous retrouver. C'est à ce moment-là qu'apparut cette idée pour nous identifier entre nous. En réalité, quand nous commençâmes à l'utiliser, il ne s'agissait pas d'un foulard mais d'une couche pour bébé. Nous en avions toutes chez nous qui appartenaient à nos petits-enfants. C'est comme ça que, sans le vouloir, nous avons créé le symbole des *Mères* ». Cité par FELITTI Karina et RAMIREZ Morales Rosario. *Pañuelos verdes por el aborto legal: historia, significados y circulaciones en Argentina y México*. Encartes, vol. 3, núm. 5, marzo- agosto 2020, p.125. Traduction en français de l'auteur.

II. La « Fin de l'Histoire » et le début de la lutte contre le « djihadisme global ». Représentations du « terroriste islamiste » dans les discours gouvernementaux français, à partir des attentats de 2015.

En novembre 1989, la chute du mur de Berlin, qui constituait le symbole même de la guerre entre les deux blocs, annonce le début d'une nouvelle ère. Deux années plus tard, en 1991, l'effondrement de l'URSS confirme la fin de la Guerre froide et place les États-Unis et le bloc occidental comme grands vainqueurs, marquant cette « Fin de l'Histoire » comme le proclamait le politologue nord-américain Francis Fukuyama dans un article publié par la revue *The National Interest* en 1989. Pour Fukuyama, la « Fin de l'Histoire » signifiait le triomphe définitif de la démocratie libérale et la fin du communisme en tant qu'alternative au système capitaliste occidental. Si l'affirmation de Fukuyama fut fortement critiquée et moquée par de nombreux intellectuels qui la jugeaient naïve ou arrogante²¹³, la chute de l'URSS signifiait tout de même un grand frein - aussi temporaire soit-il - de la force révolutionnaire incarnée par le communisme. Cependant, la fin de la Guerre froide n'a pas engendré la paix pour autant ; de nombreux conflits persistaient. L'Europe, qui avait été épargnée de nouvelles guerres sur son territoire depuis 1945, a vu éclater un conflit armé en ex-Yougoslavie dès l'année 1991. Cette nouvelle guerre balkanique au sein de l'Europe anéantissait l'espoir d'un établissement de la paix après la Guerre froide. La fin du monde bipolaire atténuait cependant la « peur rouge » et la persécution de « l'ennemi communiste » à travers le globe. Cet ennemi idéologique, à présent affaibli, ne représentait plus un danger d'envergure pour le système capitaliste occidental.

En Amérique Latine, l'instabilité politique et le règne des dictatures militaires laissaient place à un retour progressif de la démocratie sur le continent, sans pour autant garantir une nouvelle stabilité. La crise politique, économique et sociale en décembre 2001 en Argentine, avec la succession de cinq présidents en à peine onze jours, est un exemple clair de cette fragilité. En Afrique et au Moyen-Orient, la situation était d'autant plus instable. Au-delà des guerres coloniales, l'Afrique et l'Asie ont fait partie des territoires les plus affectés par les guerres dites « périphériques » durant la Guerre froide. Dès 1948, la création de l'État d'Israël

²¹³ Par exemple, dans son livre *Spectres de Marx*, publié en 1993, Jacques DERRIDA disait que tous les « lecteurs-consommateurs de Fukuyama [...] s'abandonnent avec la jubilation d'une fraîcheur juvénile, [et] font figure d'attardés, un peu comme s'il était possible de prendre encore le dernier train après le dernier train - et d'être encore en retard sur une fin de l'histoire. ». Pour Derrida, Fukuyama fait un « diagnostic raté » avec un goût de « déjà vu ». DERRIDA, Jacques, *Spectres de Marx*, éd. Galilée, 1993, p.37 et 38.

sur des terres palestiniennes marquait le début d'un nouveau conflit non résolu à ce jour, entre le monde arabe et ce nouvel État soutenu par les principales puissances occidentales, notamment les États-Unis.

L'enjeu géopolitique de la Guerre froide a précipité les interventions dans ces pays dits « périphériques » par les États-Unis et l'Union Soviétique, les convertissant en des terrains de disputes entre les deux blocs. L'invasion de l'Afghanistan par l'armée rouge en 1979 en est une illustration. Pour lutter contre cette avancée soviétique, les États-Unis, se sont alliés au Pakistan et à l'Arabie Saoudite, en fournissant des armes à la résistance afghane et, comme le rappelle le politologue Asiem El Difraoui dans *Le djihadisme*, également à « des combattants islamistes des plus rétrogrades, dont certains leaders et réseaux qui nous hantent encore aujourd'hui²¹⁴ ». Le retrait des forces soviétiques en Afghanistan dès 1989 finit par laisser place à différents groupes armés de moudjahidines²¹⁵ jusqu'à la prise du pouvoir en 1996 par les talibans²¹⁶ faisant de ce pays le berceau du djihadisme²¹⁷ international avec notamment la prolifération de camps d'entraînements, généralement sous contrôle de l'organisation terroriste islamiste « Al-Qaïda ». Cette organisation, fondée en 1987 en Afghanistan, a non seulement formé des milliers de djihadistes dans le monde, mais également perpétré l'attaque terroriste la plus meurtrière de l'histoire.

Cette attaque, qui est en réalité une série d'attentats perpétrés de façon simultanée le 11 septembre 2001 aux États-Unis, consistait en un détournement de quatre avions de ligne dont deux projetés sur les tours jumelles du World Trade Center à New York, avec un bilan global de quasiment 3000 morts et plus de 6000 blessés. Ces attentats ont provoqué un tournant historique projetant le terrorisme sur le devant de la scène internationale en tant que nouvel acteur et ennemi des démocraties occidentales. L'organisation Al-Qaïda est devenue la principale référence de ce nouveau « djihad global ». Suite à ces attaques, le Président étasunien de l'époque, Georges W. Bush, s'est adressé au Congrès de son pays afin de déclarer une guerre au réseau terroriste mondial :

²¹⁴ EL DIFRAOUI Abdelasiem, *Le djihadisme*. Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2021, p.1.

²¹⁵ Selon le dictionnaire *Larousse*, « les moudjahidines sont ceux qui font le djihad ; combattants de divers mouvements de libération nationale du monde musulman ».

²¹⁶ Selon le dictionnaire *Larousse*, « les talibans sont des étudiants en théologie islamique d'ethnie pachtoune. Les talibans, issus des écoles du Pakistan et de l'Afghanistan, ont formé une armée qui a pris le pouvoir dans ce dernier pays ».

²¹⁷ Selon le dictionnaire *Larousse*, « le djihadisme désigne les idées et l'action des fondamentalistes extrémistes qui recourent au terrorisme en se réclamant de la notion islamique de djihad ».

« Une guerre qui commence avec Al-Qaïda, mais qui ne s'arrête pas là. Elle ne s'arrêtera pas tant que tous les groupes terroristes d'envergure mondiale n'aurent pas été trouvés, arrêtés et vaincus²¹⁸ ».

Le linguiste Mathieu Guidère souligne dans « Le terrorisme avant et après l'État islamique » qu'en lançant une guerre globale contre la terreur, l'administration étasunienne a donné une « visibilité inespérée à l'ensemble de la mouvance djihadiste et [a] contribué à la construction de la figure du combattant étranger²¹⁹ ».

Trois ans plus tard, le 11 mars 2004, Al-Qaïda frappait à nouveau, cette fois-ci à Madrid en Espagne, avec l'explosion de plusieurs bombes placées dans des trains desservant les banlieues de la capitale espagnole. Cet attentat eut comme résultat 192 personnes tuées et 1858 blessées. C'est, jusqu'à aujourd'hui, l'attentat le plus meurtrier d'Europe.

En ce qui concerne la France, les premiers attentats dit « islamistes » ont eu lieu entre 1985 et 1986. Le plus emblématique de cette époque est l'attentat de la rue de Rennes, perpétré le 17 septembre 1986 dans le 6^e arrondissement de Paris, lorsqu'un explosif caché dans une poubelle sur le trottoir a fait sept morts et plus d'une cinquantaine de blessés. Il fut ensuite revendiqué par une cellule du Hezbollah²²⁰. Vers la fin des années 90, c'est le Groupe Islamique Armé algérien (GIA) qui va attaquer le sol français en réponse au soutien de la France au régime militaire algérien opposé à des groupes islamistes durant la guerre civile. Après une période d'accalmie, le contexte du « Printemps arabe » en 2011 et d'interventions françaises à l'étranger (en 2011 en Libye et en 2013 au Mali, par exemple) correspond à une nouvelle vague d'attentats d'une ampleur inédite en France.

Ainsi, à partir de 2012, la France fut la cible d'un grand nombre d'attaques qualifiées de « terroristes » sur son territoire. En mars 2012, Mohammed Merah, un jeune franco-algérien,

²¹⁸ BUSH Georges W « Address to a joint session of Congress and the American people », 2001. Lien en bibliographie. Traduction en français de l'auteur. Phrase en langue originale : « Our war on terror begins with al Qaeda, but it does not end there. It will not end until every terrorist group of global reach has been found, stopped and defeated ».

²¹⁹ GUIDERE Mathieu, « Le terrorisme avant et après l'État islamique », *Confluences Méditerranée*, 2017/3 (N° 102), p.69.

²²⁰ Le Hezbollah est un groupe islamiste chiite créée en 1982, suite à la révolution islamique iranienne en 1979, et basé au Liban.

assassinait sept personnes (dont trois enfants dans une école juive) à Toulouse et à Montauban. Nicolas Sarkozy, président à l'époque, dans une déclaration le 21 mars 2012, en hommage aux victimes des attentats, parlait d'un acte commis par « un tueur », « un assassin », « la sauvagerie d'un homme »²²¹. Le mot « terroriste » n'apparaît ici qu'une seule fois, pour qualifier la mort des soldats ciblés par Merah. A leur sujet, Sarkozy déclarait :

« La mort que nos hommes ont rencontrée n'était pas celle à laquelle ils étaient préparés. Ce n'était pas la mort des champs de bataille, mais une exécution terroriste ».

Si l'année 2012 marquait le début de cette nouvelle vague terroriste en France, l'année 2015 restera dans la mémoire collective comme l'année la plus sanglante. Le 7 janvier 2015, les frères Chérif et Saïd Kouachi, de nationalité française, ont assassiné onze personnes au siège du journal satirique *Charlie Hebdo*, à Paris. Les attentats ont été revendiqués par « Al-Qaïda dans la péninsule arabique » (AQPA), en représailles à la publication, dans le journal, d'une série de caricatures satiriques du prophète musulman Mahomet. Deux jours plus tard, Amedy Coulibaly, français lui aussi, a assassiné, à son tour, quatre personnes lors d'une attaque antisémite dans un supermarché juif appelé « Hyper Cacher » près de la Porte de Vincennes, à Paris également. La veille, Coulibaly avait déjà tué une policière municipale à Montrouge. Quelques mois plus tard, le 13 novembre 2015, une série d'attentats en simultané dans la capitale ont fait à leur tour 130 morts et des centaines de blessés. Ces attaques, perpétrées par un commando de jeunes pour la plupart français et belges (dont le seul survivant, Salah Abdeslam, a été, depuis, jugé et emprisonné en France), ont été revendiquées par l'organisation terroriste Daech. Les déclarations du président François Hollande, trois jours après les attentats de novembre 2015, seront comparées au discours de George W. Bush après les attentats de 2001 aux États-Unis. Le journal *Le Monde* dédiera un article à ce propos²²², montrant la similitude de certaines phrases du président français, « une armée djihadiste qui nous combat parce que la France est un pays de liberté, parce que nous sommes la Patrie des droits de l'Homme²²³ » avec celles du président étasunien qui parlait des terroristes ayant « attaqué l'Amérique parce que

²²¹ Déclaration de Nicolas SARKOZY, président de la République, en hommage aux victimes des attentats de Toulouse et Montauban, le 21 mars 2012 à Montauban (Tarn-et-Garonne). Lien du discours en bibliographie.

²²² AUDUREAU William, « Après les attentats, les similitudes entre les discours de Hollande et de Bush en 2001 » dans *Le Monde*, le 17 novembre 2015. Lien en bibliographie.

²²³ *Ibid.*

nous sommes la maison et les défenseurs de la liberté²²⁴ ». Tout comme aux États-Unis, le discours de François Hollande apparaît comme une déclaration de guerre contre ce « terrorisme djihadiste qui menace le monde entier et pas seulement la France²²⁵ ».

Pour commencer à réfléchir à cette déclaration de guerre et à la représentation du « terroriste islamiste » ou « djihadiste » dans les discours officiels français, il est important de définir tout d'abord ce que signifie le terme « terrorisme ». Ce dernier fonctionne de façon similaire à la notion de « subversion », pouvant viser tout type de personne puisqu'il est défini par l'énonciateur, et non par nature. Il s'agirait ici aussi d'un concept ample et façonné à la demande, selon le contexte géopolitique.

En termes généraux, l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 49/60 - paragraphe 3 de 1994, définissait le terrorisme comme « des actes criminels à des fins politiques conçus ou destinés à provoquer un état de terreur dans la population générale, dans un groupe de personnes ou chez des personnes déterminées²²⁶ ». Cette définition, tout en précisant qui peut être victime d'une attaque terroriste (« la population générale », « un groupe de personnes » ou « des personnes déterminées »), ne précise pas les caractéristiques des auteurs de ces actes violents. Dans l'imaginaire social, le terrorisme est généralement perçu comme l'action violente d'un groupe réduit de personnes ayant un objectif commun, qu'il soit politique ou religieux. Un acte « terroriste » dépend-t-il donc du nombre de victimes, du *modus operandi* ou de l'idéologie derrière l'acte en soi ?

Les États-Unis constituent un terrain d'analyse particulièrement propice à l'étude de cette question. En effet, dans ce pays, où le port d'armes est légal et même encouragé par une partie de la classe politique, les tueries de masses sont fréquentes. Selon un rapport du FBI repris par le journal français *Le Monde*, l'année 2021 a été marquée par 61 fusillades, dans 30 États différents, causant 103 morts et 140 blessés, contre 40 crimes similaires en 2020 et 30 les deux années précédentes²²⁷. Si l'on observe les cinq fusillades les plus meurtrières dans les années

²²⁴ *Ibid.*

²²⁵ HOLLANDE François, le 16 novembre 2015. Déclaration du président devant les 577 députés et 348 sénateurs, réunis en Congrès à Versailles. Lien du discours en bibliographie.

²²⁶ Résolution 49/60. Mesures pour éliminer le terrorisme international. Assemblée Générale des Nations Unies. Lien disponible en bibliographie.

²²⁷ SMOLAR Piotr « Les États-Unis sous le choc d'une nouvelle fusillade : au moins 19 enfants tués dans une école du Texas » dans *Le Monde* le 25 mai 2022. Lien disponible en bibliographie.

2000 sur le sol étasunien (dans un festival à Las Vegas en 2017, 58 morts, dans une boîte de nuit LGBT à Orlando en 2016, 49 morts, à l'Université Virginia Tech en 2007, 32 morts, à l'école primaire Sandy Hook en 2012, 27 morts et dans l'église Sutherland Springs en 2017, 26 morts), seule celle d'Orlando en 2016 a été revendiquée par Daech. De façon simultanée, c'est également la seule de ces tueries de masse à être qualifiée comme un acte « terroriste » par les médias étasuniens²²⁸. Les autres fusillades citées précédemment furent désignées comme le produit de la folie de leurs auteurs respectifs, c'est-à-dire, des actes provoqués par des troubles psychiatriques, ou même par simple solitude. Ces tireurs-ci ne sont pas appelés des « terroristes » mais *gunman*²²⁹ (homme armé) ou *shooter*²³⁰ (tireur) dans les journaux. Mais alors, quelle est la différence entre un acte terroriste et une tuerie de masse commise par un individu isolé ?

Un attentat est qualifié de « terroriste » non pas en rapport au nombre de victimes mais en fonction des convictions idéologiques et des organisations le revendiquant. Lorsqu'il s'agit d'un acte commis par un individu sans adhésion particulière à une doctrine politique ou religieuse, les médias parleront d'un *shooter*. Si, au contraire, ce même individu tue, ne serait-ce qu'une personne, au nom d'une religion ou d'une militance politique considérée comme extrémiste, il sera qualifié de « terroriste ». Cette qualification est alors strictement politique et non pas descriptive. Si, autrefois, le mot « terrorisme » pouvait être associé à des groupes marxistes (comme nous avons pu le voir durant la dictature argentine), ou à des organisations indépendantistes, depuis la fin de la Guerre froide il est fortement associé au radicalisme islamiste. Afin d'évaluer la dimension éminemment politique de l'emploi du mot « terrorisme » au XXI^e siècle, nous nous proposons d'analyser son utilisation à partir des attentats de 2015, dans des discours des gouvernements sous les présidences de François Hollande et d'Emmanuel Macron.

²²⁸ ALVAREZ Lizette Alvarez and PEREZ-PENA Richard (Juin 2016) "Orlando Gunman Attacks Gay Nightclub, Leaving 50 Dead. Dans le New York Times". Lien disponible en bibliographie.

²²⁹ FERNANDEZ Manny and MELE Christopher (Novembre 2017) « Gunman Kills at Least 26 in Attack on Rural Texas Church » dans le New York ou The Associated Press (Décembre 2012) "20 children among dead in Connecticut school massacre" dans CBC ou HAUSER Christine (Avril 2007) "Virginia Gunman identified as a student" dans le New York Times. Lien disponible en bibliographie.

²³⁰ GOLDMAN Russell (Avril 2007) « Shooter, Cho, 'Was a Loner,' Official Says » dans le ABC NEWS ou KENNEDY Gerrick (Octobre 2017) "Festival attacked by Las Vegas shooter had been success story in creating outdoor music destination" dans le LA Times. Lien disponible en bibliographie.

a. La France, le « terroriste » et la guerre contre le « djihadisme global »

En France les attentats à partir de l'année 2012 ont tous été qualifiés en tant qu'attentats « terroristes » par le gouvernement. Le 9 janvier 2015, le président de la République de l'époque, François Hollande, déclarait à propos des attentats des 7, 8 et 9 janvier que « la France a fait face²³¹ » à des « terroristes²³² », des « illuminés²³³ », des « fanatiques²³⁴ ». Cette brève déclaration du président peut être divisée en plusieurs parties distinctes : en premier lieu, il exprimait sa « solidarité aux familles, aux victimes, aux blessés²³⁵ » et parlait de la France en la personnifiant, « elle²³⁶ » qui « a fait face²³⁷ » et qui « surmonte une épreuve²³⁸ ». Puis, il saluait le « courage, la bravoure, l'efficacité des gendarmes, des policiers, de tous ceux qui ont participé à ces opérations²³⁹ ». Par la suite, il appelait à la « vigilance, à l'unité et à la mobilisation²⁴⁰ » et insistait sur chacun de ces appels. Enfin, après la réitération de sa reconnaissance envers « nos soldats²⁴¹ », il parlait des « nombreux chefs d'État et de gouvernement du monde entier [qui] ont voulu nous exprimer leur solidarité²⁴² ». Pour finir, il réalisait un nouvel appel au rassemblement général « pour porter ces valeurs de démocratie, de liberté, de pluralisme, auxquelles nous sommes tous attachés et que l'Europe d'une certaine façon représente²⁴³ ».

Nous allons retrouver ces éléments de langage à maintes reprises dans les discours gouvernementaux à propos des attentats. C'est le cas, par exemple, du discours tenu par le Premier ministre de l'époque, Manuel Valls, devant l'Assemblée nationale, quelques jours plus tard, le 13 janvier 2015. Ce discours, de plus de 43 minutes, fait partie d'une « séance spéciale d'hommage aux victimes des attentats », c'est-à-dire, celles des attentats du 7, 8 et 9 janvier

²³¹ HOLLANDE François, le 9 janvier 2015. Déclarations du président de la République, sur l'attentat contre l'hebdomadaire *Charlie Hebdo*, le meurtre d'une policière et les deux prises d'otages des 7, 8 et 9 janvier 2015, à Paris. Lien du discours en bibliographie.

²³² *Ibid.*

²³³ *Ibid.*

²³⁴ *Ibid.*

²³⁵ *Ibid.*

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ *Ibid.*

²³⁸ *Ibid.*

²³⁹ *Ibid.*

²⁴⁰ *Ibid.*

²⁴¹ *Ibid.*

²⁴² *Ibid.*

²⁴³ *Ibid.*

2015. Dès ses premiers mots, Manuel Valls parle de la « barbarie²⁴⁴ » qui a emporté 17 vies. Puis il continue :

« Les terroristes ont tué, assassiné des journalistes, des policiers, des Français juifs, des salariés. Les terroristes ont tué des personnes connues ou des anonymes, dans leur diversité d'origine, d'opinion et de croyance²⁴⁵ ».

Le Premier ministre va utiliser le mot « terroristes » ou « terrorisme » 28 fois au total : « dire un « non » implacable au terrorisme²⁴⁶ » ; « mettre hors d'état de nuire, le plus vite possible, ces trois terroristes²⁴⁷ » ; « donneurs d'ordres du terrorisme international²⁴⁸ » ; « les terroristes djihadistes²⁴⁹ » ; « cette menace terroriste²⁵⁰ » ; « les groupes terroristes²⁵¹ » entre autres. Mais il va aussi parler de « menace intérieure²⁵² » et de « phénomènes de radicalisation²⁵³ » présents sur « l'ensemble du territoire²⁵⁴ » ainsi que d'une « menace globale²⁵⁵ » exigeant des interventions « là où les groupes terroristes s'organisent pour nous attaquer, pour nous menacer²⁵⁶ ». Il nomme le Mali et l'Irak comme deux pays où les forces armées françaises sont déjà engagées afin de combattre ce « djihadisme international²⁵⁷ ».

Le fait que le djihadisme soit qualifié « d'international » renvoie à la même dimension globale qu'avait le communisme soviétique aux yeux du bloc occidental. Ce rapprochement entre le caractère international adjugé au djihadisme actuel et celui du communisme durant la Guerre froide, n'est cependant pas une comparaison entre les convictions de chacun. Ce que nous voulons souligner ici, c'est que dans la construction narrative de l'ennemi - qu'il soit

²⁴⁴ VALLS Manuel, le 13 janvier 2015. Séance spéciale d'hommage aux victimes des attentats de janvier 2015 à l'Assemblée nationale. Lien du discours en bibliographie.

²⁴⁵ *Ibid.*

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ *Ibid.*

²⁴⁸ *Ibid.*

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ *Ibid.*

²⁵¹ *Ibid.*

²⁵² *Ibid.*

²⁵³ *Ibid.*

²⁵⁴ *Ibid.*

²⁵⁵ *Ibid.*

²⁵⁶ *Ibid.*

²⁵⁷ *Ibid.*

nommé « subversif », « communiste » ou « terroriste » – la désignation d’une menace intérieure va de pair avec la dénonciation d’une menace extérieure, globale. Ceci, en plus d’amplifier la peur face à un ennemi beaucoup plus puissant car présent à l’international, renforce l’idée d’un besoin d’unité à échelle nationale mais aussi globale. C’est cet « effort impérieux²⁵⁸ » d’unité, ainsi que la solidarité des pays du monde et notamment ceux d’Europe, que va demander Manuel Valls. Car, pour lui, la France n’est pas un pays comme les autres ; elle est « l’esprit des lumières²⁵⁹ », « la République chevillée au corps²⁶⁰ », « une liberté farouche²⁶¹ », « une conquête de l’égalité²⁶² », « une soif de fraternité²⁶³ », « un mélange si singulier de dignité, d’insolence, et d’élégance²⁶⁴ ». De son côté, Paris est, selon le Premier ministre, « la capitale universelle de la liberté et de la tolérance²⁶⁵ » et c’est pour cela que quand la « France s’est retrouvée dans l’épreuve, [...] le monde entier est venu à elle, car le monde sait lui aussi la grandeur de la France et ce qu’elle incarne d’universel²⁶⁶ ». Ainsi, face au portrait d’un djihadisme global s’érige une France universelle qui incarne les valeurs républicaines et défend « la tolérance, la laïcité, la démocratie, la liberté²⁶⁷ ».

La personnification de la France, en tant que figure de style, apparaît de façon récurrente au sein des discours gouvernementaux. Dans une nouvelle déclaration de François Hollande le 16 novembre 2015, devant les sénateurs et les députés à Versailles après les attentats du 13 novembre, le président employait de nouveau ce procédé littéraire :

« La République française a surmonté bien d’autres épreuves. Elle est toujours là, bien vivante, et ceux qui ont entendu la défier ont toujours été les perdants de l’Histoire²⁶⁸ ».

« C’est la France toute entière qui était la cible des terroristes. La France qui aime la vie, la culture, le sport, la fête. La France sans

²⁵⁸ *Ibid.*

²⁵⁹ *Ibid.*

²⁶⁰ *Ibid.*

²⁶¹ *Ibid.*

²⁶² *Ibid.*

²⁶³ *Ibid.*

²⁶⁴ *Ibid.*

²⁶⁵ *Ibid.*

²⁶⁶ *Ibid.*

²⁶⁷ *Ibid.*

²⁶⁸ HOLLANDE François, le 16 novembre 2015... *op.cit.*

distinction de couleur, d'origine, de parcours, de religion. La France que les assassins voulaient tuer²⁶⁹ ».

« La France est toujours une lumière pour l'humanité. Et quand elle est atteinte, c'est le monde qui se retrouve un temps dans la pénombre²⁷⁰ ».

« Je veux que la France puisse rester elle-même²⁷¹ ».

De la même façon chez Manuel Valls :

« La France protégera, et le président l'a rappelé ce matin, la France protégera comme elle l'a toujours fait, tous ces concitoyens²⁷² ».

« La France est soutenue de tous car elle est le tout²⁷³ ».

« La République, elle est fraternelle, elle est généreuse, elle est là pour accueillir chacun²⁷⁴ ».

« La France est debout. Elle est là, elle est toujours présente²⁷⁵ ».

Emmanuel Macron, confronté à de nouveaux attentats durant sa présidence, maintiendra cette narrative dans ses discours, personnifiant aussi la France, « c'est la France qui est attaquée²⁷⁶ ». Il parle de ses « valeurs²⁷⁷ », celles de « la liberté et de la fraternité²⁷⁸ », son « art

²⁶⁹ *Ibid.*

²⁷⁰ *Ibid.*

²⁷¹ *Ibid.*

²⁷² VALLS Manuel, le 13 janvier 2015... *op.cit.*

²⁷³ *Ibid.*

²⁷⁴ *Ibid.*

²⁷⁵ *Ibid.*

²⁷⁶ MACRON Emmanuel, le 29 octobre 2020. Déclaration du président de la République, sur l'attaque terroriste de Nice, à Nice. Lien du discours en bibliographie.

²⁷⁷ *Ibid.*

²⁷⁸ MACRON Emmanuel, le 11 mars 2022. Déclaration du président de la République, sur la lutte contre le terrorisme, à Suresnes. Lien du discours en bibliographie.

de penser, celui des Lumières²⁷⁹ » et la nécessité d'une union nationale, mais aussi européenne, l'Europe étant « un projet contre le terrorisme ²⁸⁰ ». Face à cette Europe unie, « le terrorisme cherche la division²⁸¹ », ce terrorisme comme « pulsion de mort ²⁸² » devant l'Europe, un « élan de vie²⁸³ ».

Cette personnification de la France lui donnant des caractéristiques humaines et un genre féminin, crée un sentiment d'unité et une dimension maternelle, comme s'il s'agissait d'une entité harmonieuse et solide, représentant des valeurs spécifiques et intrinsèques. Ces valeurs, ce sont celles de la « République », de la « laïcité », « de la démocratie », « des lumières », « de la tolérance », « de l'égalité », « de la fraternité » confrontées à « la barbarie », « l'abomination », l'obscurantisme », « la lâcheté », « le terrorisme », « le djihadisme », « l'islamisme ». L'opposition entre la « lumière » (la France) et l'« obscurantisme » (le djihadisme) est présente à chaque discours.

Si Manuel Valls se demandait de façon rhétorique « Sommes-nous en guerre ? » en janvier 2015, avec l'extrême violence et l'amplitude des attentats de novembre, la question ne se pose plus au gouvernement. Ainsi, le 16 novembre 2015, François Hollande commence son discours en affirmant :

« La France est en guerre. Les actes commis vendredi soir à Paris et près du Stade de France, sont des actes de guerre. Ils ont fait au moins 129 morts et de nombreux blessés. Ils constituent une agression contre notre pays, contre ses valeurs, contre sa jeunesse, contre son mode de vie²⁸⁴ ».

Le mot « guerre » va apparaître 15 fois au total :

« Nous ne sommes pas engagés dans une guerre de civilisation, parce que ces assassins n'en représentent aucune. Nous sommes dans

²⁷⁹ *Ibid.*

²⁸⁰ *Ibid.*

²⁸¹ *Ibid.*

²⁸² *Ibid.*

²⁸³ *Ibid.*

²⁸⁴ HOLLANDE François, le 16 novembre 2015... *op.cit.*

une guerre contre le terrorisme djihadiste qui menace le monde entier et pas seulement la France²⁸⁵ ».

« Cette guerre qui a commencé depuis plusieurs années²⁸⁶ ».

« Les actes de guerre de vendredi ont été décidés, planifiés en Syrie²⁸⁷ ».

« Face aux actes de guerre qui ont été commis sur notre sol - et qui viennent après les attentats du 7, 8 et 9 janvier, et tant d'autres crimes commis ces dernières années au nom de cette même idéologie djihadiste - nous devons être impitoyables²⁸⁸ ».

« Avec les actes de guerre du 13 novembre, l'ennemi a franchi une nouvelle étape²⁸⁹ ».

« Nous devons faire évoluer notre Constitution pour permettre aux pouvoirs publics d'agir, conformément à l'état de droit, contre le terrorisme de guerre²⁹⁰ ».

« Pourtant nous sommes en guerre. Mais cette guerre d'un autre type face à un adversaire nouveau appelle un régime constitutionnel permettant de gérer l'état de crise²⁹¹ ».

La dimension globale du djihadisme et la nécessité d'une coalition internationale afin de lutter contre ce dernier ont une place constitutive dans le discours de François Hollande, qui demande non seulement une unité nationale mais également « un rassemblement de tous ceux qui peuvent réellement lutter contre cette armée terroriste dans le cadre d'une grande et unique

²⁸⁵ *Ibid.*

²⁸⁶ *Ibid.*

²⁸⁷ *Ibid.*

²⁸⁸ *Ibid.*

²⁸⁹ *Ibid.*

²⁹⁰ *Ibid.*

²⁹¹ *Ibid.*

coalition²⁹² ». Le champ lexical de la guerre est très présent dans les discours mentionnés ci-dessus, avec l'emploi de mots tels que « ennemis », « combat », « agression », « attaque » etc. Les auteurs des attentats sont eux nommés ici par Hollande comme une « armée djihadiste », « Daech », « méprisables tueurs », « terroristes », « assassins », « terrorisme djihadiste », « idéologie djihadiste ».

Quelques jours plus tard, le 25 novembre 2015, Manuel Valls se dirige de nouveau à l'Assemblée nationale. Sur le site officiel du gouvernement, ces déclarations sont intitulées : « Engagement des forces en Syrie »²⁹³. Cette dénomination indique un élément crucial avant même d'analyser le discours en soi : il ne s'agit plus ici d'une séance en hommage aux victimes comme le 13 janvier, mais d'une déclaration de guerre en toutes lettres. Ainsi, le Premier ministre commence son intervention par une phrase qui peut paraître similaire à celles que nous avons déjà analysées, mais de fait, ne l'est pas : « Le vendredi 13 novembre, Daech – l'État islamique – a frappé la France²⁹⁴ ». Dire « État islamique » n'est pas anodin. En parlant « d'État Islamique », Manuel Valls reprend l'autodénomination de Daech, avec la présence du mot « État » renvoyant à la revendication même de l'organisation terroriste de dominer un territoire et d'instaurer un *califat*²⁹⁵. Ceci veut dire que Manuel Valls, en nommant l'ennemi comme « l'État islamique », ne fait que renforcer et cautionner les prétentions de Daech. C'est le même cas pour le terme « ISIS », qui signifie en anglais, *Islamic State of Iraq and Syria* (État Islamique d'Irak et de Syrie). De plus, le mot *islamique* renvoie à tout ce qui est relatif à la civilisation de l'islam dans tous les domaines, comme l'art ou la philosophie par exemple. L'*islamisme* au contraire, a une connotation politique et religieuse, liée aux sphères les plus totalitaristes et radicalisées. Reprendre l'expression État *islamique*, renforce un amalgame alors que, quelques mois auparavant, le Premier ministre déclarait « L'autre urgence, c'est de protéger nos compatriotes musulmans [...] Ce débat, il n'est pas entre l'Islam et la société²⁹⁶ ».

La phrase suivante « cette armée terroriste s'en est pris lâchement à ce qui fait notre pays » renforce l'idée de l'ennemi en tant qu'État possédant une armée. Cette désignation

²⁹² *Ibid.*

²⁹³ VALLS Manuel, le 25 novembre 2015. Déclaration du Premier ministre à l'Assemblée nationale « Engagement des forces en Syrie ». Lien du discours en bibliographie.

²⁹⁴ *Ibid.*

²⁹⁵ Un califat est un territoire soumis à l'autorité d'un calife, c'est-à-dire un chef d'État, reconnu comme étant la personne qui fait respecter les préceptes du prophète Mahomet au niveau de la gestion politique.

²⁹⁶ VALLS Manuel, le 13 janvier 2015... *op.cit.*

publique d'un groupe terroriste comme un « État » et/ou une « armée » est également une manière de construire un ennemi imposant. Si l'on prend les exemples précis des attentats de Paris en 2015, « l'armée » dont parle Manuel Valls, consiste en l'action directe d'une douzaine de personnes - loin des effectifs massifs d'une armée d'État. Il semblerait alors que le Premier ministre ne soit pas en train de parler directement des auteurs des attentats en France, mais fasse référence au « djihadisme international ».

Le mot « armée » a alors une dimension belliciste et surtout politique. Face à cette « armée » terroriste, Manuel Valls insiste sur la notion de guerre, mot qui apparaît 10 fois :

« La France mène et mènera une guerre implacable²⁹⁷ » ; « Nous gagnerons cette guerre. Nous gagnerons cette guerre contre la barbarie²⁹⁸ » ; « Gagner cette guerre, c'est mener de front deux combats²⁹⁹ » ; « 241 armes ont été saisies, dont une vingtaine d'armes de guerre³⁰⁰ » ; « La France est au cœur de cette guerre contre Daech³⁰¹ » ; « Pour que nous ne portions pas seuls le fardeau de la guerre³⁰² » ; « Nous sommes en guerre³⁰³ » ; « Cette guerre sera longue³⁰⁴ » ; « Faire la guerre contre Daech, contre l'État islamique, c'est inscrire notre engagement militaire dans une stratégie de long terme³⁰⁵ ».

Cette dernière phrase synthétise la stratégie narrative de Manuel Valls : il décrit une guerre contre un État. Un État « barbare » qui possède une « armée », ce qui justifie la mobilisation des forces nationales et donc, un « engagement militaire dans une stratégie de long terme » de la France. Ce n'est pas la première fois que le mot « barbarie » apparaît ici. En effet François Hollande parlait aussi des « barbares » quelques jours auparavant, et Manuel Valls commençait son discours le 13 janvier en parlant des 17 vies qui ont été « emportées par la barbarie ». L'utilisation de ce mot mérite une attention particulière car il rappelle le lexique d'un

²⁹⁷ *Ibid.*

²⁹⁸ *Ibid.*

²⁹⁹ *Ibid.*

³⁰⁰ *Ibid.*

³⁰¹ *Ibid.*

³⁰² *Ibid.*

³⁰³ *Ibid.*

³⁰⁴ *Ibid.*

³⁰⁵ *Ibid.*

passé impérialiste et colonial lorsque plusieurs pays européens, dont la France, se sont positionnés comme les patries de race supérieure avec une « mission civilisatrice³⁰⁶ » dans des continents comme l'Afrique, l'Asie ou l'Amérique dont la population était considérée comme « sauvage » et « barbare »³⁰⁷. Comme l'explique Enzo Traverso, ces stéréotypes raciaux étaient présents à la fois dans le langage de la science, de la morale et de la philosophie de l'histoire appartenant à la culture de l'Europe impérialiste et colonialiste et illustraient « les tentatives de rationalisation et de légitimation idéologique d'une gigantesque entreprise de conquête et de génocide³⁰⁸ ». L'appel du Premier ministre « d'agir à la racine », c'est-à-dire, en Irak et en Syrie, montre que pour lui, « la racine » de ce danger est en dehors de la France. Il serait donc un produit étranger qui rentrerait sur le territoire national avec l'intention de nuire. Ceci déresponsabilise la France et prétend que le problème se trouve ailleurs que dans l'hexagone, (ce qui est pour le moins surprenant si l'on prend le cas des attentats de 2015, où Amedy Coulibaly, les frères Kouachi et les frères Abdeslam, par exemple, sont tous nés et été élevés en France ou en Belgique).

Que le Premier ministre utilise un lexique militariste, nationaliste et impérialiste au sein d'un gouvernement socialiste est à remarquer. En effet, dans un pays dont le passé colonial et ses conséquences sont amplement documentés, l'emploi de mots comme « barbarie » renvoie à des narratives propres à cette époque coloniale et aux secteurs conservateurs. La légitimation d'un discours guerrier contre « la barbarie » encourage la construction de cette altérité négative au niveau symbolique et suscite des amalgames dangereux. Ceci participe à la banalisation de discours xénophobes et contribue au développement d'idéaux extrémistes et nationalistes, ouvrant ainsi une voie vers des principes et des pratiques autoritaires.

Bien que le contexte soit différent, certains éléments résonnent entre les discours des militaires argentins et ceux du gouvernement français. Dans le cas des militaires, nous avons identifié trois concepts récurrents : la Patrie, Dieu et la lutte antiterroriste. En France, la « Patrie » devient la « République », les valeurs laïques remplacent les valeurs chrétiennes et la

³⁰⁶ TRAVERSO Enzo, *op.cit.*, p.84.

³⁰⁷ Une illustration symbolique de cette opposition est le titre de l'ouvrage de Domingo Faustino Sarmiento, septième président de l'Argentine et principal instigateur du système éducatif du pays, qui a publié en 1845 « *Facundo o Civilización y barbarie en las pampas argentinas* ». Ce récit connut un grand succès parmi les élites latino-américaines de l'époque, basé sur l'idée que l'Amérique Latine devait reproduire le modèle européen, celui de la « civilisation » contre la « barbarie » des peuples autochtones.

³⁰⁸ TRAVERSO Enzo, *op.cit.*, p. 74.

lutte n'est pas contre la « subversion marxiste » mais contre le « terrorisme islamiste ». Si les valeurs défendues ne sont pas du tout les mêmes, il est cependant possible d'envisager certaines similitudes dans la forme de l'ensemble des discours que nous avons choisi d'analyser ici.

Personnifiée, la France est aussi magnifiée comme la plus grande représentante des valeurs républicaines de liberté, fraternité et laïcité, à échelle mondiale, que le djihadisme, global lui aussi, tenterait d'anéantir. Tout comme la « grandeur de la France et ce qu'elle incarne d'universelle³⁰⁹ », c'est aussi le caractère mondial du terrorisme islamiste qui est mis en avant. Les explications socio-culturelles pouvant élucider les phénomènes de radicalisations en France sont relayés à un second plan, pour laisser place à un « sujet qui concerne toute la communauté internationale³¹⁰ ». L'ennemi intérieur sera alors combattu à l'étranger.

b. Un ennemi intérieur combattu à l'étranger

Les déclarations de François Hollande et de Manuel Valls à partir des attentats de janvier 2015, avaient pour objectif de rendre hommage aux victimes et de dénoncer « la terreur islamiste », mais aussi de présenter les mesures prises par l'État afin de prévenir de nouvelles attaques sur le territoire français. Durant son discours du 13 janvier 2015, Manuel Valls l'annonçait ainsi :

« Madame, Messieurs les présidents, après le temps de l'émotion et du recueillement – et il n'est pas fini – vient le temps de la lucidité et de l'action³¹¹ ».

Cette phrase, prononcée tôt durant son intervention (de plus de 40 minutes), marque le début de ce qui sera la quasi-totalité de son discours, c'est-à-dire non pas uniquement un hommage aux victimes, comme le laisser présager le nom de la séance, mais l'annonce des mesures qui allaient être adoptées face aux événements. Ces dernières étaient alors présentées

³⁰⁹ VALLS Manuel, le 13 janvier 2015... *op.cit.*

³¹⁰ HOLLANDE François, le 16 novembre 2015... *op.cit.*

³¹¹ VALLS Manuel, le 13 janvier 2015... *op.cit.*

en tant qu'« action³¹² », portés « avec détermination, avec sang–froid³¹³ » face à « une situation exceptionnelle doivent répondre des mesures exceptionnelles³¹⁴ ». Ainsi, face à la « menace globale³¹⁵ » et aux « ordres du terrorisme international³¹⁶ », le gouvernement était « pleinement mobilisé pour faire face à ces moments si difficiles pour la Patrie, et pour prendre les décisions graves qui s'imposaient³¹⁷ ».

La nature de ces décisions sera alors principalement d'ordre sécuritaire, avec l'agencement de renforts militaires et le déploiement des forces policières :

« Je vous dois cette vérité, et nous devons cette vérité aux Français. Pour y faire face, partout sur le territoire, des militaires, des gendarmes, des policiers sont mobilisés³¹⁸ ».

Cette « vérité » et la mobilisation des forces de sécurités étaient accompagnées de l'exaltation de ces dernières, et ce, à plusieurs reprises. Manuel Valls saluait leur « très grand professionnalisme³¹⁹ », leur « abnégation³²⁰ », et leur « bravoure³²¹ » (ce qui vaudra un long applaudissement des députés) et livrait également un hommage « à tous nos militaires déployés au Moyen-Orient³²² ». De son côté, François Hollande va parler du « courage » et de « l'efficacité des gendarmes, des policiers, de tous ceux qui ont participé à ces opérations³²³ ». Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, saluera lui aussi le « professionnalisme³²⁴ » et la « bravoure³²⁵ » des forces de l'ordre.

³¹² *Ibid.*

³¹³ *Ibid.*

³¹⁴ *Ibid.*

³¹⁵ *Ibid.*

³¹⁶ *Ibid.*

³¹⁷ *Ibid.*

³¹⁸ *Ibid.*

³¹⁹ *Ibid.*

³²⁰ *Ibid.*

³²¹ *Ibid.*

³²² VALLS Manuel, le 25 novembre 2015, *op.cit.*

³²³ HOLLANDE François, le 9 janvier 2015... *op.cit.*

³²⁴ CAZENEUVE Bernard, le 18 novembre 2015. Déclaration du ministre de l'Intérieur, à l'Assemblée nationale. Lien du discours en bibliographie.

³²⁵ *Ibid.*

Le 13 janvier 2015, Manuel Valls commençait par rappeler l'engagement des forces armées françaises au Mali depuis 2013, en tant qu'exemple de l'« effort qu'assume la France³²⁶ » dans la lutte antiterroriste. Le Premier ministre annonçait que cet effort « impérieux » et « coûteux » allait être renforcé par le président de la République « aux côtés de nos alliés africains avec l'opération Barkhane³²⁷ ». Cette opération militaire menée au Sahel et au Sahara par l'armée française, mobilisait déjà depuis 2014, plusieurs milliers de soldats contre des groupes djihadistes dans ces régions. En parlant de l'opération Barkhane et des « théâtres d'opération extérieurs, à des milliers de kilomètres d'ici³²⁸ », Manuel Valls dévoilait la stratégie principale du gouvernement pour faire face au terrorisme en France : le combattre à l'étranger.

L'argument derrière cette stratégie était que le combat devait être poursuivi « avant tout en Irak et en Syrie³²⁹ » car « c'est là que Daech prospère dans l'impunité de ses crimes³³⁰ ». Il s'agissait donc de « l'épicentre³³¹ » où « les attentats s'organisent et se planifient³³² », la Syrie étant devenue, selon François Hollande, « la plus grande fabrique de terroristes que le monde ait connue³³³ ». Ce sont alors les militaires depuis l'étranger « qui se battent, là-bas, pour notre sécurité, ici, sur le territoire national³³⁴ ».

Manuel Valls affirmait aussi que « la France est au cœur de cette guerre contre Daech, aux avant-postes³³⁵ », et précisait que ce combat s'inscrivait « dans le cadre d'une coalition avec une trentaine d'États, engagés militairement en Irak et en Syrie³³⁶ ». François Hollande faisait également référence à ceci, le 16 novembre 2015, en soutenant qu'« il faut un rassemblement de tous ceux qui peuvent réellement lutter contre cette armée terroriste dans le cadre d'une grande et unique coalition – c'est ce à quoi nous travaillons³³⁷ » en appelant « les pays voisins, les puissances, mais aussi l'Europe³³⁸ » à prendre leurs responsabilités dans ce

³²⁶ VALLS Manuel, le 13 janvier 2015... *op.cit.*

³²⁷ *Ibid.*

³²⁸ *Ibid.*

³²⁹ VALLS Manuel, le 25 novembre 2015, *op.cit.*

³³⁰ *Ibid.*

³³¹ *Ibid.*

³³² *Ibid.*

³³³ HOLLANDE François, le 16 novembre 2015... *op.cit.*

³³⁴ VALLS Manuel, le 25 novembre 2015, *op.cit.*

³³⁵ *Ibid.*

³³⁶ *Ibid.*

³³⁷ HOLLANDE François, le 16 novembre 2015... *op.cit.*

³³⁸ *Ibid.*

combat. Si ces attentats ont été commis sur le territoire français, « l'ennemi n'est pas un ennemi de la France, c'est un ennemi de l'Europe³³⁹ ». La réponse du gouvernement français était alors sans appel : il s'agissait d'une contre-offensive d'ordre militaire à l'étranger, avec des ripostes terrestres et aériennes principalement en Irak et en Syrie (mais pas que) ainsi qu'une alliance et coordination internationale d'actions contre le terrorisme islamiste.

Aux interventions militaires à l'étranger s'ajoutaient des mesures à l'intérieur du territoire national. Parmi celles-ci, un état d'urgence a été proclamé par François Hollande le 13 novembre 2015 « sur proposition du Premier ministre³⁴⁰ », en même temps que le « rétablissement immédiat des contrôles aux frontières³⁴¹ ». Pour le président, une modification de la Constitution était nécessaire afin de « permettre aux pouvoirs publics d'agir, conformément à l'état de droit, contre le terrorisme de guerre³⁴² ». Les « perquisitions administratives dans tous les départements métropolitains³⁴³ » ont été facilitées, et un « dispositif de contrôle draconien³⁴⁴ » a été mis en place afin de repérer et expulser « plus rapidement les étrangers qui représentent une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public et la sécurité de la Nation³⁴⁵ ». Le renforcement des services de renseignements a également été mis en avant, ainsi que des propositions « formulées pour accroître la surveillance de certains individus, fichés notamment³⁴⁶ ». L'appareil judiciaire a lui aussi été mobilisé dans cette lutte, avec le vote de lois « anti-terroristes » au Parlement, mais aussi un élargissement de la procédure pénale qui « doit également prendre en compte, de la manière la plus étroite possible, la spécificité de la menace terroriste³⁴⁷ ».

Du côté des forces de l'ordre, la création de « 5 000 emplois supplémentaires de policiers et de gendarmes d'ici 2 ans³⁴⁸ » a été annoncée par François Hollande, ainsi que « 2 500 postes supplémentaires pour l'administration pénitentiaire, pour les services judiciaires³⁴⁹ » et « 1 000

³³⁹ *Ibid.*

³⁴⁰ *Ibid.*

³⁴¹ *Ibid.*

³⁴² *Ibid.*

³⁴³ *Ibid.*

³⁴⁴ *Ibid.*

³⁴⁵ *Ibid.*

³⁴⁶ *Ibid.*

³⁴⁷ *Ibid.*

³⁴⁸ *Ibid.*

³⁴⁹ *Ibid.*

postes³⁵⁰ » pour l'administration des douanes afin de pouvoir « assurer le contrôle aux frontières³⁵¹ », ainsi que d'autres décisions budgétaires.

Le 18 novembre 2015, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, se présentait devant l'Assemblée nationale afin de réitérer les mesures présentées par François Hollande quelques jours auparavant et de certifier à son tour la résolution du gouvernement de « mener la guerre contre le terrorisme avec toute la force de la République, à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières³⁵² ». Cependant, c'est autour des pouvoirs exceptionnels « confiés aux autorités civiles dans le cadre de l'état d'urgence³⁵³ » que le ministre consacra son intervention, en précisant que « l'état d'urgence n'est pas le contraire de l'État de droit, il en est, quand la situation l'exige, le bouclier ³⁵⁴» et en demandant la première prorogation de l'état d'urgence pour une durée de trois mois. Puis il finalisait son intervention en déclarant :

« Comme l'a dit le Président de la République hier, le terrorisme ne détruira pas la République, c'est la République qui le détruira ³⁵⁵».

Cette dernière affirmation résonne avec la phrase « il faut terroriser les terroristes » attribuée à l'ex ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, au moment des attentats de 1985-1986 en France. Cette intention de renverser la terreur afin d'en être l'auteur et non la victime montre la volonté de répondre à la violence par la violence. L'utilisation de ce type de vocabulaire entretient le rapport d'actions/réactions que les terroristes islamistes revendiquent afin de justifier leurs actes. Un enregistrement audio durant la tuerie du Bataclan en 2015 laisse entendre l'un des assaillants justifier son attentat en argumentant : « Pourquoi on fait ça ? Vous bombardez nos frères en Syrie, en Irak³⁵⁶ ». Le danger de poursuivre cette logique est qu'elle n'a pas de fin et offre un argument à Daech, pouvant favoriser le phénomène de radicalisation non seulement là où ont lieu les interventions, mais également en France.

³⁵⁰ *Ibid.*

³⁵¹ *Ibid.*

³⁵² CAZENEUVE Bernard, le 18 novembre 2015... *op.cit.*

³⁵³ *Ibid.*

³⁵⁴ *Ibid.*

³⁵⁵ *Ibid.*

³⁵⁶ SEELow Soren, article intitulé « Les attentats du 13-Novembre étaient-ils une riposte aux bombardements français ? » publié dans *Le Monde* le 13 novembre 2021. Lien disponible en bibliographie.

Les principales « solutions » face au djihadisme sont donc d'ordre sécuritaire et militaire, avant d'être sociales et politiques. En parlant de l'ennemi principalement comme un ennemi extérieur, nécessitant des interventions à l'étranger et un renforcement du contrôle des frontières nationales, les autorités politiques semblent omettre le fait que les auteurs des attentats sont principalement français. Cependant, Manuel Valls comme François Hollande sont conscients de la présence de « phénomènes de radicalisation³⁵⁷ » en France, d'« individus qui, de la délinquance passent à la radicalisation puis à la criminalité terroriste³⁵⁸ ». La réponse à ceci demeure de « renforcer l'action des services de renseignement » et la « surveillance de détenus » au sein des établissements pénitentiaires ainsi que dans les lieux de cultes.

De plus, cette idée d'un adversaire « à deux têtes³⁵⁹ » comme dit Manuel Valls, c'est-à-dire un ennemi à la fois intérieur et extérieur au pays (et à affronter sur les deux territoires), résonne avec les observations de Guillermo Levy et Tomás Borovinsky quant à la « logique combinée d'extermination³⁶⁰ » et contribue à la construction d'un « Autre négatif³⁶¹ » comme celui « qui est en guerre contre la majorité, contre le contrat, contre la Nation³⁶² ».

Ainsi, la compréhension de ce phénomène de radicalisation n'est non seulement pas mise en avant, mais méprisée, comme l'illustre cette déclaration de Manuel Valls, devant le Sénat, le 26 novembre 2015 :

« Il faut bien sûr mener une lutte implacable contre la radicalisation, mais, je vous le dis, Mesdames, Messieurs les Sénateurs, j'en ai assez de ceux qui cherchent en permanence des excuses et des explications culturelles ou sociologiques aux événements qui se sont produits ! ³⁶³»

³⁵⁷ VALLS Manuel, le 13 janvier 2015... *op.cit.*,

³⁵⁸ HOLLANDE François, le 16 novembre 2015... *op.cit.*

³⁵⁹ VALLS Manuel, le 25 novembre 2015, *op.cit.*

³⁶⁰ LEVY Guillermo y BOROVINSKY Tomás (2005): "Apuntes sobre novedad y articulación. El nazismo y el genocidio nazi". En Genocidio. La administración de la muerte en la modernidad. Compilación. Ed. EDUNTREF, p. 169. Traduction en français de l'auteur.

³⁶¹ *Ibid.*

³⁶² *Ibid.*

³⁶³ VALLS, Manuel, le 26 novembre 2015 devant le Sénat. Lien du discours en bibliographie.

Pourtant, l'étude des phénomènes de radicalisations apporte des réponses claires aux raisons de l'adhésion de certains jeunes au djihadisme en France. Le politologue Olivier Roy, spécialiste de l'islam, fait partie des chercheurs ayant étudié la question. Dans une tribune pour le journal *Le Monde*, il explique qu'il « ne s'agit pas de la radicalisation de l'islam, mais de l'islamisation de la radicalité³⁶⁴ ». Ainsi, Roy considère que les jeunes français radicalisés « n'ont aucune intégration sociale dans les sociétés musulmanes qu'ils prétendent défendre. Ils sont plus nihilistes qu'utopistes³⁶⁵ ». Cette idée apparaît également dans l'ouvrage *Le grand repli* des historiens Nicolas Bancel et Pascal Blanchard et du sociologue Ahmed Boubeker lorsqu'ils reprennent les dires du préfet Pierre N'Gahane, chargé du volet prévention du dispositif public de lutte contre la radicalisation, qui déclarait en 2015 :

« Il ne s'agit pas de conversions à l'islam, mais au radicalisme, même pour les musulmans. La plupart des radicalisés ont en commun une situation d'échec, de rupture, une quête de sens ou d'identité. Ils auraient pu s'accrocher à n'importe quelle branche : une secte, le suicide ou la drogue. La force du discours djihadiste est qu'il donne réponse à tout ³⁶⁶».

Comme Olivier Roy, les auteurs considèrent alors que « les nouveaux djihadistes sont d'abord mus par des imaginaires de rupture, assez éloignés de la religion qu'ils prétendent symboliser et guider³⁶⁷ ». Le gouvernement français, exaltant la guerre contre le « terrorisme global » et blâmant de façon officielle les explications sociologiques sur les phénomènes de radicalisations en France, met au second plan les réponses pouvant contribuer à résoudre ces radicalisations et offre au djihadistes la réplique parfaite et une raison d'agir à nouveau.

³⁶⁴ ROY Olivier, article « Le djihadisme est une révolte générationnelle et nihiliste » paru dans *Le Monde* le 23 novembre 2015.

³⁶⁵ *Ibid.*

³⁶⁶ BANCEL Nicolas, BLANCHARD Pascal, BOUBEKER Ahmed, « L'islam, nouvel ennemi intérieur », dans *Le grand repli*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2015, p. 46.

³⁶⁷ *Idem*, p. 45.

c. La « culture de l'excuse » et l'« islamo-gauchisme »

Ces propos contre les « explications sociologiques », Manuel Valls les a réitérés le 9 janvier 2016 durant la commémoration des attentats de janvier 2015, en déclarant :

« Pour ces ennemis qui s'en prennent à leurs compatriotes, qui déchirent le contrat qui nous unit, il ne peut y avoir aucune explication qui vaille ; car expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser³⁶⁸».

Ces déclarations à répétition ont provoqué l'indignation de l'ensemble de la communauté scientifique du pays, suscitant diverses réactions dans les médias. Un rapport du CNRS et de l'alliance ATHENA (Alliance nationale des sciences humaines et sociales) intitulé « Recherches sur les radicalisations, les formes de violence qui en résultent et la manière dont les sociétés les préviennent et s'en protègent », a été présenté en 2016 au gouvernement. Frédéric Lebaron (président de l'Association française de sociologie), Fanny Jedlicki et Laurent Willemez (présidents de l'Association des sociologues-professeurs d'université) avaient exigé des excuses du Premier ministre par l'intermédiaire du journal *Le Monde* et s'étaient déclarés être à « sa disposition » s'il souhaitait savoir en quoi consiste exactement la sociologie et « la façon dont nous pouvons nous aussi contribuer, avec nos propres ressources, à lutter efficacement contre toutes les formes de terrorisme³⁶⁹ ». D'autres réactions de chercheurs et d'intellectuels sont apparues dans les médias et sur les réseaux sociaux, comme celle de l'historien André Gunthert qui a publié sur Twitter : « Il n'y a que la sociologie qui peut expliquer pourquoi la France est gouvernée par un PM si médiocre. Mais ce n'est pas une excuse...³⁷⁰ ». Dans un article du journal *Libération* en janvier 2016, intitulé « « Culture de l'excuse » : les sociologues répondent à Valls » plusieurs chercheurs se sont également exprimés à ce sujet. Parmi eux, le sociologue Bernard Lahire déclarait :

« Le Premier ministre préfère marteler un discours « guerrier », qui met en scène une fermeté un peu puérile censée rassurer tout le

³⁶⁸ VALLS Manuel, le 9 janvier 2016. Lien du discours en bibliographie.

³⁶⁹ LEBARON Frédéric, JEDLICKI Fanny et WILLEMEZ Laurent. (Décembre 2015) Tribune. « La sociologie, ce n'est pas la culture de l'excuse ! » dans *Le Monde*.

³⁷⁰ Lien disponible en bibliographie.

monde (mais qui ne fait qu'entretenir les peurs), plutôt que de prendre le recul nécessaire à la bonne gestion des affaires humaines. [...] Il se cantonne dans un registre affectif au lieu de tenir un discours de raison, fondée sur une connaissance des réalités en jeu³⁷¹ ».

De même pour le sociologue franco-iranien Farhad Khosrokhavar : « le Premier ministre semble oublier que la sociologie, en regardant à la loupe les trajectoires de djihadistes, peut donner des clés de compréhension et donc des pistes pour en sortir³⁷² ».

Ce discours, visant à discréditer les sciences humaines et sociales, va prendre une place encore plus conséquente durant la présidence d'Emmanuel Macron notamment à travers la forte exposition médiatique à partir de 2020, du terme « islamo-gauchisme » et son assimilation au milieu universitaire. L'« islamo-gauchisme » est un néologisme apparu pour la première fois en France en 2002 dans l'ouvrage *La nouvelle judéophobie* du sociologue Pierre-André Taguieff, associant le militantisme d'extrême gauche à l'islamisme pro-palestinien de la deuxième intifada au début des années 2000. Un parallèle entre « islamo-gauchisme » et « judéo-bolchévisme » a même été souligné par certaines personnalités dans les médias. Dans ce sens, l'historien Shlomo Sand, explique que, tout comme le terme « judéo-bolchévisme » cherchait, pendant la montée du fascisme durant les années 1930, à « lier les dangers de la révolution bolcheviste avec les préjugés judéophobes³⁷³ », aujourd'hui, le terme « islamo-gauchisme » cherche à accuser des « gauchistes qui s'allieraient aux musulmans dans un projet islamiste³⁷⁴ ».

Au fil de ces dernières années, le terme « islamo-gauchisme » n'a cessé de résonner dans les discours politiques en France, notamment à droite. La notion « islamo » de par son ambiguïté révèle une certaine volonté d'amalgame par ceux qui l'emploient. Comme l'explique le linguiste Albin Wagener sur *France Inter*, « islamo » peut signifier « islam » pour désigner l'ensemble de la communauté des pratiquants musulmans, ou bien « islamisme » pour désigner les fondamentalistes islamistes. Pour lui, ceci « induit l'idée que si on dialogue avec cette

³⁷¹ FAURE Sonya, DAUMAS Cécile et VECRIN Anastasia, « Terrorisme. « Culture de l'excuse » : les sociologues répondent à Valls. » dans *Libération* en janvier 2016.

³⁷² *Ibid.*

³⁷³ GUEDJ Léa, article « Ce que veut dire le terme "islamo-gauchisme" pour ceux qui l'emploient... et pour ceux qu'il vise » pour France Inter le 23 octobre 2020.

³⁷⁴ *Ibid.*

communauté, on laisse la porte ouverte au fondamentalisme³⁷⁵. » L'ambivalence et la confusion derrière la définition de « l'islamo-gauchisme » laissent donc place à une libre interprétation de chacun. Au-delà de son caractère équivoque, nous retrouvons aussi cette dimension de « l'ennemi invisible », c'est-à-dire des individus dissimulés parmi la population, apparaissant comme un danger latent et créant un sentiment de méfiance et de peur au sein de la société.

Le 16 octobre 2020, un drame allait de nouveau bouleverser la France. Samuel Paty, un professeur d'histoire-géographie dans un collège de Conflans-Sainte-Honorine, était assassiné par décapitation en pleine rue par un jeune russe d'origine tchétchène. Ce crime sera immédiatement qualifié d'attentat terroriste islamiste par le gouvernement. Le motif derrière cet attentat (Samuel Paty avait donné un cours sur la liberté d'expression et avait montré à ses élèves deux caricatures de Mahomet issues du journal *Charlie Hebdo*), ainsi que la portée symbolique de l'assassinat d'un professeur de l'Éducation nationale, ont provoqué de vives émotions et réactions à travers le pays. Un hommage national lui a été rendu à la Sorbonne, le 21 octobre, ainsi qu'une minute de silence dans les établissements scolaires, le 2 novembre.

Moins d'une semaine après l'attentat, le 22 octobre 2020, le ministre de l'Éducation nationale de l'époque, Jean-Michel Blanquer, était l'invité de Sonia Mabrouk sur *Europe 1*. En parlant de l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine mais aussi du terrorisme islamiste en général, Jean-Michel Blanquer établissait une connexion entre « l'islamo-gauchisme » et le terrorisme djihadiste. Pour le ministre de l'Éducation nationale, les « islamo-gauchistes » sont les « complices intellectuels du terrorisme³⁷⁶ » et font « des ravages à l'Université³⁷⁷ ». Il répétera le mot « intellectuel » quatre fois en 2 minutes et 15 secondes : « Je pense surtout aux complicités intellectuelles du terrorisme » ; « conditionné par d'autres gens, en quelque sorte des auteurs intellectuels³⁷⁸ » ; « encouragent cette radicalité intellectuelle³⁷⁹ » ; « les complices intellectuels du crime³⁸⁰ ».

Le mot « intellectuel », dérivé du latin classique *intelligere*, c'est-à-dire « connaître », fait référence, selon le dictionnaire *Larousse*, « à l'activité de l'esprit, à la réflexion, aux

³⁷⁵ *Ibid.*

³⁷⁶ Interview de Jean-Michel BLANQUER par Sonia MABROUK le 22 octobre 2020 sur Europe 1. Transcription de l'auteur à partir d'un matériel audiovisuel. Lien disponible en bibliographie.

³⁷⁷ *Ibid.*

³⁷⁸ *Ibid.*

³⁷⁹ *Ibid.*

³⁸⁰ *Ibid.*

manipulations abstraites, par opposition aux activités manuelles, physiques³⁸¹ ». En langage courant, un « auteur intellectuel » se réfère simplement à quelqu'un concevant une infraction qui sera commise par un tiers. Cependant, les références au monde académique par la mention de « l'Université³⁸² » ou de « l'UNEF³⁸³ » (Union nationale des étudiants de France) laissent penser que l'intellectualité dont parle le ministre renvoie directement à des personnes appartenant au milieu universitaire, c'est-à-dire, des enseignants-chercheurs ou des étudiants. Jean-Michel Blanquer parle donc de cet « islamo-gauchisme » présent à l'Université et chez les « progressistes³⁸⁴ », accusant une partie du monde académique, universitaire et scolaire (sans préciser de qui il parle exactement), d'être, d'une certaine façon, complice de l'assassinat de leur propre collègue, Samuel Paty.

Cette accusation, en plus d'être grave, est imprécise. Les personnes incriminées par le ministre ne sont pas proprement nommées, il s'agit de « gens qui sont de ce courant-là³⁸⁵ », « un assassin qui est conditionné par d'autres gens³⁸⁶ », « des groupes de ce type [...] qui encouragent cette radicalité³⁸⁷ », « des officines, des groupes³⁸⁸ ». Il parle de « gens » ou « groupes », ou même de « courants de pensée³⁸⁹ » et « d'acteurs³⁹⁰ » auxquels « notre société a été beaucoup trop perméable³⁹¹ ». Le mot « ravage³⁹² » apparaît, quant à lui, quatre fois, pour parler de « l'islamo-gauchisme » et du « communautarisme³⁹³ », ce dernier qui « vient d'ailleurs³⁹⁴ », d'un « modèle de société qui n'est pas le nôtre³⁹⁵ ».

En traitant une partie du milieu universitaire « d'islamo-gauchiste » et en affirmant qu'il y a une « complicité intellectuelle » avec des courants islamistes radicaux, Jean-Michel Blanquer va plus loin que Manuel Valls. Si l'ex-Premier ministre considérait que les sciences

³⁸¹ Définition du mot « intellectuel » selon le dictionnaire Larousse.

³⁸² Interview de Jean-Michel BLANQUER par Sonia MABROUK le 22 octobre 2020... *op.cit.*

³⁸³ *Ibid.*

³⁸⁴ *Ibid.*

³⁸⁵ *Ibid.*

³⁸⁶ *Ibid.*

³⁸⁷ *Ibid.*

³⁸⁸ *Ibid.*

³⁸⁹ *Ibid.*

³⁹⁰ *Ibid.*

³⁹¹ *Ibid.*

³⁹² *Ibid.*

³⁹³ *Ibid.*

³⁹⁴ *Ibid.*

³⁹⁵ *Ibid.*

humaines et sociales « excusent » et « justifient » les actes terroristes, l'ex-ministre de l'Éducation nationale va jusqu'à accuser des enseignants-chercheurs d'encourager ces actes ou même d'en être les auteurs intellectuels sans pour autant indiquer de qui il parle réellement.

Jean-Michel Blanquer n'est cependant pas le seul membre du gouvernement d'Emmanuel Macron à avoir tenu ce genre de propos. La ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche de l'époque, Frédérique Vidal, a, elle aussi, employé ce terme. En février 2021, face à la une du journal *Le Figaro* intitulée « *Comment l'islamo-gauchisme gangrène les universités* », Jean-Pierre Elkabbach, journaliste de la chaîne de télévision française CNEWS, demandait à Frédérique Vidal si elle était d'accord avec le titre de cet article. La réponse de la ministre fut sans appel : « Je pense que l'islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble³⁹⁶ ».

L'apparition du mot « gangrène » à la Une du journal *Le Figaro* et sa reprise par la ministre résonnent fortement avec le vocabulaire des militaires français durant les guerres coloniales (notamment la guerre d'Algérie de 1954 à 1962). La Doctrine de la guerre révolutionnaire (qui, rappelons-le, inspirera les Doctrines de sécurité nationale sur le continent américain), théorisée par les militaires français, cherchait justement à « éradiquer la gangrène subversive pourrissant le corps national³⁹⁷ ». Le mot « gangrène » renvoie donc, non seulement au lexique médical que nous avons analysé précédemment, mais aussi et une fois de plus, à un vocabulaire colonialiste. En parlant des militaires français en Algérie, Mathieu Rigouste expliquait :

« La métaphore de la maladie est fondamentale pour appréhender les rôles respectifs de la population, des combattants et de l'État : l'imaginaire de la « pourriture » y met en scène un phénomène qui tendrait à se répandre dans le temps et dans l'espace, et qu'il faudrait détruire rapidement et complètement sous peine de voir disparaître la civilisation « saine »³⁹⁸».

³⁹⁶ Frédérique VIDAL face à Jean-Pierre ELKABBACH sur CNEWS le 14 février 2021. Extrait publié sur Youtube par le HuffPost. Transcription à partir d'un support audiovisuel. Lien disponible en bibliographie.

³⁹⁷ RIGOUSTE Mathieu, *op.cit.*, p. 5.

³⁹⁸ *Idem*, p. 54.

A travers l'emploi de ce lexique, il s'agit d'annuler la dimension politique d'un groupe (dans ce cas précis, du milieu universitaire et des idées qui lui sont attribuées) en cherchant à le convertir en une pathologie sociale qui doit être neutralisée pour le bien commun, pour éviter une nécrose qui avance. Cette idée de putréfaction était déjà apparue dans l'entretien de Jean-Michel Blanquer lorsqu'il parlait d'un « poisson [qui] pourrit par la tête³⁹⁹ ». Il y a, dans ce genre de narratives, une double idée : d'une part que le territoire national est « gangrené » et qu'il faut donc prendre des mesures pour amputer la cause de ceci, et d'autre part, qu'il s'agit d'une infection qui vient « d'ailleurs », qui n'est pas française. Ce dernier facteur, au-delà de déresponsabiliser la France (dans le cas des attentats) et de la positionner exclusivement dans un rôle de victime, a également une forte composante xénophobe, et une résonance avec un vocabulaire propre à une doctrine de la France coloniale. Cette résonance avec les discours colonialistes de la « contre-subversion » est d'autant plus symbolique que les acteurs ciblés (ceux qui « gangrèneraient » le pays selon Frédérique Vidal) sont associés au monde islamique, puisqu'il s'agirait « d'*islamo*-gauchistes », renvoyant, une fois de plus, à l'univers symbolique des guerres coloniales, comme celle de l'Algérie.

Suite à ses déclarations, Frédérique Vidal a demandé au CNRS une enquête sur « l'*islamo*-gauchisme » à l'Université, visant à distinguer « ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève du militantisme et de l'opinion⁴⁰⁰ ». Le CNRS a refusé cette demande en rappelant à la ministre que ce terme « ne correspond à aucune réalité scientifique ». Cette dernière a été par la suite fortement critiquée et accusée de vouloir alimenter une controverse au lieu d'assumer ses responsabilités, notamment, face aux conséquences de la pandémie et la précarisation des étudiants. Quelques jours plus tard, le 20 février 2021, Jean-Michel Blanquer était l'invité d'Apolline de Malherbe sur la chaîne *BFM TV*. Questionné sur la polémique autour de l'enquête voulue par Frédérique Vidal et le rejet de la part du CNRS, le ministre de l'Éducation nationale a défendu sa collègue. Il a estimé que, même si le terme « *islamo*-gauchisme » est un mot qui « n'a pas forcément un contenu scientifique⁴⁰¹ », il s'agit d'un « fait social indubitable⁴⁰² » et qu'il est « absurde de ne pas vouloir étudier un fait

³⁹⁹ Interview de Jean-Michel BLANQUER par Sonia MABROUK le 22 octobre 2020... *op.cit.*

⁴⁰⁰ Éditorial du journal *Le Monde*, publié le 19 février 2021, intitulé « « *Islamo*-gauchisme » : Vidal, Darmanin, jeu dangereux ». Lien disponible en bibliographie.

⁴⁰¹ Jean-Michel BLANQUER invité par Apolline DE MALHERBE sur *BFM TV* le 20 février 2021. Transcription à partir d'un support audiovisuel. Lien disponible en bibliographie.

⁴⁰² *Ibid.*

social⁴⁰³ ». Puis finalement que « si c'est une illusion, il faut étudier l'illusion et regarder si cela en est une⁴⁰⁴ ».

Le concept « fait social », développé par Émile Durkheim à la fin du XIXe siècle, est un objet d'étude classique de la sociologie. En employant ce concept propre aux sciences sociales, Jean-Michel Blanquer met en avant son ancien métier d'enseignant-chercheur. Cependant, le paradoxe d'accepter qu'un terme « n'a pas forcément un contenu scientifique » pour ensuite lui attribuer une dimension purement scientifique (« fait social »), et ce de façon « indubitable », semble révéler, non pas une volonté d'expliquer un phénomène mais plutôt d'imposer une représentation arbitraire de la réalité.

Au-delà du débat quant à la véracité scientifique de la catégorie « islamo-gauchiste », la récurrence de l'emploi de ce terme au sein du gouvernement d'Emmanuel Macron, mais aussi dans les médias et chez d'autres figures politiques depuis l'année 2020, témoigne du retour de la rhétorique de la « peur rouge ». Bien que l'opposition politique entre les courants de droite et de gauche n'ait jamais cessé d'exister en France, les attentats de 2015 avaient entraîné, dans un premier temps, un élan d'unité dans l'ensemble du pays. Les manifestations des 10 et 11 janvier 2015, en hommage aux victimes des attentats des 7, 8 et 9 janvier et en défense de la liberté d'expression, ont rassemblé plus de 4 millions de personnes sur les deux journées à travers la France, selon les estimations du ministère de l'Intérieur. Parmi les manifestants étaient présents plus d'une quarantaine de chefs d'États et de gouvernements venus du monde entier (la chancelière allemande Angela Merkel, le président malien Ibrahim Boubacar Keita, le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou, entres autres) ainsi que la quasi-totalité des responsables politiques français. Le slogan « Je suis Charlie » a été repris massivement dans les rues et dans les médias, en France et dans le monde entier, comme hommage aux victimes de l'attentat de *Charlie Hebdo*, transformant « l'esprit Charlie » en un symbole de résistance et de liberté d'expression à la française. Pourtant, avant les attentats, ce même « esprit Charlie » était la cible de critiques et de rejets d'une partie de la classe politique française, y compris chez certains progressistes. Cependant, la communion nationale après les attentats de janvier, illustrée notamment par la massivité de ces « marches républicaines », a, durant un temps, atténué les différences politiques au nom de valeurs « françaises » comme la « liberté », la « fraternité » et la « laïcité ».

⁴⁰³ *Ibid.*

⁴⁰⁴ *Ibid.*

Si cette communion nationale s'est estompée au fil des mois, l'émergence et la circulation accrue du terme « islamo-gauchisme » à partir de 2020, ont marqué la rupture définitive de cette communion. En plus de l'ambiguïté du mot « islamo », favorisant les amalgames comme l'a dénoncé Albin Wagener, la présence du concept « gauchisme » en tant qu'argument appelant à la méfiance envers les courants politiques de gauche, résonne avec les anciens discours anti-communistes de la Guerre froide. L'« islamo-gauchiste » est alors une construction narrative combinant deux ennemis dont la dangerosité a été établie discursivement depuis des décennies : d'un côté, l'ennemi « terroriste islamiste » et de l'autre, l'ennemi « d'extrême gauche ». Les vocabulaires bellicistes et médicaux choisis pour parler de l'ennemi, finissent de confirmer un retour vers d'anciennes rhétoriques propre à la propagande, fragilisant le débat et favorisant l'apparitions de catégories totalitaires.

Conclusion

Nous avons vu que le langage est une ressource structurante de la réalité qui forge les individus et la société. Il est donc à la fois culturel et social, « culturel dans la mesure où il s'agit d'une des formes d'organisation symbolique du monde. Social dans la mesure où il reflète et exprime des appartenances et des relations au sein du groupe et entre groupes ⁴⁰⁵», comme l'écrit l'anthropologue Joel Sherzer. Le discours comme manifestation orale ou écrite du langage est alors une représentation de cette réalité. Dans les discours politiques, les représentations sont énoncées comme des vérités absolues. Michel Foucault remarquait sur ce point : « un jour est venu où la vérité s'est déplacée de l'acte ritualisé, efficace, et juste d'énonciation, vers l'énoncé lui-même⁴⁰⁶ ».

Le discours prend donc une place décisive dans la circulation de « vérités » et s'engage dans un combat d'ordre symbolique visant à imposer un récit spécifique au sein d'une société. C'est en ce sens que Pierre Bourdieu et Luc Boltanski observaient une corrélation entre l'unification politique et la constitution d'un champ linguistique dominé par une « langue officielle⁴⁰⁷ » qui crée une « relation objective de domination symbolique ⁴⁰⁸ ». La langue

⁴⁰⁵ SHERZER Joel... *op.cit.*, p.22.

⁴⁰⁶ FOUCAULT Michel... *op.cit.*, p.17.

⁴⁰⁷ BOURDIEU, Pierre et BOLTANSKI, Luc... *op.cit.*, p.5.

⁴⁰⁸ *Ibid.*

constitue donc ce terrain de combat, où se jouent des rapports de force ayant des « effets très réels, tant sur le plan économique que sur le plan politique⁴⁰⁹ ».

Lorsque la représentation du monde d'un groupe dominant est adoptée par une large partie de la population, les rapports de forces spécifiques de cette représentation obtiennent une légitimité. Ils sont, à un moment ou un autre, traversés par des conflits et des acteurs cherchant à les transformer. Il est alors essentiel pour la classe dominante de prendre le contrôle de la narrative afin de convaincre la société que l'ordre établi est le meilleur possible et que tout adversaire voulant l'anéantir constitue un danger pour l'ensemble de la population. L'enjeu du discours dans les sphères du pouvoir est d'être le détenteur du récit officiel. Ainsi débute la construction discursive de l'ennemi d'État comme menace, non pas pour les dirigeants, mais pour toute la société, voire le monde.

Les discours que nous avons analysés, dans le cadre de ce travail, appartiennent à des contextes historiques et politiques complètement différents. Dans le cas de l'Argentine, il s'agit de discours de gouvernants ayant obtenu le pouvoir de façon illégitime, s'adressant à une population menacée par leurs actions autoritaires. Les discours français sont, au contraire, énoncés par des dirigeants élus démocratiquement. Cependant, certains mots, registres, champs lexicaux et choix narratifs sont les mêmes.

D'un côté, l'exaltation de la Patrie argentine fait écho à la grandeur de la République française. L'apologie des valeurs chrétiennes chez les militaires de la dictature résonne avec la défense de la laïcité en France. Le gouvernement *de facto* argentin revendique sa lutte « antisubversive » de la même manière que les autorités françaises insistent sur le rôle de la France dans la « guerre contre le terrorisme ». Tous deux demandent un « d'effort » au peuple et font appel à « l'unité » pendant ces combats. Ceux-ci étant dans les deux cas, présentés comme une opposition entre « humanistes » et « nihilistes » ; ceux « en faveur de la vie » contre ceux « en faveur de la mort »⁴¹⁰.

⁴⁰⁹ *Ibid.*

⁴¹⁰ Par exemple, Emilio Massera parle de la « guerre » de « l'humanisme idéaliste » contre les « nihilistes » ainsi que d'une lutte entre « ceux qui sont en faveur de la mort et nous, qui sommes en faveur de la vie », dans son discours à la ESMA le 2 novembre 1976 [annexe n°4]. Emmanuel Macron dira à Suresnes, le 11 mars 2022, que « Le terrorisme est un nihilisme, l'Europe est un humanisme. Le terrorisme est une pulsion de mort, notre Europe est un élan de vie ». Lien du discours disponible en bibliographie.

Les mots pour parler de l'ennemi sont également les mêmes (« terroristes », « subversifs », « nihilistes », entre autres) mais ne désignent cependant pas les mêmes personnes. Il s'agit de catégories fonctionnant comme des coquilles vides et dont l'utilité réside dans leur connotation menaçante s'imprimant dans l'imaginaire collectif. Par exemple, le terme « terroriste », comme son étymologie l'indique, se caractérise par l'angoisse et la peur qu'il suscite, ce qui lui donne une grande valeur stratégique. A ce propos, Jacques Derrida considérait :

« La plus puissante et la plus destructrice appropriation opportuniste du terrorisme est précisément son emploi par toutes les parties impliquées dans la lutte, y compris les militaires, comme un concept évident en soi⁴¹¹. »

Pilar Calveiro, politologue argentine et ex détenue-disparue de la dictature de 1976, a, elle aussi, élaboré une définition du terme « terroriste ». Dans *Los Usos Políticos de la Memoria*, elle explique :

« Un terroriste n'est pas une personne qui a commis un acte plus ou moins classifiable en ce sens mais toute personne considérée comme potentiellement capable de le commettre. Le terroriste est construit comme une catégorie diffuse, dans laquelle de nombreux *Autres* ethniques, politiques, raciaux peuvent être inclus ; en ce sens, on pourrait dire que [le terroriste] incarne *l'Autre* dans le monde global⁴¹²».

Nommer l'ennemi, c'est d'abord lui donner une entité, une substance. Le qualifier à travers des termes alarmants tels que « subversif » ou « terroriste », c'est justement lui accorder la faculté de terroriser la population, et donc, un certain pouvoir qu'il est nécessaire de combattre. En devenant l'adversaire de celui qui sème l'effroi, tous les moyens sont bons pour empêcher son avancée, y compris la violence. Le terroriste n'est donc pas toujours islamiste, et

⁴¹¹ DERRIDA Jacques, cité par HANON Jean-Paul dans « Militaires et lutte antiterroriste », *Cultures Conflits*, 2004, vol. 56, n° 4, p. 124.

⁴¹² CALVEIRO Pilar, « Los usos políticos de la memoria », en *Sujetos sociales y nuevas formas de protesta en la historia reciente de América Latina*. Buenos Aires, CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales. 2006. p. 372. Traduction en français de l'auteur.

le subversif n'est pas forcément marxiste. L'important est que tous les deux incarnent une altérité négative et dangereuse concédant aux autorités les dénonçant, la possibilité de justifier des mesures extrêmes pour y faire face. Les mots ont de la force, d'autant plus quand ils sont prononcés par une autorité politique. Dans ce sens, Pierre Bourdieu observe dans *Questions de sociologie* :

« Ce n'est pas la parole qui agit, ni la personne, interchangeable, qui les prononce, mais l'institution. Elle montre les conditions objectives qui doivent être réunies pour que s'exerce l'efficacité de telle ou telle pratique sociale. Mais elle ne peut s'en tenir là. Elle ne doit pas oublier que pour que ça fonctionne, il faut que l'acteur croie qu'il est au principe de l'efficacité de son action. Il y a des systèmes qui marchent entièrement à la croyance et il n'est pas de système - même l'économie - qui ne doive pour une part à la croyance de pouvoir marcher⁴¹³ ».

L'utilisation de métaphores médicales ou bellicistes est elle aussi présente, tant dans les discours argentins que dans les discours français. En ce qui concerne les mentions de la guerre, Lionel Pourtau observe que « le bellicisme est une conséquence fréquente d'une volonté d'unité totale⁴¹⁴ ». Du côté des métaphores médicales, le politologue Nicolás Freiburgn explique que « tout discours politique qui se base sur des métaphores à partir de registres biologiques contient potentiellement une négation de l'*Autre* politique, en le réduisant à une dimension apolitique⁴¹⁵ ». Ceci a pour conséquence de diminuer l'adversaire ainsi que ses revendications en le réduisant à une contingence biologique représentant une atteinte à un *corps social sain*. Se débarrasser de cette « peste⁴¹⁶ » ou de cette « gangrène⁴¹⁷ », apparaît alors non pas comme un choix politique mais une nécessité vitale, une question de vie ou de mort. Hannah Arendt, dans *Les origines du totalitarisme*, remarquait : « Le seul argument qui vaille dans de telles conditions consiste à se porter immédiatement au secours de la personne dont la mort est prédite⁴¹⁸ ». Le prophète devient alors médecin.

⁴¹³ BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie...op.cit.*, p.32.

⁴¹⁴ POURTAU Lionel... *op.cit.*, p. 78.

⁴¹⁵ FREIBRUN Nicolás dans « *La enfermedad en la política y sus metáforas* », Revista Cosecha Roja, 25 juin 2020. Traduction en français de l'auteur. Lien disponible en bibliographie.

⁴¹⁶ MASSERA Emilio, le 2 novembre 1976.... *op.cit.*

⁴¹⁷ Frédérique VIDAL.... *op.cit.*

⁴¹⁸ ARENDT Hannah, *Les origines du totalitarisme*, Tome III « Le système totalitaire » Ed. Seuil « Points Essais », 2005, p.105.

Ces métaphores permettent de précipiter de vives émotions chez les interlocuteurs même si elles n'illustrent aucune réalité matérielle. Les émotions, contrairement à la raison, sont des états qui surgissent dans l'immédiat, et peuvent enclencher des actions instantanées, empêchant le temps nécessaire à la réflexion sur la différence entre ce qui est *dit* et ce qui *est*. Pour le philosophe Emmanuel Kant, « être soumis aux émotions et aux passions est toujours une maladie de l'âme puisque toutes deux excluent la maîtrise de la raison⁴¹⁹ ». Certaines émotions sont plus complexes, comme la honte par exemple, et sont rattachées à des facteurs socioculturels. D'autres sont plus primaires, comme la joie, la peur, la colère, le dégoût, et ont une fonction évolutive. La honte n'a pas d'utilité biologique et peut, ou non, être ressentie par un individu. La peur, au contraire, a un rôle garantissant la protection et la reproduction des êtres humains en tant qu'espèce. Ainsi, face à l'apparition de la peur, se déclenche une réaction immédiate permettant la survie devant un danger. Lorsqu'un discours politique cherche à mobiliser ce genre d'émotions primaires, les interlocuteurs ne sont pas invités à réfléchir mais à réagir dans l'urgence. Cependant ici, le danger narré n'est pas toujours représentatif d'une menace réelle. Or, si la logique gramscienne veut que l'adhésion de l'opinion publique aux idées de celui qui cherche à obtenir le pouvoir soit une condition nécessaire pour y parvenir, faire appel aux émotions empêche la réflexion et facilite l'affiliation aux solutions présentées pour faire face au « danger ».

Ainsi, si tous les discours conférant une nature d'ennemi absolu à un *Autre*, ne résultent pas en un régime totalitaire ou des dérives autoritaires, (c'est le cas des discours français que nous avons analysés), leur utilisation n'est pas anodine. Lorsqu'il est prononcé par des autorités politiques, le discours peut devenir une méthode de distraction, servant à accuser un *Autre* d'être la cause d'un problème afin de déresponsabiliser l'État. Manuel Valls, en considérant que les phénomènes de radicalisations en France sont une affaire venue de l'étranger, ainsi que son rejet des explications sociologiques à ce sujet, est un exemple de ceci.

Le discours peut également devenir un outil de contrôle et de discipline sur la population. La désignation de l'ennemi d'État, à travers des catégories à la fois ambiguës et absolues, provoque un sentiment de méfiance au sein de la population. L'ennemi est d'autant plus dangereux qu'il n'est pas facilement repérable. Ce soupçon généralisé brise le lien social

⁴¹⁹ KANT Emmanuel *Anthropologie d'un point de vue pragmatique* précédé de FOUCAULT Michel *Introduction à l'anthropologie*. Collection Textes Philosophiques, ed. Vrin, 2008, p.195.

et isole les individus à travers la propagation de la peur. Pour Hannah Arendt, cette désolation (*loneliness*) est le « fonds commun de la terreur, essence du régime totalitaire⁴²⁰ ». C'est la peur qui confine et entrave l'exercice de la raison. Ainsi, ce « cercle de fer » finit par détruire chez l'Homme « la faculté d'expérimenter et de penser aussi certainement que celle d'agir⁴²¹ ». Arendt considérait, en ce sens, que la fiction la plus efficace de la propagande nazie avait été d'inventer une « conspiration juive mondiale ». La Shoah est le résultat de cette propagande. C'est aussi le cas des 30.000 disparus de la dictature argentine dont l'extermination a été soutenue par la campagne « antisubversive ». Il est donc non seulement important d'accorder une attention particulière à ce genre de narrative, mais aussi de la dénoncer.

En signalant un ennemi, le discours crée une opposition entre un « nous » et un « eux ». Cette opposition incite la population à choisir une bande, à se positionner. S'il s'agit d'un discours officiel dans un contexte autoritaire, cette prise de position sera contrainte par la répression et la peur. Au-delà des discours officiels, les phénomènes de radicalisation en France, ou, pour reprendre la formule d'Oliver Roy, « l'islamisation de la radicalité », sont un exemple de l'articulation entre un récit et la construction d'une identité. Il serait alors intéressant d'approfondir l'étude de la corrélation entre l'adhésion à des idées totalitaires et extrémistes et la quête, par peur ou désespoir, d'appartenance.

⁴²⁰ ARENDT Hannah...*op.cit.*, p. 306.

⁴²¹ *Idem*, p. 305.

BIBLIOGRAPHIE

Par ordre alphabétique

AMBROISE Bruno, « La rationalité de l'efficacité performative » dans *Bourdieu : Théoricien de la pratique*. Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2011.

ARENDRT Hannah, *Les origines du totalitarisme*, Tome II « L'impérialisme » Ed. Seuil « Points Essais », 2005.

ARENDRT Hannah, *Les origines du totalitarisme*, Tome III « Le système totalitaire » Ed. Seuil « Points Essais », 2005.

AVELLANEDA Andrés dans *Censura, autoritarismo y cultura: Argentina 1960-1983*. Centro Editor de América Latina, Buenos Aires, 1986.

BANCEL Nicolas, BLANCHARD Pascal, BOUBEKER Ahmed, « L'islam, nouvel ennemi intérieur », dans *Le grand repli*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2015.

BOURDIEU Pierre et BOLTANSKI, Luc “Le fétichisme de la langue” dans *Actes de la recherche en sciences sociales* 1.4, 1975.

BOURDIEU Pierre, Intervention au Congrès de l'AFEF, Limoges, 30 octobre 1977, parue dans *Le français aujourd'hui*, 41, mars 1978, pp. 4-20 et Supplément au n° 41, pp. 51-57

BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie*, Les éditions de Minuit, 1980.

BOURQUE Gilles et DUCHASTEL Jules, « Texte, discours et idéologie(s) », *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 1995, vol. 73, n° 3.

CALVEIRO Pilar, « Los usos políticos de la memoria », en *Sujetos sociales y nuevas formas de protesta en la historia reciente de América Latina*. Buenos Aires, CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales. 2006.

CAPDEVILA Nestor, « « Idéologie ». Usages ordinaires et usages savants » dans *Actuel Marx*, 2008/1 (n° 43).

CEYHAN Ayse et PERIÈS Gabriel « L'ennemi intérieur : une construction discursive et politique », *Cultures & Conflits*. 2001

CUMIN David, « La théorie du partisan de Carl Schmitt », *Stratégique*, 2009.

DERRIDA, Jacques, *Spectres de Marx*, éd. Galilée, 1993

EL DIFRAOUI Abdelasiem, *Le djihadisme*. Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2021

FEIERSTEIN Daniel, *El genocidio como práctica social: entre el nazismo y la experiencia argentina*. Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires. 2007.

FEIERSTEIN Daniel, *Memorias y representaciones*, 1. ed., Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica (coll. "Sección de obras de sociología") 2012.

FEIERSTEIN Daniel, *Introducción a los estudios sobre genocidio*. Ed. Universidad Nacional de Tres de Febrero. 2016.

FELITTI Karina et RAMIREZ Morales Rosario. *Pañuelos verdes por el aborto legal: historia, significados y circulaciones en Argentina y México*. Encartes, vol. 3, núm. 5, marzo- agosto 2020

FOUCAULT Michel dans *L'ordre du discours*. Leçon inaugurale au Collège de France, 2 décembre 1970.

FOUCAULT Michel « Il faut défendre la société ». Cours au Collège de France (1975-1976).

FRANCO Marina, *Un enemigo para la nación: orden interno, violencia y « subversión »*, 1973-1976. Fondo de Cultura Economía, 2021

GUIDERE Mathieu, « Le terrorisme avant et après l'État islamique », *Confluences Méditerranée*, 2017/3 (N° 102).

HANON Jean-Paul dans « Militaires et lutte antiterroriste », *Cultures Conflits*, 2004, vol. 56, n° 4.

HOARE George et SPERBER Nathan, *Introduction à Antonio Gramsci*, Collection Repères, éd. La Découverte, 2013.

HOBBS Thomas, *Léviathan*, éd. Dalloz, 1999.

KANT Emmanuel *Anthropologie d'un point de vue pragmatique* précédé de FOUCAULT Michel *Introduction à l'anthropologie*. Collection Textes Philosophiques, ed. Vrin, 2008.

LACAN Jacques, Séminaire *Les Psychoses*. 1955-1956, Tome III.

LE MANCHEC Claude, « Le langage et la langue chez Pierre Bourdieu », *Le français aujourd'hui*, 2002/4 (n° 139).

LEMKIN Raphael, *Axis rule in occupied Europe: laws of occupation, analysis of government, proposals for redress*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, Division of International Law, 1944.

LEROUX Denis, « La « doctrine de la guerre révolutionnaire » : théories et pratiques », dans : Abderrahmane Bouchène éd., *Histoire de l'Algérie à la période coloniale. 1830-1962*. Paris, La Découverte, « Poche / Essais ». 2014.

LEVY Guillermo y BOROVINSKY, Tomás, “Apuntes sobre novedad y articulación. El nazismo y el genocidio nazi”. En *Genocidio. La administración de la muerte en la modernidad. Compilación*. Ed. EDUNTREF, 2005.

MINEAU André, LA ROCHELLE Gilbert, DE KONINCK Thomas, « Le nazisme et l'idéologie de la santé : les avatars modernes de la dignité humaine », *Revue d'Histoire de la Shoah*, 1998.

POURTAU Lionel, « l'Ennemi à l'âge des conflits asymétriques », *Sociétés*, vol. 80, n° 2, 2003.

RAMOS Raphaël, « La CIA à l'épreuve du maccarthysme », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 4 (N° 140), 2018.

RIGOUSTE Mathieu, *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*. La Découverte, « Poche / Essais », 2011.

SCHMITT Carl, *La notion du politique et La théorie du partisan*, Ed. Flammarion, 2009.

SERVETTO Alicia, « Memorias de intolerancia política: las víctimas de la Triple A (Alianza Argentina Anticomunista) » dans *Antíteses*. vol. 1, n° 2, 2008.

SHERZER Joel, « Langage et culture : une approche centrée sur le discours », *Langage et société*, 2012/1 (n° 139).

TÖPPEL Roman, « « Peuple et Race ». Aux sources de l'antisémitisme de Hitler », *Revue d'Histoire de la Shoah*, 2018.

TRAVERSO Enzo, *La violencia nazi. Una genealogía europea*. Fondo de cultura económica. Buenos Aires, 2002.

VERBISKY Horacio, *Medio siglo de proclamas militares*. Buenos Aires, La Pagina, 2006.

WEBER Max, *Le savant et le politique*, Ed. 10/18, 2002.

DISCOURS ET DÉCLARATIONS

Par ordre chronologique

KENNEDY John Fitzgerald au Rathaus Schöneberg, Berlin-Ouest le 26 juin 1963. Disponible sur <https://www.bl.uk/collection-items/ich-bin-ein-berliner-speech-by-john-f-kennedy-in-berlin-1963> [Consulté en juin 2022].

LUTHER KING Martin, le 28 août 1963, à Washington. Disponible sur <https://www.jeunefrique.com/168911/politique/i-have-a-dream-le-texte-int-gral-en-fran-ais-du-discours-de-martin-luther-king/> [Consulté en juin 2022].

La proclama del golpe, 24 de marzo 1976. La Junta Militar derroca a la presidenta María Estela Martínez de Perón » dans VERBISKY Horacio, *Medio siglo de proclamas militares*. Buenos Aires, La Pagina, 2006, p.147. Disponible en annexe (n°1).

VIDELA Jorge Rafael, le 30 mars 1976. Archive audiovisuelle disponible sur <https://www.archivorta.com.ar/asset/cadena-nacional-primer-discurso-de-videla-30-03-1976/> Archivo Prisma- Radio y Televisión Argentina. [Consulté en juillet 2022]. Transcription disponible en annexe (n°2).

CORBETTA Arturo, le 25 octobre 1976. Archive audiovisuelle disponible sur <https://difilm-argentina.com/difilm/detalle.php?b=eWx6ZE1sU0pxcHdkRzl3UUxic11PUT09&q=19557>. [Consulté en juillet 2022]. Transcription disponible en annexe (n°3).

MASSERA Emilio Eduardo à la ESMA le 2 novembre 1976. Archive disponible sur <https://difilm-argentina.com/difilm/detalle.php?b=NGEzS000UnFsS2xhZExGZS9oRnFIQT09&q=17890>. [Consulté en juillet 2022]. Transcription disponible en annexe (n°4).

VIDELA Jorge Rafael, le 19 avril 1977. Format audiovisuel divisé en deux parties, disponibles sur https://www.youtube.com/watch?v=kRlioMtpw&ab_channel=Televisi%C3%B3nP%C3%BAblica et <https://www.youtube.com/watch?v=J->

[siNKqPdxU&ab_channel=Televisi%C3%B3nP%C3%BAblica](#). [Consulté en juillet 2022].
Transcription disponible en annexe (n°5).

VIOLA Roberto Eduardo, le 29 septembre 1977. Disponible sur <https://difilm-argentina.com/difilm/detalle.php?b=SUDLYUIDNFBFY1lnWTdhTTdnYU40QT09&q=19318> [Consulté en juillet 2022]. Transcription disponible en annexe (n°6).

VIOLA Roberto Eduardo, conférence de presse réalisée à Caracas au Venezuela le 23 octobre 1978. Archive audiovisuelle disponible sur https://www.youtube.com/watch?v=k3mUEBoa5cE&ab_channel=DiFilm [Consulté en juillet 2022]. Transcription disponible en annexe (n°7).

VIDELA Jorge Rafael, conférence de presse à Tokyo, au Japon le 9 octobre 1979. Archive audiovisuelle disponible sur <https://difilm-argentina.com/difilm/detalle.php?b=WU5vUnpGQitDakRIRGpYNINyTFIVQT09&q=3006> [Consulté en juillet 2022]. Transcription disponible en annexe (n°8).

VIDELA Jorge Rafael, conférence de presse au « Salón Blanco » de la Casa Rosada, le 13 décembre 1979. Archive audiovisuelle disponible sur <https://www.archivorta.com.ar/asset/lo-pasado-pensado-3/> [Consulté en juillet 2022].

VIDELA Jorge Rafael, en août 1980. Archive audiovisuelle disponible sur <https://www.archivorta.com.ar/asset/videla-derechos-humanos-y-bloqueo-a-la-urss-1980/>. [Consulté en juillet 2022]. Transcription disponible en annexe (n°9).

BUSH Georges W, « Address to a joint session of Congress and the American people », 2001. Disponible sur <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/20010920-8.html> [Consulté en juillet 2022].

HARGUINDEGUY Albano E. dans le Documentaire de Marie-Monique ROBIN *Escadrons de la mort, l'école française* sorti en 2003.

SARKOZY Nicolas, le 21 mars 2012 à Montauban (Tarn-et-Garonne). Disponible sur <https://www.vie-publique.fr/discours/184664-declaration-de-m-nicolas-sarkozy-president-de-la-republique-en-hommage> [Consulté en août 2022].

HOLLANDE François, à Paris le 9 janvier 2015. Disponible sur <https://www.vie-publique.fr/discours/193497-declaration-de-m-francois-hollande-president-de-la-republique-sur-la> [Consulté en juillet 2022].

VALLS Manuel, 13 janvier 2015 à l'Assemblée nationale. Disponible sur https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2015/01/13.01.2015_discours_de_manuel_valls_premier_ministre_-_seance_speciale_dhommage_aux_victimes_des_attentats_1.pdf [Consulté en juillet 2022].

HOLLANDE François, le lundi 16 novembre 2015, devant le Congrès à Versailles. Disponible sur <https://www.senat.fr/evenement/archives/D46/hollande.html> [Consulté en juillet 2022].

CAZENEUVE Bernard, le 18 novembre 2015 à l'Assemblée nationale, sur les mesures prévues dans le cadre du projet de loi prorogeant l'état d'urgence et modernisant le régime d'exception de la loi du 3 avril 1955. Discours disponible sur <https://www.vie-publique.fr/discours/196961-declaration-de-m-bernard-cazeneuve-ministre-de-linterieur-sur-les-me> [Consulté en juillet 2022].

VALLS Manuel, le mercredi 25 novembre 2015. Disponible sur https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2016/01/20151125_discours_de_manuel_valls_premier_ministre_-_engagement_forces_en_syrie_relu.pdf [Consulté en juillet 2022].

VALLS Manuel devant le Sénat le 26 novembre 2015, disponible sur <https://www.vie-publique.fr/discours/197172-declaration-de-m-manuel-valls-premier-ministre-en-reponse-diverses> [Consulté en juillet 2022].

MACRON Emmanuel, le 16 mars 2020, disponible sur <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/03/16/adresse-aux-francais-covid19> [Consulté en juillet 2022].

BLANQUER Jean-Michel interviewé par MABROUK Sonia, le 22 octobre 2020 sur Europe 1. Disponible sur <https://www.europe1.fr/politique/ce-quon-appelle-lislamo-gauchisme-fait-des-ravages-denonce-jean-michel-blanquer-4000366>. [Consulté en août 2022].

MACRON Emmanuel, le 29 octobre 2020. Déclaration du président de la République, sur l'attaque terroriste de Nice, à Nice. Disponible sur <https://www.vie-publique.fr/discours/276991-emmanuel-macron-29102020-terrorisme> [Consulté en août 2022].

VIDAL Frédérique face à ELKABBACH Jean-Pierre sur CNEWS le 14 février 2021. Extrait publié sur Youtube par le HuffPost. Format audiovisuel disponible sur https://www.youtube.com/watch?v=ke4it-zfk9g&ab_channel=LeHuffPost. [Consulté en juillet 2022].

BLANQUER Jean-Michel, invité par DE MALHERBE Apolline sur BFM TV le 20 février 2021. Disponible sur https://www.youtube.com/watch?v=oyBTS7sQ3xM&ab_channel=BFMTV [Consulté en août 2022].

MACRON Emmanuel, le 11 mars 2022. Déclaration du président de la République, sur la lutte contre le terrorisme, à Suresnes. Discours disponible sur <https://www.vie-publique.fr/discours/284480-emmanuel-macron-11032022-terrorisme> [Consulté en juillet 2022]

ARTICLES DE JOURNAUX

Par ordre de parution

GOLDMAN Russell « Shooter, Cho, 'Was a Loner,' Official Says » paru dans le ABC NEWS en avril 2007. Disponible sur <https://abcnews.go.com/US/story?id=3048534> [Consulté en juin 2022].

HAUSER Christine “Virginia Gunman identified as a student” paru dans le New York Times en avril 2007. Disponible sur https://www.nytimes.com/2007/04/17/us/17virginia.html?_r=1&hp&oref=slogin [Consulté en juin 2022].

The Associated Press “20 children among dead in Connecticut school massacre” paru dans CBC en décembre 2012. Disponible sur <https://www.cbc.ca/news/world/20-children-among-dead-in-connecticut-school-massacre-1.1134782> [Consulté en juin 2022]

AUDUREAU William, « Après les attentats, les similitudes entre les discours de Hollande et de Bush en 2001 » dans *Le Monde*, le 17 novembre 2015. Disponible sur https://www.lemonde.fr/attaques-a-paris/article/2015/11/17/bush-en-2001-hollande-en-2015-les-discours-de-deux-presidents-face-aux-attentats_4812188_4809495.html [Consulté en août 2022].

ROY Olivier, article « Le djihadisme est une révolte générationnelle et nihiliste » paru dans *Le Monde* le 23 novembre 2015. Disponible sur https://www.lemonde.fr/idees/article/2015/11/24/le-djihadisme-une-revolte-generationnelle-et-nihiliste_4815992_3232.html [Consulté en août 2022].

LEBARON Frédéric, JEDLICKI Fanny et WILLEMEZ Laurent. Tribune « La sociologie, ce n’est pas la culture de l’excuse ! » dans *Le Monde* en décembre 2015. Disponible sur https://www.lemonde.fr/idees/article/2015/12/14/la-sociologie-ce-n-est-pas-la-culture-de-l-excuse_4831649_3232.html [Consulté en juin 2022].

FAURE Sonya, DAUMAS Cécile et VECRIN Anastasia. « Terrorisme. «Culture de l'excuse» : les sociologues répondent à Valls. » paru dans Libération en janvier 2016. Disponible sur https://www.liberation.fr/debats/2016/01/12/culture-de-l-excuse-les-sociologues-repondent-a-valls_1425855/ [Consulté en juin 2022]

ALVAREZ Lizette Alvarez and PEREZ-PENA Richard “Orlando Gunman Attacks Gay Nightclub, Leaving 50 Dead”. Dans le New York Times en juin 2016. Disponible sur <https://www.nytimes.com/2016/06/13/us/orlando-nightclub-shooting.html>. [Consulté en juin 2022].

KENNEDY Gerrick “Festival attacked by Las Vegas shooter had been success story in creating outdoor music destination” paru dans le LA Times en octobre 2017. Disponible sur <https://www.latimes.com/entertainment/music/la-et-ms-las-vegas-shooting-music-route-91-20171002-story.html> [Consulté en juin 2022].

FERNANDEZ Manny and MELE Christopher « Gunman Kills at Least 26 in Attack on Rural Texas Church » paru dans le New York Times en novembre 2017. Disponible sur <https://www.nytimes.com/2017/11/05/us/church-shooting-texas.html> [Consulté en juin 2022].

FREIBRUN Nicolás dans « La enfermedad en la política y sus metáforas », Revista Cosecha Roja, 25 juin 2020. Disponible sur <https://www.cosecharoja.org/la-enfermedad-en-la-politica-y-sus-metaforas/> [Consulté en juillet 2022].

GUEDJ Léa, article « Ce que veut dire le terme "islamo-gauchisme" pour ceux qui l'emploient... et pour ceux qu'il vise » pour France Inter le 23 octobre 2020 disponible sur <https://www.radiofrance.fr/franceinter/ce-que-veut-dire-le-terme-islamo-gauchisme-pour-ceux-qui-l-emploient-et-pour-ceux-qu-il-vise-1211090> [Consulté en juin 2022].

« Islamo-gauchisme : Vidal, Darmanin, jeu dangereux ». Éditorial du *Le Monde*, publié le 19 février 2021. Disponible sur https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/02/19/islamo-gauchisme-vidal-darmanin-jeu-dangereux_6070519_3232.html [Consulté en août 2022].

« Écriture inclusive : Jean-Michel Blanquer exclut l'utilisation du point médian à l'école » paru dans *Le Monde* le 7 mars 2021. Disponible sur

https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/05/07/jean-michel-blانquer-interdit-l-ecriture-inclusive-a-l-ecole_6079436_3224.html [Consulté en juillet 2022]

SEELow Soren, article intitulé « Les attentats du 13-Novembre étaient-ils une riposte aux bombardements français ? » publié dans *Le Monde* le 13 novembre 2021. Disponible sur https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2021/11/13/les-attentats-du-13-novembre-etaient-ils-une-riposte-aux-bombardements-francais-les-elements-de-reponse-du-proces_6101962_1653578.html [Consulté en août 2022].

SMOLAR, Piotr « Les États-Unis sous le choc d'une nouvelle fusillade : au moins 19 enfants tués dans une école du Texas » dans *Le Monde* le 25 mai 2022. https://www.lemonde.fr/international/article/2022/05/25/l-amerique-sous-le-choc-d-une-nouvelle-tuerie-dans-une-ecole-au-texas_6127575_3210.html [Consulté en juin 2022].

BRAGINSKI, Ricardo dans le journal *Clarín* « No va más. Lenguaje inclusivo : la Ciudad prohibió el uso de la « e », la « x » y el « @ » en las aulas ». 9 juin 2022. Disponible sur https://www.clarin.com/sociedad/va-ciudad-prohibira-uso-x-aulas_0_1lCbsb0u2r.html [Consulté en juillet 2022]

SITES INTERNET

Par ordre d'apparition

Définition de *génocide* sur le site web du « Bureau de la Prévention du Génocide et de Responsabilité de Protéger » des Nations Unies. Disponible sur : <https://www.un.org/fr/genocideprevention/genocide.shtml> [Consulté en juillet 2022].

Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, (A/RES/96-I), 1946. Disponible sur https://digitallibrary.un.org/record/209873/files/A_RES_96%28I%29-EN.pdf [Consulté en juillet 2022].

Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, 9 décembre 1948, Assemblée générale des Nations Unies. Disponible sur <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-prevention-and-punishment-crime-genocide> [Consulté en juillet 2022].

« Sitios de Memoria – Mapa de los centros clandestinos de detención » disponible sur, <https://www.argentina.gob.ar/derechoshumanos/sitiosdememoria/centrosclandestinos> [Consulté en juin 2022].

Musée « Sitio de Memoria ESMA ». Disponible sur <http://www.museositioesma.gob.ar/el-museo/aqui/> [Consulté en juillet 2022].

Rapport de la CIDH « La CIDH y los gobiernos autoritarios » dans *Comisión Interamericana de Derechos Humanos Plan Estratégico 2011 – 2015*, p. 26. Disponible sur <http://scm.oas.org/pdfs/2011/cp26757s-2.pdf> [Consulté en août 2022].

Rapport d'Amnesty International de novembre 1976 disponible sur <https://www.amnesty.org/en/documents/amr13/083/1977/en/> [Consulté en août 2022]

Résolution 49/60. Mesures pour éliminer le terrorisme international. Assemblée Générale des Nations Unies. Disponible sur

https://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/49/60&Lang=F

[Consulté en juillet 2022].

Tweet de l'historien André Gunther à propos du Premier ministre Manuel Valls le 10 janvier 2016. Disponible sur <https://twitter.com/gunthert/status/686128997965643776> [Consulté en juillet 2022].

ANNEXES**ANNEXE N°1**

24 de marzo de 1976.

La Junta Militar derroca a la presidenta María Estela Martínez de Perón.

LA PROCLAMA DEL GOLPE

Agotadas todas las instancias del mecanismo constitucional, superada la posibilidad de rectificaciones dentro del marco de las instituciones y demostrada, en forma irrefutable, la imposibilidad de la recuperación del proceso por las vías naturales, llega a su término una situación que agravia a la Nación y compromete su futuro.

Nuestro pueblo ha sufrido una nueva frustración.

Frente a un tremendo vacío de poder, capaz de sumirnos en la disolución y la anarquía; a la falta de capacidad de convocatoria que ha demostrado el gobierno nacional; a las reiteradas y sucesivas contradicciones evidenciadas en la adopción de medidas de toda índole, a la falta de una estrategia global que, conducida por el poder político, enfrentara a la subversión; a la carencia de soluciones para problemas básicos de la Nación, cuya resultante ha sido el incremento permanente de todos los extremismos; a la ausencia total de los ejemplos éticos y morales que deben dar quienes ejercen la conducción del Estado; a la manifiesta irresponsabilidad en el manejo de la economía que ocasionara el agotamiento del aparato productivo; a la especulación y corrupción generalizada, todo lo cual se traduce en una irreparable pérdida del sentido de grandeza y de fe; las Fuerzas Armadas, en cumplimiento de una obligación irrenunciable, han asumido la conducción del Estado.

Una obligación que surge de serenas meditaciones sobre las consecuencias irreparables que podía tener sobre el destino de la Nación toda, una actitud distinta a la adoptada.

Esta decisión persigue el propósito de terminar con el desgobierno, la corrupción y el flagelo subversivo, y sólo está dirigida contra quienes han delinquido o cometido abusos de poder. Es una decisión por la Patria, y no supone, por lo tanto, discriminaciones contra ninguna militancia cívica ni sector social alguno; rechaza, por consiguiente, la acción disociadora de todos los extremismos y el efecto corruptor de cualquier demagogia.

Las Fuerzas Armadas desarrollarán, durante la etapa que hoy se inicia, una acción regida por pautas perfectamente determinadas. Por medio del orden, del trabajo, de la observancia plena de los principios éticos y morales, de la justicia, de la realización integral del hombre, del respeto a sus derechos y dignidad, así la República llegará a la unidad de los argentinos y a la total recuperación del ser nacional, metas irrenunciables, para cuya obtención se convoca a un esfuerzo común a los hombres y mujeres, sin exclusiones, que habitan este suelo.

Tras estas aspiraciones compartidas, todos los sectores representativos del país deben sentirse claramente identificados y, por ende, comprometidos en la empresa común que conduzca a la grandeza de la Patria.

No será un gobierno patrimonio de sectores ni para sector alguno.

Estará imbuido de un profundo sentido nacional y solo responderá a los más sagrados intereses de la Nación y sus habitantes.

Al contraer las Fuerzas Armadas tan trascendente compromiso, formulan una firme convocatoria a toda la comunidad nacional.

En esta nueva etapa, hay un puesto de lucha para cada ciudadano. La tarea es ardua y urgente. No estará exenta de sacrificio, pero se la emprende con el absoluto convencimiento de que el ejemplo se predicará de arriba hacia abajo y con fe en el futuro argentino.

La conducción del proceso se ejercitará con absoluta firmeza y vocación de servicio. A partir de este momento, la responsabilidad asumida impone el ejercicio severo de la autoridad para erradicar definitivamente los vicios que afectan al país. Por ello, a la par que continuará combatiendo sin tregua a la delincuencia subversiva, abierta o encubierta y se desterrará toda demagogia, no se tolerará la corrupción o la venalidad bajo ninguna forma o circunstancia, ni tampoco cualquier trasgresión a la ley u oposición al proceso de reparación que se inicia.

Las Fuerzas Armadas han asumido el control de la República. Quiera el país todo comprender el sentido profundo e inequívoco de esta actitud para que la responsabilidad y el esfuerzo colectivos, acompañen esta empresa que, persiguiendo el bien común, alcanzará - con la ayuda de Dios - la plena recuperación nacional.

JORGE RAFAEL VIDELA,
teniente general, comandante general del Ejército.

EMILIO EDUARDO MASSERA,
almirante, comandante general de la Armada.

ORLANDO RAMÓN AGOSTI,
brigadier general, comandante general de la Fuerza Aérea.

[Dans VERBISKY Horacio, *Medio siglo de proclamas militares*. Buenos Aires, La Pagina, 2006, p.147]

ANNEXE N°2

Première déclaration de Jorge Rafael Videla après le coup d'État, 30 mars 1976.

Transcription du discours par l'auteur.

Martes 30 de marzo 1976

por *Radio Nacional, Radio Difusión Argentina*
y *Canal 7*.

Presidente de la Nación, teniente general Jorge Rafael Videla

Al pueblo de la nación argentina.

El país transita por una de las etapas más difíciles de su historia.

Colocado al borde de la disgregación, la intervención de las Fuerzas Armadas ha constituido la única alternativa posible frente al deterioro provocado por el desgobierno, la corrupción y la complacencia.

Por múltiples causas, un notorio vacío de poder fue minando a ritmo cada vez acelerado, las posibilidades del ejercicio de la autoridad; condición esencial para el desenvolvimiento del Estado. Las Fuerzas Armadas conscientes que la continuación normal del proceso no ofrecía un futuro aceptable para el país, produjeron la única respuesta posible a esta crítica situación. Tal decisión, fundamentada en la misión y esencia misma de las instituciones armadas, fue llevada al plano de la ejecución con una medida, responsabilidad, firmeza y equilibrio que han merecido el reconocimiento del pueblo argentino.

Pero debe quedar claro que los hechos acaecidos el 24 de marzo de 1976 no materializan solamente la caída de un gobierno, significan, por el contrario, el cierre definitivo de un ciclo histórico y la apertura de uno nuevo cuya característica fundamental estará dada por la tarea de reorganizar la Nación, emprendida con real vocación de servicio por las Fuerzas Armadas.

Este *Proceso de Reorganización Nacional* demandará tiempo y esfuerzos. Requerirá una amplia disposición para la convivencia; exigirá de cada uno su personal cuota de sacrificio y necesitará contar con la sincera y efectiva confianza de los argentinos. El logro de esta confianza es, entre todas, la más difícil de las empresas que nos hemos impuesto.

Durante muchos años, han sido tantas las promesas incumplidas, tantos los fracasos de planes y proyectos, tan honda la frustración nacional, que muchos de nuestros compatriotas han dejado de creer en la palabra de sus gobernantes, llegando a pensar incluso, que la función pública no se llega para servir sino para servirse de ella, convencido que la justicia ha desaparecido ya del panorama del hombre argentino.

Comenzaremos entonces por establecer un orden justo dentro del cual sea valedero trabajar y sacrificarse. Donde los frutos del esfuerzo se transforman en mejores condiciones de vida para todos, en el que encuentren soporte y aliento los ciudadanos honestos y ejemplares; en el que se sancione severamente a quien viole la ley - cualquiera sea su jerarquía, su poder, su pretendida influencia. Así se recuperará la confianza y la fe del pueblo en quién lo gobierna y así elaboraremos el punto de partida indispensable para enfrentar la grave crisis por la cual atraviesa nuestro país.

Resulta innecesario hacer el inventario de las dramáticas condiciones en las cuales vive la Nación. Cada uno de los habitantes de la Patria las conoce y las sufre día a día con toda intensidad. Sin embargo, merecen señalarse alguno de los componentes más destacados de esta situación. Nunca fue tan grande el desorden en el funcionamiento del Estado conducido con ineficiencia en un marco de generalizada corrupción administrativa y complaciente demagogia.

Por primera vez de la Historia, la Nación llegó al borde de la sensación de pago, una conducción económica vacilante y poco realista llevó al país hacia la recesión y al comienzo de la desocupación con su inevitable secuela de angustia y desesperanza, herencia que recibimos y trataremos de paliar.

El uso indiscriminado de la violencia de uno y otro signo, sumió a los habitantes de la Nación en una atmósfera de inseguridad y de temor agobiante. Finalmente, la falta de capacidad de las instituciones, manifestada en sus fallidos intentos de producir en tiempo las urgentes y profundas soluciones que el país requería, condujo a una total parálisis del Estado, frente a un vacío de poder incapaz de dinamizarlo. Cada uno de estos signos marcó el final de una etapa que perdía inexorablemente vigencia y que era incapaz de generar una alternativa de reemplazo.

Las Fuerzas Armadas participaron con absoluta responsabilidad en el proceso institucional asumiendo cabalmente su rol, sin perturbar en medida alguna la gestión del gobierno. Prueba irrefutable de ello es que se empeñaron a lo largo y a lo ancho del país en una exitosa lucha contra la delincuencia subversiva. La sangre generosa de sus héroes y sus mártires así lo aseveran.

Profundamente respetuosas de los poderes constitucionales, sostenes naturales de las instituciones democráticas, las Fuerzas Armadas hicieron llegar, en repetidas oportunidades, serenas advertencias sobre los peligros que importaban tanto las omisiones como las medidas sin sentido.

Su voz no fue escuchada. Ninguna medida de fondo se adoptó en consecuencia. Así las cosas, toda expectativa de cambio en el marco institucional fue absolutamente rebasada. Ante esta dramática situación, las Fuerzas Armadas asumieron el gobierno de la Nación.

Esta actitud, consciente y responsablemente asumida, no está motivada por intereses de poder, solo responde al cumplimiento de una obligación inexcusable emanada de la misión específica de salvaguardar los más altos intereses de la Nación. Frente a ese imperativo, las Fuerzas Armadas como institución han llenado el vacío de poder existente y como institución también, han dado una respuesta a la coyuntura nacional a través de la fijación de objetivos y pautas para la acción del gobierno a desarrollar, inspirados en una auténtica vocación de servicio a la Nación.

Para nosotros, el respeto de los Derechos Humanos no nace solo del mandato de la ley ni de las declaraciones internacionales, sino que la resultante de nuestra cristiana y profunda convicción acerca de la preeminente dignidad del hombre como valor fundamental. Y es justamente para asegurar la debida protección de los derechos naturales del Hombre que asumimos el ejercicio pleno de la autoridad. No para [ininteligible] la libertad, sino para afirmarla. No para torcer la justicia, sino para imponerla. Estableciendo la vigencia de una autoridad que será revitalizada en todos los niveles, atenderemos al ordenamiento del Estado, cuya acción se fundamentará en la estabilidad y permanencia de las normas jurídicas, asegurando el imperio de la ley y el sometimiento a ella de gobernantes y gobernados.

Un Estado ordenado nos permitirá adoptar a la Nación del instrumento capaz de impulsar una profunda tarea de transformación. Solo el Estado, para el que no aceptamos el papel de mero espectador del proceso, habrá de monopolizar el uso de la fuerza y consecuentemente sólo sus instituciones cumplirán las funciones vinculadas a la seguridad interna. Utilizaremos esa fuerza cuantas veces haga falta para asegurar la plena vigencia de la paz social. Con ese objetivo combatiremos, sin tregua, a la delincuencia subversiva en cualquiera de sus manifestaciones, hasta su total aniquilamiento.

Durante muchos años, la pretendida defensa de la gestión estatal retuvo para el monopolio público, grandes proyectos indispensables para el desarrollo nacional y el bienestar de la población que nunca se vieron realizados. Hoy todos pagamos las consecuencias. La eficacia en el servicio público es la excepción y la deficiencia, la norma. Un crecimiento estrangulado por falencias en los sectores críticos de la economía y la dependencia externa para el abastecimiento de materias primas indispensables son, en muchos casos, el resultado de la prédica de quienes nada hicieron ni dejaron hacer.

En lo sucesivo, el gobierno ejecutará su acción a la solución pragmática de los grandes problemas económicos. Asegurando la decisión nacional y manteniendo el control del Estado sobre las áreas vitales que hacen a la seguridad y al desarrollo, brindaremos a la iniciativa privada y a los capitales nacionales y extranjeros, todas las condiciones necesarias para que participen con su máximo potencial y fuerza creativa en la explotación racional de los recursos. Somos conscientes del valioso aporte que puede ofrecer a nuestra independencia financiera, tecnológica y económica, la decidida acción de los empresarios, y por ello la impulsaremos con todos los recursos del Estado, pero asegurando que los intereses económicos no interfieran en el ejercicio de los poderes públicos. Reglas del juego claras, precisas y permanentes, constituirán los mejores instrumentos para impulsar las inversiones y recuperar nuestra actividad productiva.

Promoveremos la armónica relación entre el capital y el trabajo a través del fortalecimiento de estructuras empresariales y sindicales, limitadas a sus finalidades específicas, auténticamente representativas y plenamente conscientes de las posibilidades del país. Los trabajadores que han sido tantas veces objetos de halago y que tantas veces vieron esfumarse las promesas y las esperanzas, deben saber que el sacrificio que demande la tarea de reorganización nacional será soportado por todos los sectores sociales y que, durante el

desarrollo del proceso, y particularmente a la hora de la distribución, tendremos para defender sus derechos la misma firmeza que hoy evidenciamos para exigir su esfuerzo.

Nuestra generación vive una crisis de identidad que se manifiesta en un permanente cuestionamiento de los valores tradicionales de nuestra cultura y asume en muchos casos, las concepciones nihilistas de la subversión antinacional. La cultura como un modo singular de expresión del arte, la ciencia o el trabajo de nuestro pueblo, será por ello impulsada y enriquecida. Estará abierta al aporte de las grandes corrientes del pensamiento, pero mantendrá siempre fidelidad a nuestras tradiciones y a la concepción cristiana del mundo y del hombre.

Es precisamente sobre esa base y nuestra individualidad histórica, que la Argentina ha de alinearse de hoy en más junto a las naciones que aseguran al Hombre su realización como persona, con dignidad y en libertad. En función de intereses comunes, mantendremos relaciones con todos los países del mundo. Sólidamente consustanciados con los países latinoamericanos, hemos de completar francas vinculaciones basadas en el respeto, el apoyo y la colaboración mutua. Pero debe también quedar en claro que las Fuerzas Armadas no están dispuestas a resignar, ni lo harán jamás, nuestros derechos y soberanía. Y así como abren generosamente las puertas del país al aporte cultural y material extranjero, no permitirán que nación o grupo alguno se inmescuya en aspectos que son absoluta responsabilidad del Estado argentino.

Por todo ello, afirmamos que el proceso de reorganización nacional, no está dirigido contra ningún grupo social o partido político. Por el contrario, constituye el medio de reencauzar la vida del país y está decidido a promover el cambio de la actitud argentina con respecto a su propia responsabilidad individual y social. Pretende, en suma, desarrollar al máximo nuestra potencialidad. Esta destinado a todos los sectores argentinos sin distinciones, cuya incorporación y participación de hoy en más se requiere. Es una convocatoria para que, aprovechando a la madurez que nos dejan las experiencias políticas vividas, seamos capaces de recuperar la esencia del ser nacional y de imaginar y realizar una organización futura que nos permita el ejercicio de una democracia con real representatividad, sentido realista y concepción republicana.

Si las Fuerzas Armadas han impuesto una suspensión de las actividades de los partidos políticos como contribución a la pacificación interna, reiteran su decisión de asegurar en el futuro la vigencia de movimientos de opinión, de auténtica expresión nacional y comprobada

vocación de servicio. Una similar actitud determina la acción en el campo gremial, tanto obrero cuanto empresario. Las organizaciones del capital y el trabajo, deberán ajustar el ejercicio de sus funciones a la defensa de las legítimas aspiraciones de integrante, evitando incursionar en áreas ajenas a su competencia. Confiamos así mismo, en que trabajadores y empresarios serán conscientes de los sacrificios que requieren estos primeros tiempos y de la ineludible necesidad de postergar aspiraciones que son justas en épocas de prosperidad, pero resultan inalcanzables en situaciones de emergencia.

Las Fuerzas Armadas saben que el esfuerzo que hoy realizamos todos, tiene un natural heredero: la juventud argentina. A ella, le ofrecemos la autenticidad de nuestros hechos, la pureza de nuestras intenciones, nuestro trabajo sin desmayo. De ella, reclamamos su fuerza creadora, sus patrióticos ideales, su sentido de responsabilidad en el claustro y en el taller, su participación en el proceso que se inicia, para que, en un marco de igualdad de oportunidades, se realice plenamente en beneficio exclusivo de la Patria. Esta inmensa tarea, que hemos emprendido, tiene un solo destinatario: el pueblo argentino.

Todas las medidas de gobierno, estarán apuntadas a lograr el bienestar general, a través del trabajo fecundo, con un cabal sentido de justicia social para conformar una sociedad pujante, organizada, solidaria, preparada espiritual y culturalmente para forjar un futuro mejor.

Nadie debe esperar soluciones inmediatas, ni cambios espectaculares en la actual situación. Las Fuerzas Armadas son conscientes de la magnitud de la tarea a realizar. Conocen de los problemas profundos a resolver. Saben de los intereses que se opondrán en este camino que todos debemos transitar solidariamente. Pero hemos de recorrerlo con firmeza. Firmeza que se expresa en nuestra decisión de llevar a cabo el proceso sin concesiones. Y con una profunda pasión nacional.

Las Fuerzas Armadas convocan al pueblo argentino a ejercer toda su responsabilidad en un marco de tolerancia, unión y libertad en la lucha por un mañana de irrenunciable grandeza. Ha llegado la hora de la verdad. El gobierno nacional, al formular esta sincera y honesta convocatoria al pueblo de la Patria, no pretende generar espontáneas conductas de participación en el proceso. Sabemos perfectamente que las manifestaciones de adhesión a aquél, serán las consecuencias de los logros positivos que seamos capaces de mostrar al pueblo de la República.

Aspiramos si, como base mínima e indispensable para apoyar nuestra acción, a la comprensión amplia y generosa de todos los sectores inspirados en el bien común.

Demandamos comprensión, para las razones que motivaron la actitud adoptada. Demandamos comprensión para las pautas orientadoras impuestas al proceso de reorganización nacional. Demandamos comprensión para los esfuerzos que debemos exigir a cada argentino como contribución impostergable. Sabemos que esta comprensión inicial tenemos que ser capaces de producir los hechos necesarios para generar el apoyo de todos aquellos que, convencidos de la sinceridad de nuestros proyectos, y de la factibilidad de los objetivos señalados, habrán de participar fervorosamente en la concreción de un gran país.

El pasado inmediato ha quedado atrás, superada su carga de frustración y desencuentro. Nos asomamos a un futuro que conducirá a la grandeza de la Patria y a la felicidad de su pueblo. El gobierno nacional, no ofrece soluciones fáciles o milagrosas. Por el contrario, pide y realizará sacrificios, esfuerzos y austeridad. Asegura así, una conducta honrada, una acción eficiente y un proceder justo, volcado siempre por sobre toda otra consideración, al bien común y a los altos intereses nacionales.

Ha llegado la hora de la verdad. Una verdad que en suma nuestro compromiso total con la paz. En la concreción de esta tarea que hoy emprendemos, pido a Dios nuestro señor, que nos conceda a todos sabiduría, para poder discernir el mejor camino. Firmeza, para no apartarnos del camino cierto. Prudencia, para ser justos. Humildad, para servir y ser servidos.

[Archive audiovisuelle disponible sur <https://www.archivorta.com.ar/asset/cadena-nacional-primer-discurso-de-videla-30-03-1976/> Archivo Prisma- Radio y Televisión Argentina. Durée : 23 minutes environ. Consultée en juillet 2022].

ANNEXE N°3

Visite du ministre de l'intérieur Albano Harguindeguy à l'école de police Ramon Falcón le 25 octobre 1976 ; discours du chef de la Police Fédérale, le Général Arturo Corbetta.

Edgardo Mesa - Como parte de los actos centrales de la semana de la Policía Federal Argentina, nuestras cámaras registran uno de los actos principales. Tiene lugar en la escuela de policía Ramón Lorenzo Falcón. Presidirá los actos el ministro del Interior.

Vistas generales del General de Brigada Albano Harguindeguy pasando revista a las fuerzas y se dirige hacia el palco oficial donde realiza el saludo de bienvenida.

Vistas generales del discurso pronunciado por el Jefe de la Policía Federal, General de Brigada Arturo Corbetta:

Corbetta - Este acto de recordación debe ser necesariamente iniciado hablando de Dios nuestro Señor y a quien agradecemos humildemente los dones y gracias recibidos, pues ellos son los que permanentemente alimentan nuestra fe y nos dan el coraje suficiente para enfrentar a la muerte con amor.

Invocamos también a la Patria. Patria es el tremolar de la bandera, es la clarinada del himno, es aquello tan grande, tan puro, que su presencia nos colma de emoción y es capaz de arrancar lágrimas de nuestros ojos. Hoy esa Patria, la nuestra, está amenazada y a ella no podemos hacerle la triste ofrenda de un fracaso. Necesitamos vencer, porque ésta es la encrucijada que nos pone Dios a los argentinos para demostrar lo que somos y lo que valen nuestras fuerzas morales.

Solo le piden a esa sociedad actos dignos de un pueblo amante del orden y de la paz; que rechace todo aquello que fomenta el vicio y la corrupción. Que fortalezca a la familia como núcleo primario indisoluble y sobre todo que colabore para eliminar definitivamente el flagelo subversivo. Como jefe de la Policía Federal argentina, a mis hombres y a sus familias sin

distinción de jerarquía les pido confianza y fe en el triunfo, recordando aquello que la virtud será premiada por si misma y que el espíritu nacional se logra cuando los ciudadanos prefieran el bien público al privado. Sirva esta fecha para fortalecer la tradición policial y quiera Dios iluminarnos en el camino del Bien para que la Policía Federal argentina siga siendo la fortaleza inexpugnable que detiene el delito y al mismo tiempo fraterna mano que auxilio.

Seguidamente se observa un desfile con las fuerzas policiales y cadetes de la escuela de policía.

[Archive audiovisuelle et sa retranscription disponibles sur <https://difilm-argentina.com/difilm/detalle.php?b=eWx6ZE1sU0pxcHdkRzl3UUxic11PUT09&q=19557>.

Durée : 3 minutes 52 secondes. Consultées en juillet 2022].

ANNEXE N°4

Visite du Commandant en chef de la Marine, Emilio Eduardo Massera à la « ESMA » (École Mécanique de la Marine) lors d'une cérémonie en mémoire des personnes « tuées pour la patrie et pour les actes de service » en présence de délégations d'officiers supérieurs, de chefs, d'officiers, de sous-officiers et de tout le personnel de cet institut, le 2 novembre 1976.

Massera - Lentamente, casi para que no nos diéramos cuenta, una máquina de horror fue desatando su iniquidad sobre los desprevenidos y los inocentes. En medio de la incredulidad de algunos, de la complicidad de otros y el estupor de muchos había comenzado la guerra, una guerra oblicua y diferente. Una guerra primitiva en sus procedimientos, pero sofisticada en su crueldad. Una guerra a la que tuvimos que acostumbrarnos de a poco porque no era fácil admitir que el país entero se viera forzado a una monstruosa intimidación con la sangre. Entonces empezó la lucha, todos tuvimos bajas, hombres públicos y hombres anónimos, mujeres y niños, civiles y militares, de las fuerzas de seguridad y de las policías.

Fueron alcanzando hora tras hora dolorosa notoriedad en las páginas de los diarios y casi no hubo noche en la Argentina que no se cerrara sobre un nuevo llanto, venciendo todos los obstáculos que le opuso a la comprensión interesada. Un día las fuerzas armadas pasaron la ofensiva y allí en el noroeste nuestros valerosos camaradas del ejército empezaron una guerra riesgosa y paciente. Halle en este momento a esos hombres y a todos los hombres de las más diversas unidades que lucharon y volvieron o que quedaron para siempre en los frentes de combate, el más emocionado de nuestros recuerdos.

Después, las Fuerzas Armadas inician el Proceso de Reorganización de la República y ya con la responsabilidad del poder político en sus manos, la ofensiva se torna más integral, más eficaz, y la Fuerza Aérea y la Armada que ya conocían en carne propia las heridas de esta guerra impúdica. Acentúan su participación militar y contribuyen con su heroísmo a la derrota del enemigo. Pero este conflicto que no es argentino sino internacional, ya que ha estallado con similar violencia en muchos otros países, tiene características e historia sin precedentes.

En un primer análisis pareciera que tan solo están en pugna ideologías de signo opuesto, pero si se penetra su esencia se advierte que las concepciones filosóficas y políticas enfrentadas son casi excusas intelectuales de un mal mucho mas desgarrador. Es verdad, pero no toda la verdad que esto es una guerra entre el materialismo dialéctico y el humanismo idealista. Es verdad, pero no toda la verdad que esta es una guerra entre los idolatras de los más diversos tipos de totalitarismos y los que creemos en las democracias pluralistas. Es verdad, pero no toda la verdad que esto es una guerra entre la libertad y la tiranía. Lo cierto, lo absolutamente cierto es que aquí y en todo el mundo, en estos momentos luchan los que están a favor de la muerte y los que estamos a favor de la vida, y esto es anterior a una política o a una ideología, esto es una actitud metafísica.

Estamos combatiendo contra nihilistas, contra delirantes de la destrucción cuyo objetivo a la destrucción en si, aunque se enmascaren en redentores sociales, por eso vemos sus inexplicables alianzas, por eso vemos sus inexplicables víctimas, muchísimas de ellas sin valor estratégico ni táctico. Por eso los vemos escribiendo en las paredes "Viva la muerte" y esa es la única vez que dicen la verdad. Así como en otros siglos ha habido peste que flagelaron al mundo durante mucho tiempo, así parece la humanidad de hoy asistir una novedosa y alucinante epidemia : la voluntad de matar.

Por ultimo, se observa al Comandante en jefe de la Armada, Almirante Emilio Eduardo Massera, acompañado del Jefe del Estado Mayor de la Armada Vicealmirante Armando Lambruschini, colocando una ofrenda floral al pie de un monumento.

[Archive disponible sur <https://difilm-argentina.com/difilm/detalle.php?b=NGEzS000UnFsS2xhZExGZS9oRnFIQT09&q=17890>.

Durée : 7 minutes et 30 secondes. Consultée en juillet 2022]

ANNEXE N°5

Conférence du Lieutenant General Jorge Rafael Videla face à des hommes d'affaires et des militaires, le 19 avril 1977. Extrait diffusé dans l'émission « Si te he visto no me acuerdo » de la TV Pública, présenté par Felipe Pigna.

Transcription par l'auteur.

Videla - Es particularmente grato para mi como comandante en jefe del Ejército recibir en esta tarde y en esta casa, sede del comando en jefe del Ejército, a este distinguido conjunto de empresarios, profesionales y técnicos, consagrado a una actividad tan importante, cual es la comunicación social.

He dicho en repetidas oportunidades y lo reitero, más aún frente a este auditorio, que creo firmemente en el diálogo como el camino mas idóneo para la relación entre los hombres. Por vía de mejor conocernos, mejor comprendernos. Y por vía de mejor comprendernos, recién poder amarnos, que es la más excelsa relación entre los hombres.

Y es justamente esta circunstancia particular que vive el país, en donde las relaciones institucionales, por las circunstancias conocidas, están limitadas, que ustedes, hombres y mujeres dedicados justamente a esta actividad tan noble cual es la relación humana, constituyen el nexo, casi diría, insoslayable para facilitar ese diálogo fundamentalmente entre el gobernante y el gobernado. Y es en homenaje a esta función tan delicada y en homenaje a una conducta observada por quienes hacen opinión diariamente, a través de una opinión objetiva, ejercitando una libertad responsable y en procura de un bien tan excelso como es la verdad; es en homenaje a ese conjunto que hoy el Ejército abre sus puertas para recibirlos como huéspedes y brindarles esta exposición.

Señores, hemos dicho en repetidas oportunidades que la subversión es un fenómeno global. Y, consecuentemente, si decimos que la agresión, que la subversión nos agrede, debemos interpretar que su agresión es también tan global, como es global el fenómeno de la

subversión. Y es justamente a través de esta agresión global que se pretende conculcar la libertad de los argentinos y cambiar su sistema de vida por otro a través de la intimidación. A través de la privación de la vida, de militares, de policías, de periodistas, de sacerdotes, de trabajadores, de empresarios. Se pretende conculcar ese bien de la libertad a través de los lavados de cerebro, de la confusión de nuestra juventud, de desapegarnos a eso que nunca debíamos habernos desapegado que son nuestros valores tradicionales de familia, de patria, de dignidad. Esa es la subversión y ése es el flagelo contra el cual las Fuerzas Armadas luchan y pretenden ser comprendidas.

El llamado “caso Graiver” es algo importante, trascendente, espectacular. Pero es una parte de un todo al cual nos hemos de referir luego en particular que es la subversión. Porque el “Caso Graiver” es un caso de subversión. ¿Qué es el “Caso Graiver”? A raíz de una investigación que realiza la Policía de la Provincia de Buenos Aires sobre el tráfico ilegal de divisas, con motivo de declaraciones prestadas por determinado grupo de personas, documentos capturados y pruebas testimoniales, la investigación llega al conjunto de personas denominado “Grupo Graiver” : Juan Graiver, Isidoro Miguel Graiver, Lidia Elba Papaleo, Rafael Ianover, Orlando Benjamín Reynoso, Francisco Fernández Bernárdez, y además, a los del expediente de la sucesión David Graiver y Jorge Rubinstein. Esto sin prejuicio que, en la prosecución de las actuaciones, puedan otras personas ser incluidas en esta acta institucional.

Señores, tengan ustedes la más absoluta seguridad y ruego que por intermedio de ustedes lo transmitan a quienes forman opinión a través de ustedes, que es decisión irrevocable de las autoridades militares en este caso, y las políticas también, llevar este caso hasta sus últimas consecuencias.

Hemos prometido a la Nación, combatir la subversión hasta su aniquilamiento. Y hemos dicho que estamos muy próximos a acariciar con la mano la victoria militar. Que hemos prometido a la Nación ganar la paz, que no es negociar la paz. Es ganar la paz para ofrecer al pueblo argentino una paz que merezca ser vivida, como la merece el pueblo argentino. Y esa paz, es palabra de militar, que la hemos de obtener.

Señores, les pido perdones por esta emotividad, pero es producto de las circunstancias. Convocarlos a ustedes, y por intermedio de ustedes, a todos los hombres de buena voluntad, para sumarse a ese esfuerzo de construir esa paz que, repito, no será jamás una paz negociada.

Será una paz que merezca ser vivida como la merece vivir el pueblo argentino.

Señores, por la atención dispensada, por la prueba de confianza de haberse acercado acá, a nuestra casa y nuestro lugar de trabajo, en nombre del Ejército Argentino, muchas gracias. Tengan buenas tardes.

[Format divisé en deux parties, disponibles sur https://www.youtube.com/watch?v=kRlioMtpw&ab_channel=Televisi%C3%B3nP%C3%ABlica et https://www.youtube.com/watch?v=J-siNKqPdxU&ab_channel=Televisi%C3%B3nP%C3%ABlica. Consulté en juillet 2022].

ANNEXE N°6

Le chef d'état-major, général de l'Armée, général de division, Eduardo Roberto Viola, assiste à un déjeuner organisé par l'Institut pour le développement des cadres d'Argentine (IDEA) le 29 septembre 1977.

Viola - Considero ocioso pasar revista al proceso de crecimiento que siguió la subversión en nuestro país hasta marzo de 1976, por cuanto cualquiera de los presentes podrá recordar mediante un ligero ejercicio de memoria los aspectos e hitos fundamentales del mismo identificándolos con las acciones y frases al que me acabo de referir.

En cambio, considero conveniente sintetizar en sus rasgos fundamentales la situación de extrema crisis que había alcanzado el país en esa fecha. Recordemos el vacío de poder en acción de gobierno, que la corrupción imperaba por doquier, que el orden y la seguridad se vieron comprometidos hasta el hecho de que la subversión intentara crear una zona dominada en una parte del territorio nacional.

El ámbito educacional estaba desquiciado y junto con las manifestaciones culturales, eran hábilmente utilizados para deformar los valores de las nuevas generaciones. Que la deuda exterior y la inflación carcomían la economía del país y que su aparato productivo se encontraba seriamente dañado por la indisciplina social, la especulación y el peculado. Por fin, como corolario de todo ello y esto es fundamental, el espíritu nacional mostraba evidentes síntomas de debilitamiento como preanuncio de resignación ante una derrota próxima e inevitable.

Podemos visualizar así la magnitud del peligro que corrimos, pues no solo estuvieron a punto de sucumbir nuestras instituciones, nuestras tradiciones, sino que en definitiva estaban seriamente amenazadas la seguridad de la Nación y los derechos de cada uno de sus habitantes, es entonces cuando la sociedad atacada ejercita su innegable derecho a la defensa empleando para ello todos medios legítimos disponibles.

Consecuentemente el 24 de marzo de 1976 las Fuerzas Armadas asumieron el poder político del país iniciándose así el Proceso de Reorganización Nacional, proceso éste, que con

justeza podemos definir como inédito en la historia política institucional argentina y nos permitimos definirlo así porque las Fuerzas Armadas en cumplimiento de su misión trascendente de salvaguardar los más altos intereses de la Nación, asumen en conjunto y en su totalidad una responsabilidad institucional insoslayable, y porque el desarrollo alcanzado por la subversión imponía implementar un esfuerzo intenso integral, coherente y coordinado en todos los campos y niveles del quehacer nacional que conformara un ofensiva potente y sostenida para alcanzar la victoria contra ella.

Las consecuencias y secuelas de esa lucha imponen una condición especial a este proceso, determinando que cualquier visualización en su desemboque deberá estar condicionada por la absoluta imposibilidad de un regreso o repetición de situaciones similares.

[Archive audiovisuelle et transcription disponibles sur <https://difilm-argentina.com/difilm/detalle.php?b=SUDLYUIDNFBFY1lnWTdhTTdnYU40QT09&q=19318> Durée : 3 minutes 58 secondes. Consulté en juillet 2022]

ANNEXE N°7

Conférence de presse réalisée à Caracas au Venezuela le 23 octobre 1978. Entretien avec le Commandant en chef de l'Armée et membre de la junte militaire argentine, Roberto Eduardo Viola.

Transcription de certains fragments par l'auteur.

Periodista - Queremos saber de sus propios labios cuál es la situación real de la Argentina; se habla de que existen más de 2 mil desaparecidos; queremos saber cuál es la situación real de la señora Isabel Martínez de Perón. ¿Cuándo será que la ponen en libertad?

Viola - Yo diría que el gobierno militar encaró el 24 de marzo de 1976 dos problemas de carácter prioritario. El primero lo constituía el enfrentamiento con la subversión, con el terrorismo. El segundo: era el tratar de salvar las instituciones argentinas y diríamos más que las instituciones, incluso el país, de un desquiciamiento total en el cual se encontraba sumergido. Con respecto al primer problema, el del problema de la lucha contra la subversión, las Fuerzas Armadas con el beneplácito yo diría total de la casi totalidad de la población argentina, enfrentó al oponente habiendo logrado en la actualidad prácticamente un éxito absoluto. La situación de la delincuencia subversiva o del terrorismo en la República Argentina, en los actuales momentos, no difiere en mucho al que se puede presentar en cualquier país del mundo, inclusive los altamente desarrollados de Europa.

Con respecto al segundo problema, es decir, creo que los resultados sostenidos, podemos considerarlos como altamente satisfactorios, es decir, el orden, la seguridad, el respeto. Yo diría que incluso la libertad y la justicia rigen en forma amplia y adecuada en la República Argentina. Yo, si ustedes me preguntan después en forma más concreta sobre un problema en particular, sobre esto puedo contestarles en forma más concreta también por parte mía. Con respecto a la situación de la señora María Estela Martínez de Perón, se encuentra detenida en su domicilio, en San Miguel, una quinta ubicada en la provincia de Buenos Aires. La situación en que se encuentra está comprendida en el acta institucional firmada por los comandantes en jefe, si yo mal no recuerdo, el 18 de junio de 1976. Y, por otra parte, se encuentra sometida a diferentes

procesos por irregularidades cometidas en su ejercicio como presidente de la Nación. Vuelvo a repetirles, si ustedes me preguntan un poco más concretamente, yo les contesto también mas concretamente

Periodista - En los últimos tiempos, altos funcionarios del régimen argentino han venido a Venezuela, entre ellos, usted. La pregunta que se hace el público generalmente es: ¿Qué interés tiene Argentina en Venezuela; es que le interesa copiar o tomar experiencia del sistema democrático que rige aquí para una posible implantación en Argentina o simplemente para establecer contactos a un posible eje Buenos Aires-Caracas en la nueva correlación continental?

[...]

Viola – Con respecto al problema que usted plantea de la copia que podamos hacer de las instituciones democráticas, yo le puedo si asegurar que la Argentina volverá en el momento oportuno, a una real y total democracia. De eso si se puedo asegurar. Los militares argentinos que ocuparon el poder el 24 de marzo del 76 no lo hicieron por una vocación de poder ni con el animo de destrozar o destruir lo que podemos llamar la democracia. Lo hicieron por las dos razones que le expresé anteriormente: la necesidad de enfrentar decididamente un peligro de carácter nacional cual representaba la subversión armada en mi país y, en segundo término, ocupar un gobierno que había dejado un vacío absoluto de poder propenso a ser ocupado por cualquier elemento que tuviera la osadía de ocuparlo. Diría yo que las autoridades argentinas en su más alto nivel son tan profundamente democráticas como pueden ser los militares de cualquier país de América en el cual rige un régimen constitucional.

Periodista - ¿Cuándo considera usted que es el momento oportuno para que haya elecciones en argentina?

Viola - No le voy a poder expresar una fecha. Si le voy a decir que no tenga ninguna duda que la Argentina vuelve a un régimen constitucional una vez que se hayan conjugado tres o cuatro factores que le voy a expresar. El primero: tener totalmente asegurado la lucha contra la subversión. El segundo: el haber efectuado el reordenamiento necesario de las instituciones argentinas. El tercer término: el haberse efectuado la reorganización de los elementos políticos de la República argentina y el cuarto término: de que esos elementos políticos, llámense

partidos políticos, puedan tener nuevamente una función rectora dentro de la vida política argentina.

[...]

Periodista – Hay una cantidad bastante alta de desaparecidos ligados o no a la subversión dentro de su país. Dentro de esta posible apertura democrática que usted anuncia para cuando se den estas cuatro condiciones, ¿cual será la situación de estas personas? ¿Se van a declarar muertas o se va a proseguir a una investigación?

Viola - Permanentemente se realizan investigaciones sobre las personas desaparecidas o presuntamente desaparecidas. El General Videla en Venezuela hizo una detallada exposición sobre este problema, a ella me remito totalmente porque representa absolutamente el sentir del gobierno argentino. Ustedes deben comprender por otra parte que la Nación enfrentó lo que podríamos llamar una guerra, una guerra realmente sucia, realmente de características muy particulares. Una guerra que incluso no se podía llamar política, aunque sus fines fueran políticos, porque no respondían de modo alguno al interés y el deseo de la Nación argentina. Nosotros sostenemos orgullosamente que hemos vencido en esta guerra, porque hemos contado con el apoyo integral y la decisión de luchar de toda la nación argentina. Solamente eran grupos minúsculos los que han actuado dentro de mi país. Yo diría tan minúsculos que podríamos considerar que podía ser menos del 0,1% de toda la población del país lo que podía considerarse como un elemento subversivo dentro de mi país. Es decir, parecería ridículo que el 0,1% de un país pretendiera imponer su voluntad a través de la violencia al 99,9% restante.

[...]

Periodista - Ellos dicen que el sistema de torturas en las cárceles argentinas no tiene nada que envidiarle al sistema de gobierno de Chile, ¿que opinión tiene usted?

Viola - Vuelo a repetir lo que dije anteriormente. La República Argentina es un país esencialmente democrático. Un país cuyos gobernantes tienen un profundo respeto por los aspectos fundamentales que hacen a la democracia, que son la libertad, la justicia, el orden y la seguridad. Ninguno de esos cuatro elementos, y mucho menos los dos primeros, la libertad y la justicia, significan o involucran dentro de ellos el no respeto de lo que podemos llamar los

derechos humanos. Yo rechazo terminantemente cualquier posibilidad sobre lo que se denomina torturas en la República Argentina.

[...]

[Durée : 18 minutes 24 secondes. Archive audiovisuelle disponible sur https://www.youtube.com/watch?v=k3mUEBoa5cE&ab_channel=DiFilm Consultée en juillet 2022].

ANNEXE N°8

Discours du président de facto de la République argentine, Jorge Rafael Videla durant une conférence de presse à Tokyo, au Japon le 9 octobre 1979.

Videla - Señoras, señores. El contacto con el periodismo es el medio más directo y eficaz para transmitir opiniones, expresar puntos de vista en suma los mensajes y las circunstancias que requieran; como gobernante estuvo siempre presente esta realidad que me permite la comunicación con la opinión pública de mi país y el mundo entero, por eso en esta oportunidad me resulta singularmente grato poder hablar a los hombres de prensa del Japón en el seno de una entidad tan representativa de una indisponible misión. En un mundo que viene con cambios más trascendentes de toda su historia la función de los medios de comunicación social se adelanta día a día. Formidable adelanto de la ciencia y la técnica han terminado la transformación en los modos e instrumentos de expresión. El tiempo y las distancias se comprimen entre el emisor y el receptor de las noticias no existe en la práctica de paz con uno. Todas las fronteras han sido desbordadas, pero como es obvio, esas portentosas conquistas instrumentales no solo están al servicio de la información, sino que contribuyen a través del periodismo en todas sus manifestaciones a la comprensión entre los hombres y su más profunda y verdadera comunicación en torno a los valores fundamentales para su progreso moral, cultural y material. Ese progreso como aspiración irrenunciable al pleno particular de connotaciones en una situación muy alta por la rugosidad y profundidad de sus transformaciones. Para hacer efectivo ese progreso cumpliendo con un imperativo ético que otorgue sentido y justificación a los grandes cambios que pueden ser abordados con realismo las múltiples y complejas circunstancias de la vida internacional. Las últimas décadas han sido el escenario de una paulatina transición que modificó los extremos de poder surgidos hace 30 años. En una rígida bipolaridad con sus correspondientes alineamientos se está pasando a una evidente multipolaridad en la que emergen nuevas potencias. Estas configuran en forma creciente diversas alternativas que cambian anteriores equilibrios, plantean nuevas situaciones que alteran la fisonomía política y económica del orden. Entonces existía, con toda reserva y salvedades que podrían señalarse, invisible marco que el hombre le merece; este permitía a su

vez roles de irresponsabilidades a los distintos países y facilitaba el conocimiento de las vinculaciones entre los mismos.

Por el contrario, en el mundo actual los alineamientos no son tan evidentes ni las nuevas potencias emergen con suficiente nitidez. En este contexto tan problemático, se torna dificultosa las relaciones internacionales puesto que ciertas definiciones asumen a veces un carácter precario y aleatorio. Se hace imperioso por lo tanto contar nuevamente con un marco mínimo de referencia a través del cual pueden ser experimentadas claras reglas de juego. Pero a diferencia de lo ocurrido en otras etapas históricas donde los modos de acción surgían por situaciones de poder, estas reglas que ahora propiciamos deberán respetar las legítimas necesidades y aspiraciones de todo fuero valorizando sus realidades, ella no puede ser soslayada en un nuevo sistema mundial que pretenda ser estable porque hoy todos los países constituyen independientemente su condición de sentar penitencia y partes insustituibles de ese sistema, esto es así entre otras razones porque se vive ahora una verdadera revolución de nuestras expectativas frente a la cual todos los hombres y las naciones puedan asumir un papel activo que permita acceder a los beneficios del progreso, del bienestar, la justicia y la seguridad.

[...]

[Archive audiovisuelle disponible sur <https://difilm-argentina.com/difilm/detalle.php?b=WU5vUnpGQitDakRIRGpYNINyTFIVQT09&q=3006>.

Durée : 10 minutes et 26 secondes. Consultée en juillet 2022]

ANNEXE N°9

Entretien avec Jorge Rafael Videla, en août 1980.

Transcription de certains fragments par l'auteur.

[...] *Periodista* - ¿Podría usted describir el período que va a comenzar? ¿Se diferenciará del que está terminando?

Videla - Es nada más un cambio de hombre, la continuidad de la filosofía que anima el Proceso, evidentemente cada etapa tiene su matiz particular. Yo asumí en las condiciones por usted conocidas. La Argentina se debatía en situación de caos en lo político, económico y social. Era menester colocar orden en el desorden, autoridad en la anarquía, progreso en el estancamiento y paz en la violencia porque vivíamos en plena violencia. Esta etapa mía fundamentalmente se ha caracterizado por eso, una etapa de ordenamiento básico. Ha iniciado ahora una etapa de creatividad política en cuanto pretende darle al Proceso un contenido político, cuya estrategia es el diálogo. [...] Esta estrategia ha de continuar por parte de mi sucesor, ha de continuar la consolidación del orden logrado, pero habrá evidentemente una proyección manifiesta del país hacia su destino, llegar a una democracia auténtica y adulta al término de este proceso, que no tiene tiempos y si tiene objetivos que cumplir.

[...]

Periodista - La Argentina ha sido y sigue siendo criticada por organizaciones internacionales, entidades, instituciones, por la situación de los derechos humanos aquí en el país. Esa misma crítica aparece en el informe de la comisión de Derechos Humanos de la Organización de Estados Americanos. ¿Cómo responde usted Sr presidente, a estas graves acusaciones? Muy respetuosamente, ¿Por qué esa actitud de borrón y cuenta nueva? No hablemos de derechos humanos, no hablemos de desaparecidos. Empecemos ahora de km 0. ¿Por qué no aprovechar la oportunidad de un diálogo con el mundo para decir cuál es la situación de los derechos humanos y desaparecidos?

Videla - Pregunta interesante. Yo creo que es menester primero diferenciar lo que es una imagen de lo que es una realidad. Una imagen del país que se maneja en el exterior y la realidad argentina. Es indudable que la Argentina ha sido víctima de una campaña de difamación cuyo motivo fundamental era apartarla del resto del mundo, aislarla, provocar, imposibilitar su desarrollo, sumirla en el caos para la toma del poder por el medio de la violencia, eso está perfectamente probado. ¿En qué se basaba esta campaña? En la desinformación de otros países respecto al nuestro, en la distorsión de las noticias reales, en la ingente cantidad de dinero que la subversión ha dispuesto como consecuencia de sus asaltos, secuestros etc. Hay una campaña montada, pero hay una realidad. La Argentina jamás la ha ocultado. [...] La Argentina sufrió la agresión del terrorismo subversivo que pretendía mediante la intimidación pública, cambiar nuestro tradicional sistema de vida inspirado en la visión cristiana del mundo, del hombre y de la cultura occidental. En la defensa de esos intereses, nos vimos obligados frente a esa agresión, a aceptar el reto de la misma que era una guerra. La Argentina aceptó una guerra que no buscó y que no deseó, pero la afrontó como una situación irreversible porque estaba en juego nada más ni nada menos que nuestro sentido y estilo de vida nacional. Como es lógico, la guerra es un hecho tremendo en si misma y es tremenda en sus circunstancias; perdón en sus consecuencias. Esta fue una guerra. Tremenda como hecho en si mismo y en su circunstancia. La guerra dejó un saldo, muertos, prisioneros, desaparecidos, un saldo de dolor que por cierto no nos alegra. Nos llena de orgullo sí que las Fuerzas Armadas con la cooperación de la civilidad hayan vencido a la subversión, y que hoy el país gracias a esa victoria militar, goce de paz, de libertad, de respeto. [...] Este fue un precio que hubo que pagar, altísimo, costosísimo, lo que el pueblo argentino estuvo de acuerdo en pagarlo para poder hoy vivir en paz, en libertad y con dignidad. Si el pueblo argentino, único juez de lo que ocurre en el propio país, ha dado ya su veredicto, aceptando que ese era el precio debido para tener paz, libertad y dignidad; entendemos que no debemos más agitar este problema, entendiendo dar razones a quienes quieren juzgarnos desde afuera, sin conocer nuestra realidad, y yo diría, sin derecho a indagar lo que el pueblo argentino ya juzgó. No es una cuestión de borrón y cuenta nueva porque no tengamos razones; tenemos razones y están dichas. La Argentina es algo más que un conjunto de muertos, de desaparecidos y de prisioneros. La Argentina tiene otra dimensión y queremos no vernos frustrados frente a esa imagen de una Argentina envuelta de sangre. Ni lo fue, ni lo está ni lo estará. La Argentina es otro valor mucho más ponderable que ese ingrato momento de tener que derramar sangre de hijos muy queridos, héroes y mártires para preservar la libertad, la dignidad y la paz.

[...]

Periodista – Usted estaba en víspera de un viaje al Perú. Cuando se le sugiere la conveniencia de que no vaya a Lima porque habían desaparecido tres terroristas argentinos que estaban viviendo en ese país. ¿Que pasó? ¿Por qué no puede ir el presidente de la Argentina al Perú porque desaparecen tres terroristas que en realidad no desaparecieron porque acaban de aparecer creo que en España o algún lugar de Europa? Es un hecho poco común en el juego de las relaciones de países hermanos y vecinos.

Videla - Mire, cierto es, el gobierno argentino fue invitado por el gobierno peruano para participar de la asunción al rango presidencial del nuevo presidente. La Argentina mantiene cordialísima relación con Perú por razones históricas que usted conoce. La Argentina no solamente accedió a concurrir, sino que dijo “va a ir el presidente de la Argentina” en un gesto de afecto para ese pueblo y además en una demostración palmaria que la Argentina no le tiene miedo a la democracia. Por el contrario, adhería al jubilo de ese país que terminaba un ciclo militar e inauguraba un ciclo constitucional democrático. A poco de tomar esta decisión, tomamos conocimiento que terceros, fueran argentinos o peruanos, habían querido montar sobre la presencia mía algún tipo de hecho que podría poner alguna nube en nuestra cordialísima relación bilateral peruano-argentina. Nos preocupó. También le preocupó al gobierno peruano que tuvo la gentileza de enviar a un alto representante a explicarnos cuál era realmente la situación, cuál era el temor que ellos tenían que por producirse un hecho que podría no verse controlado, se afectara nuestra relación. Así lo aceptamos nosotros y visto el valor que estaba en juego, era la posibilidad aún remota, pero posibilidad al fin de un turbamiento de nuestras relaciones, ese valor que hay que preservar, nuestras relaciones. Ahora más que nunca. En consecuencia, accediendo a esa sugerencia de Perú, quien le habla dejó de concurrir al Perú. [...]

[Archive audiovisuelle disponible sur <https://www.archivorta.com.ar/asset/videla-derechos-humanos-y-bloqueo-a-la-urss-1980/> Archivo Prisma- Radio y Televisión Argentina. Durée : 34 minutes 42 secondes. Consultée en juillet 2022].